

Crises en Asie centrale : Afghanistan-Pakistan



Avec le soutien de



SOMMAIRE¹

Introduction – Guillaume SCHLUMBERGER, Directeur, FRS.....	5
1 – Première table ronde – Un système géostratégique en crise.....	7
1.1 – Géopolitique de la crise en Asie centrale Intervenant : Patrick Dombrowsky, Centre de recherche sur l'Asie médiane.....	7
1.2 – Le Pakistan : entre crise interne et risques externes Intervenant : Olivier Guillard, Chercheur, IRIS	10
1.3 – Chine–Pakistan, les liaisons dangereuses ? Intervenant : Général (2S) Alain Lamballe, Asie 21.....	14
1.4 – L'Afghanistan, Al-Qaeda et la frontière pakistanaise : la « talibanisation » de la frontière en marche ? Intervenant : Mariam Abou Zahab, CERI	18
1.5 – Débat avec la salle	25
2 – Deuxième table ronde – Crises structurelles et conflits aigus.....	31
2.1 – L'eau, facteur d'instabilité en Asie centrale Intervenant : Alexandre Taithe, Chargé de recherche, FRS.....	31
2.2 – La drogue en Afghanistan : une nouvelle économie mondialisée Intervenant : Georges Estievenart, ancien directeur de l'Observatoire européen de la drogue	35
2.3 – Le conflit en Afghanistan, un point de situation Intervenant : Commandant Frédéric Lefèvre, ministère de la Défense.....	40
2.4 – Les ONG dans la tourmente Intervenant : Alain Boinet, Président de Solidarités.....	47
2.5 – Débat avec la salle	52
3 – Troisième table ronde – Les risques majeurs.....	55
3.1 – Pouvoir, acteurs et guerre en Afghanistan, de la victoire éclair à la défaite possible Intervenant : Gilles Dorransoro, Professeur à l'Université de Paris I Sorbonne.....	55
3.2 – Le risque nucléaire Intervenant : Bruno Tertrais, Maître de recherche, FRS.....	60
3.3 – L'armée pakistanaise au péril de ses contradictions Intervenant : Jean-Luc Racine, Directeur de recherche, École des hautes études en sciences sociales	62
3.4 – Débat avec la salle	68

¹ Ces textes ne sont pas des citations directes des propos tenus. Les résumés des interventions et des débats figurant ici ont été rédigés par la FRS. Celle-ci assume seule la responsabilité d'éventuelles erreurs ou approximations des propos rapportés dans les actes de cette journée d'études. Les textes ne peuvent être reproduits ou cités sans l'autorisation expresse de la FRS.

Introduction – Guillaume SCHLUMBERGER, Directeur, FRS

Il y a un an environ, nous avons déjà organisé une journée d'étude sur le Pakistan. Mais à l'époque nous avons surtout proposé des développements sur ses rapports avec l'Inde et sur sa stabilité interne. Nous avons donc décidé d'évoquer le couple que le pays forme avec l'Afghanistan.

Cette évolution nous a été dictée par l'actualité. Elle est significative des enjeux et des problématiques de cette zone. Nous avons donc cherché à évoquer cette région à partir de prismes différents mais complémentaires. La seconde table ronde permettra notamment de traiter des sujets un peu nouveaux, qui s'éloignent des questions de prolifération et de terrorisme, mais que nous estimons pertinents dans une vision à long terme.

1 – Première table ronde – Un système géostratégique en crise

PRESIDENCE : *Jean-François Daguzan, Maître de recherche, FRS*

Vue de l'Ouest, la situation de la région peut apparaître difficile et complexe. Malheureusement, nous ne percevons cette conjoncture qu'à travers les images de violence véhiculées par la télévision. L'assassinat de Benazir Bhutto a ainsi été analysé comme le symbole du dysfonctionnement d'un pays en désagrégation.

Par ailleurs, le conflit en Afghanistan fait un peu figure de « guerre oubliée ». Surtout les images que l'on nous propose sont contradictoires. Nous voyons d'un côté des troupes spéciales en action et des bombardements, et de l'autre les reportages sur les efforts de développement, souvent microscopiques, liés essentiellement à l'action des organisations non gouvernementales.

La réalité est sans doute assez éloignée de ces images « flash ». C'est pourquoi nous avons souhaité proposer des éclairages sur ce couple Afghanistan–Pakistan, dont les évolutions sont distinctes mais intimement liées. Il centralise en quelque sorte la crise de l'espace eurasiatique puisqu'il se situe à la charnière des deux mondes.

1.1 – *Géopolitique de la crise en Asie centrale*

Intervenant : Patrick Dombrowsky, Centre de recherche sur l'Asie médiane

La tâche qui m'a été confiée est difficile car il s'agit de traiter un sujet qui, en réalité, n'existe pas. Dès que nous parlons d'Asie centrale, nous englobons l'ensemble des républiques issues de l'ancienne Union soviétique de cette région. La géopolitique de la crise en est singulièrement restreinte puisqu'il n'y a pas de crise dans ces États. L'essentiel des difficultés concerne en effet les marges méridionales, c'est-à-dire celles au contact de l'Afghanistan et du Pakistan.

Les choses ne sont évidemment pas simples. La stabilité de la région n'est qu'une apparence. En réalité, certains phénomènes jouent de manière souterraine. Ils risquent, si certains événements extérieurs surviennent et sont importés, de déstabiliser la zone.

L'apparente absence de crise

Depuis la fin de la guerre civile au Tadjikistan (2002), il n'y a pas eu de conflits dans les pays de l'ancienne Union soviétique. Il n'y a jamais eu d'affrontements interétatiques (malgré les craintes formulées au lendemain de l'éclatement de l'URSS). De même, il n'y a pas à l'heure actuelle de conflit interne ouvert.

Il s'agit pourtant d'une région du monde qui avait toutes les raisons de susciter des crises graves. Dès l'apparition de ces États – l'indépendance n'ayant pas été voulue –, il existait de nombreux facteurs qui auraient pu expliquer que cette zone sombre dans une instabilité majeure. Pourtant cela n'a pas été le cas. La guerre civile au Tadjikistan a été féroce. Mais elle n'a pas eu d'effet de contagion. Il n'y a notamment pas de mouvements séparatistes dans la région. Les quelques populations qui pourraient éventuellement être agitées par de tels sentiments ont été exclues de la scène politique. Cette situation s'explique en partie par l'autoritarisme des

régimes. La dépolitisation de régions qui ont eu à subir pendant un demi-siècle la Russie tsariste puis durant soixante-dix ans le système communiste est également un élément d'explication.

Les États de la région se sont montrés extrêmement stables. Cette stabilité est certes acquise par l'autoritarisme. Elle repose également sur l'existence de systèmes hérités de l'Union soviétique. Seules les « façades », les noms ont été changés. Mais les architectures institutionnelles ont finalement très peu évolué.

Nous pouvons regretter les méthodes. Mais la stabilité est un fait. Elle est institutionnelle. Les régimes sont autoritaires, voire dictatoriaux. Même si les élections sont organisées à un rythme normal, elles donnent lieu, bien évidemment, à des résultats prévisibles.

Ces pays ne connaissent pas de crise de régime. Par ailleurs, il n'y a pas de véritable interrogation concernant leur stabilité.

Derrière les apparences

Derrière les apparences, existe une situation qui n'est pas grave mais qui suscite des inquiétudes. Un certain nombre de facteurs s'accumule. Ils sont détectés par les observateurs. Ils laissent pensifs et inquiets pour l'avenir.

- La stabilité institutionnelle ne présage pas d'une stabilité sociale

Les sociétés centrasiatiques ont été profondément traumatisées, comme toutes celles de l'ancienne Union soviétique, en 1991 par la disparition du système. Elles ne l'ont pas désirée. Il n'existait pas de mouvements indépendantistes. Les prévisions de la fin des années 1970 sur l'effondrement de l'Empire par un effritement progressif, notamment de ses marges musulmanes, se sont révélées complètement fausses. Au contraire, c'est dans ces régions que l'on a pu constater le plus grand désir de perpétuer l'Union soviétique.

Le traumatisme social a été réel. Le traumatisme économique a été extrêmement lourd. Moscou était en effet le pourvoyeur essentiel de subventions. Celles-ci permettaient aux régimes de survivre. La fin de ce système a touché de plein fouet des sociétés dans lesquelles certains ont pu profiter des privatisations. Ces dénationalisations ont parfois été menées de manière excessive. Certains acteurs ont pu également profiter de la manne des hydrocarbures. Trois États de cette région sont en effet parvenus à en trouver sur leurs territoires.

- L'émergence de l'Islam radical

Il s'agit notamment du mouvement islamique d'Ouzbékistan. On peut également citer le *Hezb Ut-Tahrir*, beaucoup plus difficile à appréhender. Cette émergence a débuté avant même l'éclatement de l'Union soviétique. Malgré la répression, ces mouvements continuent de croître.

Ces groupes contestent la légitimité des pouvoirs politiques. Ils se situent dans une mouvance culturelle et intellectuelle qui rencontre un certain soutien dans des couches de plus en plus étendues de la population. Ce soutien est renforcé par la répression politique menée de manière constante par la plupart des régimes en place.

Les risques pour l'avenir

La crise en Asie centrale est aujourd'hui ténue. Mais devons-nous nourrir une inquiétude pour l'avenir ?

La crise pourrait être amenée à se développer parce qu'il existe une énorme étincelle pouvant mettre le feu à la poudrière : l'Afghanistan. Le pays se situe au contact direct des anciennes républiques d'Union soviétique.

Il existe une certaine habitude de la situation afghane dans la région. Cela fait en effet plus d'un quart de siècle que ce pays connaît une période conflictuelle. Or, depuis 1991, cette situation n'a pas eu de véritables conséquences sur les États de la région. Le développement d'une instabilité majeure en Afghanistan pourrait cependant avoir des répercussions sur toute la zone. Par majeure, je veux dire qu'il ne faudrait pas qu'elle soit limitée au Sud et à l'Ouest du pays. Ces zones ne sont en effet pas directement frontalières de l'ancienne Asie centrale soviétique.

Il ne faut pas sous-estimer l'importance de cette étincelle potentielle. La situation de l'Afghanistan peut peser lourdement sur la zone. Si un Afghanistan stable ne suffit pas à garantir la stabilité de la région, un Afghanistan instable peut à lui tout seul provoquer son instabilité. Tous les régimes centrasiatiques en sont pleinement conscients.

Il faut également rappeler le désengagement occidental dans cette région. Le voyage du Premier ministre au Kazakhstan il y a quelques jours ne doit pas faire illusion². L'essentiel de l'intérêt occidental pour cette zone vient des hydrocarbures qui s'y trouvent. Au-delà, nous espérons parvenir à une pacification de l'Afghanistan et gérer les questions en marge du conflit qui s'y déroule (en particulier celle du trafic de drogue). Mais la région anciennement soviétique n'intéresse pas.

Au point de vue stratégique, un intérêt a été manifesté par les États-Unis en 2001. Certains pays de la région pouvaient fournir des implantations pour les bases arrière nécessaires dans le cadre des opérations en Afghanistan. Ce besoin s'est atténué. À partir de 2003, les intérêts stratégiques américains se sont déportés plus à l'Ouest, au Moyen-Orient. De plus, le principal point d'appui dans l'ancienne Asie centrale soviétique, la base en Ouzbékistan, a dû être fermée, à cause du refroidissement très net des relations entre les deux pays.

Je continue donc à rester relativement optimiste sur le devenir géopolitique de cette région. Mais cet optimisme est de plus en plus relatif et concerne un horizon chronologique très proche. Il y a cinq ou six ans, nous pouvions développer une vision positive sur vingt ans. Désormais, nous sommes plus mesurés. Nos impressions optimistes ne vont pas au-delà de dix ans.

Le défi principal que vont devoir régler les cinq États de la région est la relève de l'actuelle génération de dirigeants. Ils vont devoir développer une capacité à faire émerger une nouvelle génération dont les membres ne feront plus partie des élites ayant vécu les événements qui ont conduit à l'indépendance de chacun des pays. Pour le moment (à l'exception peut-être du

² NDLR – M. Fillon s'est rendu au Kazakhstan les 8 et 9 février 2008. Le Président de la République, N. Sarkozy, se rendra à Astana en 2009.

Kazakhstan), les efforts sont timides. Nous constatons plutôt un renfermement sur les élites en place.

1.2 – Le Pakistan : entre crise interne et risques externes *Intervenant : Olivier Guillard, Chercheur, IRIS*

La thématique étant complexe et multiple, je vais être contraint de forcer le trait pour chacun des sujets que j'ai retenus. Il s'agit pour moi de proposer un éclairage de ce qui ne fonctionne pas au Pakistan aujourd'hui. La description n'est pas conçue pour être à charge. Je cherche simplement à refléter la réalité. La situation pakistanaise contemporaine est extrêmement complexe et tendue. Il est finalement difficile d'avoir un regard positif sur le pays.

La question est de savoir si le pays va bien dans les domaines politique, économique, social, ethnico-religieux, diplomatique, sécuritaire...

Ma réponse est malheureusement non.

La situation politique

Nous sommes actuellement à quatre jours des élections législatives et provinciales au Pakistan³. Elles s'annoncent particulièrement importantes dans le contexte actuel. Le pays traverse une nouvelle crise politique. Il est d'ailleurs très difficile de savoir où il se situe réellement.

Benazir Bhutto, une des icônes de la démocratie, est malheureusement morte, peu de temps après son retour. Le pays attendait beaucoup d'elle. Certains espéraient qu'elle parviendrait – même avec de nombreuses limites – à relancer un semblant de processus démocratique au Pakistan. Elle laisse un véritable vide. Sa mort a créé un traumatisme de plus.

Le Pakistan est un pays jeune. Il a fêté ses soixante ans l'année dernière. Il a les plus grandes difficultés à s'extirper d'un ensemble de matrices crisogènes permanentes. Ce drame a jeté un nouveau froid.

L'objet principal du prochain scrutin – particulièrement attendu – sera de permettre aux dizaines de millions de votants d'indiquer qu'ils veulent la fin de la parenthèse martiale. Il n'est pas facile au Pakistan d'avoir accès au bureau de vote et à l'urne. Mais beaucoup veulent en finir avec cette période, ouverte en 1999 (avec le dernier coup d'État que le pays ait connu). Le général Moucharrاف n'est que Président. C'est déjà beaucoup. Mais le scrutin va essentiellement servir à lui envoyer un message : « il est temps de laisser reprendre le cours démocratique du pays – même avec ses imperfections ». Beaucoup estiment qu'il faut désormais lutter contre les grands déséquilibres nationaux.

La formule des neuf dernières années n'est pas la bonne. L'actualité nous en a donné une illustration récemment. Il y a cinq jours, la junte militaire asiatique qui avait pris le pouvoir depuis 16 mois en Thaïlande a décidé, à l'issue d'élections, de le quitter. Elle a considéré que son action pour réformer le pays n'a pas été couronnée de succès. Elle a donc préféré laisser

³ NDLR – Les élections ont eu lieu le 18 février 2008, elles ont vu la défaite des partis soutenant le Président Moucharrاف et la victoire du Parti du Peuple Pakistanais et de la Ligue musulmane du Pakistan.

le processus démocratique reprendre. Le gouvernement qui est l'émanation des dernières élections a ainsi été confirmé⁴.

Malheureusement, il y a peu de chances que ce discours soit repris au Pakistan.

Selon toute vraisemblance, un grand nombre de voix va se porter sur les candidats des forces démocratiques. Il s'agit du parti de Mme Bhutto et de celui de l'ancien Premier ministre Nawaz Sharif. Ces deux mouvements devraient en effet rassembler entre 55 et 60 % des suffrages. Ils auraient théoriquement la légitimité nécessaire pour former un gouvernement. Dans cette hypothèse, le Président serait encore plus acculé.

L'autorité présidentielle est en fin de vie politique. Elle est contestée au sein même de l'*establishment* militaire, qui est tout puissant depuis soixante ans dans le pays. Mais les voix se font de plus en plus fortes pour réclamer un retour des militaires dans leurs casernes. L'actuel Chef des armées, le général Kayani, a judicieusement fait savoir aux soldats qui avaient été répartis dans les administrations civiles et le monde des affaires qu'ils avaient six mois pour réintégrer l'institution. Il a indiqué que ces personnes devaient utiliser leurs compétences là où elles étaient les plus nécessaires, c'est-à-dire dans l'appareil de défense.

La situation économique

La situation économique pakistanaise est peu enviable. Les chiffres sont trompeurs. Sur les trois dernières années, la croissance du PIB (qu'il soit global ou par tête) s'est située entre 3 et 6 %. Les résultats semblent donc plutôt positifs. Mais au quotidien, le pouvoir d'achat de la population n'a pas crû. Le prix des denrées de base est de plus en plus élevé. Les contraintes énergétiques internationales ont des répercussions sur le pays. Le prix du gaz naturel liquéfié (GNL) a une incidence sur celui des denrées de première nécessité. La situation économique des « petites gens » (au moins 30 % de la population vivent en deçà du seuil de pauvreté) est très dure. Globalement, cette conjoncture est facteur de tensions.

La situation administrative

Au niveau administratif, la situation à l'échelon provincial est quasiment délétaire. Le pays est divisé en quatre provinces principales, auxquelles s'ajoutent les territoires du Nord et le Cachemire (voir carte ci-après).

En réalité, une province domine sur les plans démographique, économique et militaire : le Pendjab (en vert sur la carte). Cette domination, aux fondements historiques, n'a jamais été remise en cause. Mais elle est déniée et critiquée depuis soixante ans par les représentants des autres provinces.

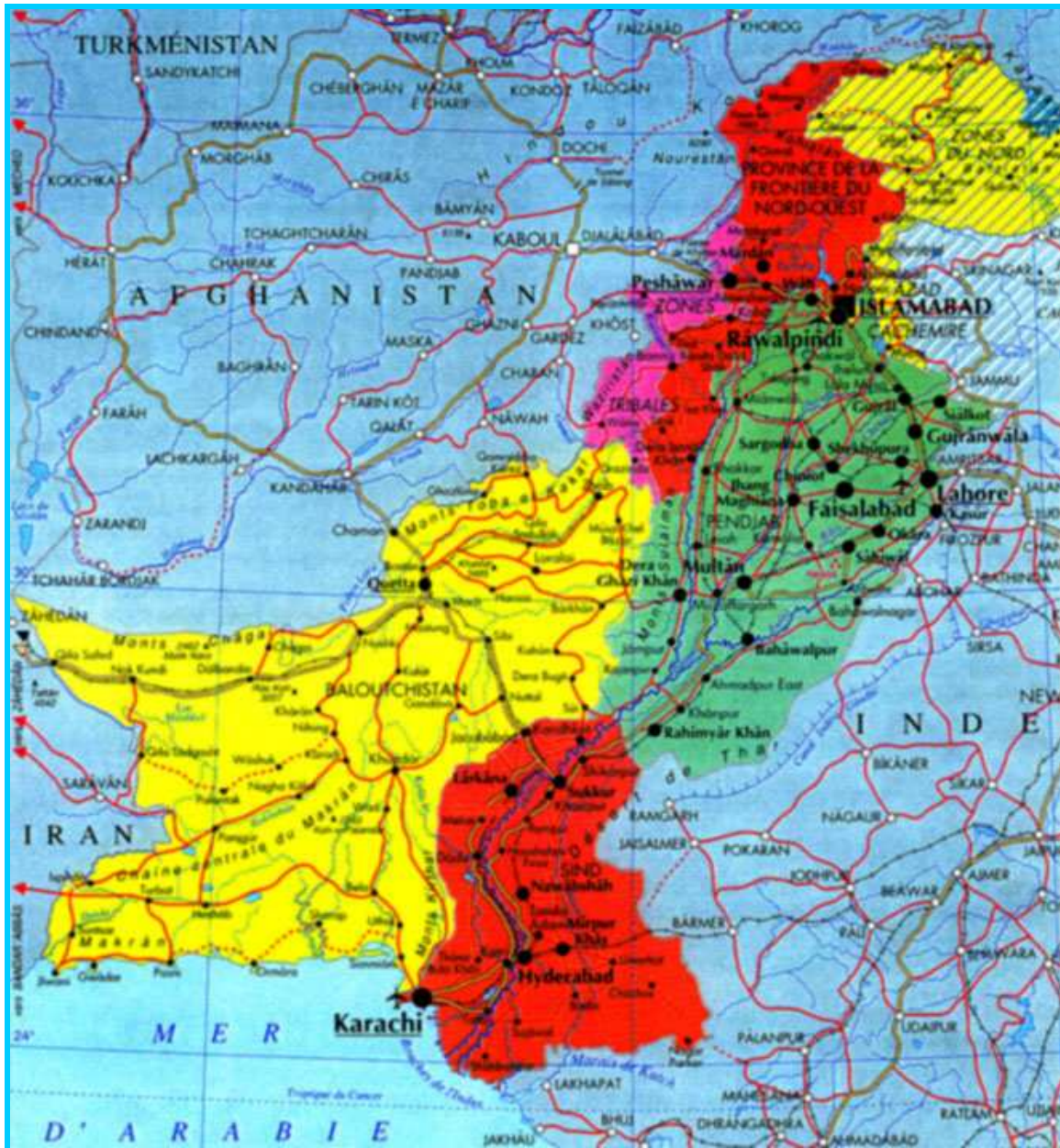
La critique est notamment portée par le Sind, dont Karachi est l'émanation. Ce territoire possède en effet le poumon économique du pays.

Le Baloutchistan est la plus grande province. Au contact de l'Iran et de l'Afghanistan, elle est également potentiellement une des plus riches. Son sous-sol dispose de nombreuses ressources.

⁴ NDLR – Le 30 janvier 2008 ; M. Samak Sundaravej a été élu Premier ministre. Il avait conduit le Parti du Pouvoir du Peuple (PPP) à la victoire lors des élections du 23 décembre 2007.

Mais elle est la moins peuplée. Ses représentants et sa population considèrent être trop marginalisés.

Il ne faut pas oublier les Zones tribales (en rose sur la carte). Elles constituent une partie de la frontière avec l'Afghanistan.



La construction interprovinciale et inter-frontalière (Baloutchistan, Zones tribales et Province frontière du Nord-Ouest) fait du pays plus un puzzle qu'une véritable nation. Lorsque l'on discute au Pakistan, il est toujours nécessaire de trouver, afin de ne pas fâcher son interlocuteur, un des rares thèmes qui fédèrent les provinces, qui flattent le sentiment national :

➤ La question du Cachemire

Dans les périodes de crise, brandir l'étendard du Cachemire en direction de l'Inde fédère (notamment lorsque l'on affirme que le problème vient de Delhi).

➤ Le cricket

Il n'y a en réalité pas beaucoup d'autres thèmes qui puissent rassembler les Pakistanais. Ceux-ci se sentiront d'abord Baloutches, Penjâbis, Sindhîs... avant de se sentir Pakistanais.

Les relations entre les provinces sont donc particulièrement mauvaises à l'heure actuelle.

La situation ethnico-religieuse

La situation ethnico-religieuse n'est pas particulièrement plus brillante. Historiquement, le Pakistan est une république islamique depuis sa création. Environ 85 % de la population sont de confession sunnite. Les chiïtes représentent un peu moins de 15 % du total des habitants. Les tensions entre ces deux groupes sont exacerbées. Elles se cristallisent autour des comportements extrémistes développés dans les deux ensembles. Elles débouchent parfois sur des explosions de violence.

À l'heure actuelle, les relations ne se sont pas améliorées dans ce domaine.

Enfin, le Pakistan traverse une crise sécuritaire. L'année 2006 a été la plus mortelle pour les civils (en dehors de la période de création du pays et des conflits). Plus d'un millier de personnes ont ainsi perdu la vie dans des attentats suicides. Un premier recensement, probablement non exhaustif, m'a permis d'en répertorier au moins une soixantaine. Ces actes terroristes sont revendiqués par *Al-Qaeda*, les Taliban et des groupes séparatistes aux objectifs très divers.

Dans les Zones tribales, cette situation sécuritaire est catastrophique. Il s'agit en quelque sorte d'un espace de non-droit. Elles l'ont été de façon officielle jusqu'à ces dernières années. Au lendemain de la première défaite des Taliban en Afghanistan, une partie importante de leurs cadres s'y est probablement réfugiée.

Mais la situation est également très dégradée plus près de la capitale. La vallée du Swat, qui se situe à environ 150 km au nord-ouest d'Islamabad, est devenue une zone dans laquelle l'État est défié par des militants islamistes. Pourtant, cette vallée se situe aux portes de la capitale.

L'épisode de la Mosquée rouge a pris place au centre d'Islamabad, à quelques centaines de mètres du palais présidentiel⁵. Il s'agit d'un lieu emblématique de la contestation du pouvoir. Cette mosquée, adossée à une *madrassa*, prêchait ouvertement la dénonciation de l'autorité de l'État et l'intensification du *Djihad*. La légitimité du général Moucharraf y était mise en cause. Le Président était voué aux gémonies d'une façon évidente.

L'armée

L'armée vit également une crise. Elle est puissante et constitue un des rares piliers solides du régime. Malgré les périodes de chaos (quasi permanentes), elle est toujours parvenue à faire et défaire les souverains directement ou indirectement.

⁵ NDLR – La Mosquée rouge a été suspectée d'abriter des extrémistes, l'armée pakistanaise l'a prise de vive force le 10 juillet 2007. Quelques jours auparavant, l'armée pakistanaise avait arrêté son chef déguisé en femme et portant une burqa.

Mais aujourd'hui, elle est divisée. Elle l'était sans doute dans les décennies précédentes. Mais le phénomène s'est accentué. Le débat porte notamment sur la route à choisir, la voie à adopter pour le Pakistan.

La politique étrangère est une des interrogations. Certains se demandent si le pays doit continuer à développer des relations extérieures qui font de lui un élément si singulier. Beaucoup s'interrogent sur la pertinence de l'aide apportée par le Pakistan à l'effort international de lutte contre le terrorisme. Cette aide se développe sur le territoire même du pays. Elle donne l'impression que les ordres viennent de Washington. Il s'agit notamment de savoir si l'armée doit continuer de déployer 90 000 hommes sur la frontière avec l'Afghanistan pour essayer de la sceller.

De même, certains militaires se demandent si la répression des mouvements de contestation dans les provinces doit demeurer aussi lourde.

L'armée est très divisée sur ces sujets. Tous les anciens généraux charismatiques reconnus dans l'institution font désormais partie des acteurs crédibles et audibles qui critiquent le système. Ils réclament notamment que le Président Moucharrاف change de politique voire quitte le pouvoir. Certains affirment qu'il n'est pas indispensable pour le futur du Pakistan. Ils réfutent l'affirmation récurrente du général : « sans moi, le chaos ». Ils font notamment remarquer que le chaos est déjà présent.

Bien que divisée, l'armée demeure un des rares pôles de stabilité pour le pays. Son nouveau Chef d'état-major semble notamment plus avisé que le précédent.

Face à cette description de la scène intérieure pakistanaise, je ne suis donc pas très optimiste.

1.3 – Chine-Pakistan, les liaisons dangereuses ?

Intervenant : Général (2S) Alain Lamballe, Asie 21

La Chine et le Pakistan sont deux pays tout à fait différents. L'un est un État communiste, l'autre une république islamique. *A priori*, tout semble donc opposer ces deux ensembles. En réalité, ils ont des relations très étroites.

État des lieux des relations entre Chine et Pakistan

Globalement, les relations sont bonnes. Les deux pays s'aident sur la scène internationale. Deux exemples en attestent. La Chine est désormais membre observateur de la *South asian association for regional cooperation* (SAARC)⁶. Il s'agit d'une association regroupant les sept

⁶ NDLR – À la fin des années 1970, le président du Bangladesh, Ziaur Rahman, proposa la création d'une zone de libre-échange pour les pays de l'Asie du Sud. L'idée fut progressivement acceptée par les États de la région. La SAARC fut fondée en 1985 par l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, le Sri Lanka, le Népal, les Maldives et le Bhoutan. En avril 2007, le Pakistan en est devenu le huitième membre.

En 1993, les pays de la SAARC ont signé un accord visant à réduire progressivement leurs tarifs douaniers. En 2004, ils ont commencé les discussions pour la conclusion d'un véritable accord de libre-échange. Celui-ci est finalement entré en vigueur le 1^{er} janvier 2006. Le champ d'activité de l'organisation comprend l'agriculture et le développement rural, les télécommunications, les sciences et technologies, la coopération météorologique, la santé des populations et les transports.

pays d'Asie du Sud plus l'Afghanistan. La Chine a obtenu ce statut grâce à l'action menée par le Pakistan.

De son côté, Pékin a aidé le Pakistan pour qu'il devienne membre observateur de l'Organisation de coopération de Shanghai, qui réunit autour de la Chine et de la Russie quatre pays de l'ancienne Asie centrale soviétique (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan).

La Chine et le Pakistan sont voisins, même s'ils sont séparés par les plus hautes chaînes de montagne du monde. Ils sont en contact grâce au Cachemire. La frontière entre les deux pays court sur environ 600 kilomètres.

Une route majeure – dite du Karakoram – relie le Xinjiang chinois au Pendjab pakistanais. Elle existe depuis une vingtaine d'années. Il est difficile de l'emprunter car elle franchit un col à plus de 4 800 mètres. Elle n'est pas praticable en toute saison. Mais elle est en cours d'amélioration, notamment d'élargissement. Elle constitue un axe majeur pour les relations entre les deux pays. Il est en projet de construire également une voie ferrée et même des oléoducs et des gazoducs. La technique moderne permet d'envisager la réalisation de ce genre d'équipements. Une étude de faisabilité pour la voie ferrée, qui relierait Kashgar dans le Sud du Xinjiang au Pakistan, a ainsi été lancée.

La Chine encourage Islamabad à développer les relations internes Nord-Sud pour que les échanges débouchent sur la mer d'Arabie. Pour l'instant, les relations entre le nord et le sud du Pakistan longent l'Indus à l'est. Il est donc question de doubler les routes et voies ferrées par des axes à l'ouest du fleuve. La Chine aide financièrement à la réalisation de ce projet. Du fait de l'instabilité politique et des mouvements insurrectionnels dans le pays, du retard a toutefois été pris.

Dans le domaine maritime, la Chine a construit un port en eau profonde à Gwadar. Il se trouve à proximité de la frontière avec l'Iran. Les infrastructures ont été réalisées, mais elles ne fonctionnent pas de manière satisfaisante. Le port est administré par une compagnie singapourienne. Le potentiel existe toutefois.

Un aéroport de classe internationale doit également être construit par la Chine à Gwadar. Il en existe un. Mais il s'agit d'une structure secondaire.

La Chine a aidé le Pakistan à réaliser des sites industriels dans les secteurs civils et de la défense. Elle exploite des mines de charbon, de cuivre et de fer dans plusieurs provinces du pays. La plupart des installations se situe toutefois au Baloutchistan, région riche en minerais.

Les Chinois participent également à l'exploration de gisements de gaz et de pétrole.

Ils ont par ailleurs participé à la construction de petits barrages, notamment dans la Province frontière du Nord-Ouest. Ils pourraient le faire pour la réalisation d'un barrage majeur sur l'Indus.

Un accord de libre-échange est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2007. Il s'agit d'un élément majeur dans le développement des relations entre les deux pays. Depuis le 1^{er} janvier 2008,

cet accord a été étendu aux services. Il existe donc, en théorie, la possibilité d'échanger sans contraintes les marchandises et une libre circulation des personnes. Une compagnie d'investissements a d'ailleurs vu le jour pour aider à la création d'entreprises conjointes.

Les échanges culturels se sont développés. Il existe notamment des accords entre les universités pakistanaises et chinoises.

Dans le domaine nucléaire civil, la Chine a fourni une aide au Pakistan pour la réalisation de réacteurs, à Chasma, sur l'Indus. Par ailleurs, Pékin a vraisemblablement fourni un appui dans le domaine militaire.

Il est certain que le Pakistan a obtenu de la Chine des missiles balistiques. Il est par ailleurs vraisemblable que les Chinois aient apporté une aide pour la réalisation d'un missile de croisière, le *Babur*⁷. Il semble en effet difficilement envisageable que les Pakistanais aient pu, par eux-mêmes, développer ce système (tout comme les Indiens se sont dotés de ce type de vecteurs avec l'aide des Russes). Ces vecteurs balistiques ont une capacité d'emport de têtes nucléaires. Mais cela n'est pas le cas pour les missiles de croisière.

L'aide militaire chinoise est également très concrète dans le domaine conventionnel. Les trois armées pakistanaises en bénéficient. La Chine envisage notamment de construire une base navale, toujours sur le site de Gwadar, à côté du port de commerce. Elle dispose déjà d'une station d'écoute. Des manœuvres navales ont lieu entre les deux marines. Pour la première fois, des exercices conjoints impliquant des unités terrestres ont été organisés dernièrement dans les deux États.

Dans le domaine spatial, la coopération existe. La Chine envoie dans l'espace des satellites de communication pakistanais.

Les liens qui existent actuellement entre Pakistanais et Américains dans le domaine de la lutte contre le terrorisme ne gênent pas véritablement les Chinois. Ceux-ci ont en effet besoin d'une certaine stabilité pour développer leurs activités, notamment commerciales.

Il existe des diasporas chinoises au Pakistan et pakistanaises en Chine. On estime qu'il y a ainsi entre 4 000 et 5 000 Chinois installés au Pakistan, travaillant sur des chantiers divers. À Hong Kong, il y a environ 15 000 Pakistanais restés après le départ des Britanniques. Ces diasporas jouent un rôle dans le développement des relations.

⁷ NDLR – Le premier essai du *Babur* a eu lieu le 11 août 2005 ; la portée du missile serait de l'ordre de 500 km.

Les avantages et les inconvénients de cette relation pour le Pakistan et la Chine

La Chine va sans doute contribué à redynamiser l'Association des pays de l'Asie du Sud. Cette organisation est actuellement moribonde. Pékin pourrait avoir le projet de la relancer.

Sur la question du Cachemire, Pékin a intérêt à maintenir le *statu quo* actuel. Par cette région, la Chine peut avoir accès à l'océan Indien. Elle pourrait favoriser le rattachement du Cachemire au Pakistan. Cette situation faciliterait les communications entre les deux pays. Elles emprunteraient la vallée de l'Indus. Le fleuve naît en effet au sud-ouest du Tibet et traverse le nord du Cachemire administré par l'Inde. Pour stabiliser la zone, Pékin aimerait que le Pakistan reconnaisse des frontières définitives avec l'Inde. Delhi est pour sa part prête à accepter que la ligne de contrôle devienne une frontière internationale.

Mais la Chine, en étant très proche du Pakistan, oblige l'Inde à détourner son intention du Nord. Delhi est contrainte d'observer ce qui se passe à l'Ouest. Cette situation arrange Pékin, mais pas nécessairement Islamabad.

Dans le domaine économique, on constate que la Chine tire davantage de profits des relations bilatérales que le Pakistan. Pékin importe du coton, des peaux mais surtout des produits miniers. Les échanges sont déséquilibrés. Les exportations chinoises vers le Pakistan représentent 4 milliards de dollars, alors que les exportations pakistanaïses vers son voisin n'atteignent qu'un milliard de dollars.

La Chine profite également de la création de zones économiques spéciales à Lahore et à Gwadar. Ces espaces lui permettent de faire fabriquer à faible coût des produits industriels destinés, pour une certaine part, à son propre marché.

La Chine n'est pas seulement intéressée par la main-d'œuvre bon marché que représente la population pakistanaïse. Ce pays lui permet surtout d'avoir accès à l'océan Indien. Pour Pékin, c'est capital. En créant une zone de transit reliant la mer d'Arabie au Xinjiang, la Chine peut partiellement s'affranchir, grâce à la construction – envisagée – de gazoducs et d'oléoducs, des voies maritimes. Celles-ci seront toujours utilisées. Mais les détroits de l'Asie du Sud-Est présentent certains dangers. Pékin envisage donc d'utiliser ce corridor.

Pour les Pakistanais, l'existence de ce couloir présenterait également des avantages. La Chine participera ainsi financièrement et techniquement à l'amélioration des infrastructures routières et ferroviaires. Le Pakistan pourra par ailleurs percevoir des droits de transit.

Il existe également des projets communs au Cachemire. Ils prouvent que la Chine est bien considérée comme une amie du Pakistan. Ce n'est toutefois pas une alliée. Jamais lors des conflits indo-pakistanaïses, elle n'est intervenue militairement au profit d'Islamabad. En complément de son action diplomatique, Pékin a cependant organisé des manœuvres, a gesticulé sur le plan militaire au Tibet, ce qui a obligé l'Inde à maintenir une partie de ses troupes éloignée du Pakistan.

La future base navale de Gwadar permettra à la Chine d'être présente dans une zone stratégique qui regroupe l'Asie du Sud et le Moyen-Orient. Il sera possible de surveiller les Américains et leurs alliés. Mais le Pakistan en tirera également profit. Il disposera ainsi d'une

autre base navale. À l'heure actuelle, il ne peut utiliser que celle de Karashi. Une seconde, à Ormara, existe également. Mais elle est relativement petite. Gwadar constituera incontestablement un plus pour le potentiel militaire du pays. Le port sera notamment beaucoup moins vulnérable aux éventuels coups de l'adversaire indien.

Cette relation comporte cependant des inconvénients majeurs pour le Pakistan. On constate que s'est développée une mainmise chinoise sur les ressources minières du pays. Il existe un déséquilibre commercial important. Cette situation a des conséquences néfastes pour le développement industriel du Pakistan. Des pans entiers de son économie disparaissent, y compris dans l'artisanat puisque les Chinois ne vendent pas seulement des produits manufacturés mais également des produits courants à des prix très compétitifs par rapport à ceux des producteurs nationaux.

Les Pakistanais sont inquiets. Des manifestations anti-chinoises ont déjà eu lieu. Certes, elles ne sont pas importantes. Mais elles ont été prolongées par des enlèvements, voire des assassinats. Ces actes sont essentiellement le fait des nationalistes baloutches, mécontents de l'exploitation chinoise de leurs ressources minières. Les manifestations sont également organisées par des mouvements islamistes, en particulier dans la Province frontière du Nord-Ouest.

Les relations entre la Chine et le Pakistan sont donc contradictoires. Les deux pays en tirent avantage. Mais ils en subissent également des inconvénients. Le Pakistan se montre toujours très favorable au développement de ces relations, même si elles compromettent son indépendance et mettent en péril un certain nombre de ses secteurs industriels et artisanaux.

Sur les marchés mondiaux, il existe une concurrence entre les deux pays, dans le domaine textile en particulier. Elle sera exacerbée par la suppression des quotas.

Le rapprochement entre le Pakistan et la Chine se traduit par des participations de sociétés chinoises au développement de la partie pakistanaise du Cachemire. Ces participations concernent les domaines les plus sensibles (nucléaire et équipements militaires). Cette situation inquiète évidemment l'Inde. Celle-ci se sent d'une certaine manière menacée. Elle dénonce la course aux armements sous-tendue par les ventes d'armes chinoises au Pakistan, au Bangladesh et à la Birmanie. Elle cherche à rompre l'encerclement qu'elle croit déceler en développant ses relations avec l'Iran, l'Afghanistan et l'Asie centrale. Les liens qui se renforcent entre le Pakistan et la Chine poussent également l'Inde à améliorer ses relations avec les États-Unis. Un nouveau grand jeu se dessine, dans lequel coopèrent et s'affrontent les puissances régionales et mondiales.

1.4 – L'Afghanistan, Al-Qaeda et la frontière pakistanaise : la « talibanisation » de la frontière en marche ? Intervenant : Mariam Abou Zahab, CERJ

Je vais m'intéresser aux dynamiques sociales à l'œuvre dans cette région plus qu'à la géopolitique. Il s'agit en effet de tenter de schématiser une situation qui est en réalité beaucoup plus complexe que l'on ne peut l'imaginer.

Les Zones tribales font fantasmer depuis des siècles. On les appelle désormais « Djihadistan », « Talibanistan », « Terroristan », « *Al-Qaeda Central* »... Ce sont certes des terrains de

recrutement et d'entraînement pour des djihadistes. Elles constituent une plate-forme pour des militants. Mais cette fonction existait déjà dans les années 1980. Certains préfèrent cependant l'oublier.

Constituent-elles un État sans frontières ? un nouvel émirat islamique ? Pour l'instant, les Zones tribales sont plutôt une sorte de confédération chaotique de seigneurs de guerre. Il est très difficile d'y voir clair.

L'évolution vers la situation actuelle

Il existe une dimension sécuritaire non négligeable à la crise pakistanaise. Les attentats suicides se sont multipliés depuis 2003. Mais les principaux problèmes que connaît le pays sont socio-économiques. Il s'agit notamment du fossé qui se creuse entre riches et pauvres. C'est un des facteurs par lesquels la « talibanisation » pourrait s'étendre. Ce fossé est de plus en plus visible. Il ne s'agit pas seulement de l'augmentation du prix du gaz. C'est plus largement une crise de l'énergie. Ces derniers mois, une crise de la farine s'est également développée. Tout le monde, y compris les classes moyennes urbaines supérieures, subit ces problèmes.

Cette crise de l'énergie était prévisible. Elle est liée à la mauvaise gouvernance, notamment de Shaukat Aziz, désormais à l'étranger. L'ancien Premier ministre a laissé son pays dans cette situation. L'économie est marquée par une inflation et un chômage importants. La concurrence chinoise a eu des effets négatifs dans de nombreux secteurs, en particulier le textile et la petite industrie.

La relation entre le centre et les provinces constitue un second grand défi qui n'a jamais été réglé. Le nouveau gouvernement va y être confronté, tout comme à la conjoncture économique défavorable.

Les racines de la situation dans les zones frontalières sont anciennes. Depuis 1947, le gouvernement avait laissé de côté ces régions. Elles ont des taux d'alphabétisation et d'éducation extrêmement faibles. De même, les indicateurs dans le domaine de la santé montrent une situation dégradée. Il existe très peu d'infrastructures dans ces secteurs.

Ces zones connaissaient par ailleurs un taux d'émigration très fort. Ces flux existent toujours, générant une diaspora importante. Karachi et Dabaï, qui fait également partie de l'espace tribal pachtoune, sont des agglomérations dans lesquelles des diasporas fortes sont présentes. Ainsi, plus de la moitié des populations des Zones tribales vit temporairement ou définitivement à l'extérieur.

Au Pakistan, l'État a toujours cherché à se légitimer sur la base d'une idéologie religieuse. Il a proposé une définition de la nationalité très exclusive et très intolérante. Nous sommes dans une situation dans laquelle cette définition fondée sur l'opposition (« nous » contre les autres) s'accroît. L'intolérance religieuse n'est pas que le fait des *madrassas*. L'enseignement public est probablement pire dans ce domaine.

Nous sommes désormais au bord d'une *fitna*, c'est-à-dire une désunion anarchique au sein même de l'Islam. C'est une situation extrêmement grave. Il ne s'agit pas seulement d'une division entre sunnites et chiites au Pakistan. Elle est également interne au monde sunnite.

Dans les années 1980, s'est opérée une rupture de la tradition dans les zones pachtounes. Les populations ont été islamisées. Tout d'abord pour une raison intérieure : le nationalisme pachtoun, laïque, très proche de Moscou et de Pékin, était perçu comme dangereux. L'islamisation a été conçue pour contrer cette menace. Ensuite, parce que ces populations devaient servir au *Djihad* afghan. La responsabilité occidentale, en particulier américaine, est très grande dans ce processus. Toute une génération de jeunes gens a été radicalisée. Les conséquences sociales de ce processus n'ont jamais été étudiées.

Dans les Zones tribales, cette islamisation a eu des conséquences importantes. Les jeunes générations, radicalisées volontairement, socialisées dans les *madrasas*, ont acquis une légitimité parce qu'elles ont combattu en Afghanistan. À leur retour, ces individus n'ont pas voulu reprendre leur place subordonnée dans la société. Ce que nous observons aujourd'hui, au Waziristân notamment, est la conséquence de ces processus.

Par ailleurs, depuis les années 1960, l'armée a décidé de mener une politique visant à acquérir une profondeur stratégique. Elle s'est notamment intensifiée dans les années 1970 et 1980. La ligne Durand était à cette époque virtuelle. Dans les Zones tribales se trouvaient des camps d'entraînement. Il a été demandé aux populations locales de laisser circuler les étrangers, voire de les accueillir. Des liens se sont ainsi développés. Il était donc assez naturel qu'après 2001 les Zones tribales deviennent une région de repli et un sanctuaire pour tous ces combattants étrangers ou afghans qui avaient noué des liens depuis les années 1980 avec les populations locales.

Il existe par ailleurs un problème ouzbek. Tant que M. Karimov sera au pouvoir, des Ouzbeks circuleront et s'installeront dans les Zones tribales. La répression en Ouzbékistan les pousse à migrer.

La situation actuelle est également la conséquence de la politique de violence de l'État. Au Pakistan, cette dimension est présente. Cette violence a des conséquences dans le domaine privé. À cause de la politique gouvernementale des années 1980 (commerce de la drogue, des armes...), la violence est désormais perçue par beaucoup comme un moyen légitime de règlement des conflits. La tolérance à la violence est de plus en plus forte dans la société pakistanaise.

Les Penjâbis sont totalement détachés de ce qui se passe à l'Ouest de l'Indus. Tant que des bombes ne sont pas posées à Lahore ou à Karachi, ils ne s'en soucient pas vraiment. Ils considèrent dans une certaine mesure les Pachtounes comme des étrangers.

Il existe en réalité un déni collectif. On le voit à l'œuvre dans la campagne électorale du début 2008. Il fait également le lit de l'extrémisme religieux. Les populations ont notamment tendance à diviser les Taliban. Pour de nombreux Pakistanais, il y a « nos » Taliban et les Taliban afghans. Ils sont différents. Par ailleurs, il n'est jamais fait référence à *Al-Qaeda*. On ne parle pas de l'organisation, de peur des retombées locales ou régionales.

Les populations ne soutiennent pas les attentats suicides. Mais elles ne les condamnent pas non plus. On évite le sujet. Pendant très longtemps, le gouvernement a fait de même. Cette « politique de l'autruche » a permis à l'extrémisme de prospérer.

Dénoncer l'extrémisme et le *Djihad* contre l'armée, véritablement déclaré depuis les combats pour la Mosquée rouge, est considéré comme soutenir Moucharraf et les États-Unis. On préfère donc ne pas en parler. À l'inverse, on dénonce la main agissante de l'Étranger (la CIA, l'Inde, l'Afghanistan...). Les Pakistanais se décrivent souvent comme des victimes. Ils affirment subir une guerre par procuration entre les pays voisins, comme dans les années 1980.

Actuellement, pour ne pas être pris pour cible par les militants lors de la campagne électorale, un candidat doit exprimer sa haine des États-Unis, son opposition aux élections elles-mêmes et mettre l'Islam en avant (montrer son rejet du sécularisme). Même la faction de la Ligue musulmane qui soutient le général Moucharraf a été obligée d'adapter son discours. Tous les acteurs suivent désormais cette tendance.

Dans la Province frontière, un retour vers le nationalisme pachtoune est à nouveau organisé pour contrer l'extrémisme religieux. On manipule les symboles culturels. C'est un jeu extrêmement dangereux. Même le parti nationaliste pachtoune, cible de nombreux attentats suicides, commence à ne plus dire de mal des militants.

L'armée et les forces de sécurité ont très mal géré ces processus. Elles ont déployé dans les Zones tribales environ 100 000 hommes. Depuis 5 ans, elles en ont perdus plus de 1 100. Les Pachtoune incorporés éprouvent évidemment de grandes difficultés à combattre leurs frères. Le commandement a donc décidé d'envoyer des Penjâbis. Mais les désertions se sont multipliées. Les 300 militaires et paramilitaires qui se sont rendus à la fin du mois d'août 2007 représentent un cas parmi d'autres.

La démoralisation gagne l'armée. De plus, le processus est contre-productif. La présence des militaires dans les Zones tribales engendre des cycles de violence de plus en plus importants.

Durant ces derniers mois, de nombreux militaires et paramilitaires ont été décapités. Ils étaient chiites. Il y a en effet une dimension sectaire à ces violences. Elle est capitale pour comprendre la situation. Elle a également été déterminante dans l'affaire de la Mosquée rouge.

La « talibanisation »

La « talibanisation » repose sur un Islam très littéraliste, *déobandi* dans son interprétation pachtoune, c'est-à-dire très rigoriste. Cet Islam est mélangé à des valeurs pachtoune réinventées et à un anti-américanisme virulent.

Les populations se demandent ainsi qui est le vrai défenseur des valeurs pachtoune. C'est le principal débat au sein de la Province frontière. Il concerne tous les acteurs (faction Sherpao du *Pakistan People's Party*⁸, *Awami National Party*⁹, militants...). Chaque groupe affirme

⁸ NDLR – En 1975, le Premier ministre Zulfikar Ali Bhutto a demandé à Aftab Ahmad Khan Sherpao de prendre une retraite anticipée de sa carrière militaire afin d'être désigné vice-président du PPP. Jusqu'aux années 1990, il a soutenu la fille de son ancien mentor, Benazir. Mais progressivement des divergences les ont éloignés. C'est pourquoi, Sherpao a décidé de créer sa propre faction du PPP.

Il a obtenu des mandats aux niveaux provincial et national. Sherpao fut par ailleurs le ministre de l'Intérieur du gouvernement de Shaukat Aziz.

⁹ NDLR – En 1986, le *National Democratic Party* fusionna avec plusieurs formations politiques progressistes et des groupuscules nationalistes pour former l'*Awami National Party* (ANP). Parti nationaliste séculier, celui-ci milite pour une autonomie régionale. Il est essentiellement implanté dans les zones majoritairement pachtoune, notamment dans la Province frontière du Nord-Ouest.

ainsi être le seul acteur capable de défendre les Pachtounes. Tous condamnent les opérations militaires de l'armée et dénoncent un génocide des Pachtounes.

Sherpao a échappé à deux tentatives d'assassinats. Il est toujours une cible. Lorsqu'il sortait encore pour faire des *meetings*, il se rendait souvent dans la zone de Malakand pour rappeler que c'est le gouvernement du PPP qui a imposé la *Charia* et non le *Muttahida Majlis-e-Amal* (MMA)¹⁰.

Le débat sur la *Charia* est très important dans toute la zone. Le MMA, en 2002, n'avait pas fait campagne sur ce point. Il l'avait fait sur l'anti-américanisme et sur le « génocide » pachtoune orchestré par Washington. Le MMA est désormais éclaté. La *Jamaat-i-Islami* boycotte les futures élections et tente de barrer la route aux candidats de la *Jamaat-e-Ulema-e-Islami*, qui est désormais divisée en au moins trois courants. Lorsque l'on demande aux Pakistanais pourquoi ils ne veulent pas revoter pour le MMA, urbains comme ruraux répondent que le mouvement n'a pas appliqué la *Charia*. C'est une réponse qui, bien qu'inattendue, est très largement partagée dans la province.

La *Charia* est perçue comme le fondement d'une réelle justice sociale. Dans tout le Pakistan, l'accès à la justice est un des déterminants puissants du vote. Les candidats positivement perçus sont ceux dont on suppose qu'ils permettront à l'idéal de justice sociale d'être appliqué.

Le grand problème du Pakistan est donc bien l'immense fossé qui se creuse entre les riches et les pauvres. Le jeu politique dans le pays s'articule essentiellement sur la problématique des inégalités sociales.

La « talibanisation » est un mouvement social qui remonte aux années 1970. Ce ne sont pas les opérations militaires qui l'ont engendré. Elles ont permis la cristallisation d'une tendance déjà existante et l'apparition de nouveaux acteurs. Parmi ceux-ci, on trouve des *mollahs* périphériques, devenus de « vrais » Pachtounes, c'est-à-dire les défenseurs des valeurs et de l'identité pachtounes. Ces personnes, jeunes, n'avaient initialement aucun statut de par leurs âges. Les *leaders* de ces groupes ont entre 25 et 35 ans. Or, en milieu tribal, il est extrêmement difficile de disposer d'une véritable légitimité aussi jeune. Ils sont de lignage mineur et n'ont généralement pas fait de cursus d'étude complets en *madrasa*. Parfois, ils ont transité par des groupes délinquants. Certains sont allés se battre en Afghanistan avec les Taliban.

Ces acteurs ont su saisir les opportunités créées par les changements politiques après 2001. Ils sont parvenus à capitaliser sur le sentiment d'aliénation de populations qui en voulaient de plus en plus aux autorités. Ils avaient par ailleurs accès à des ressources importantes. Héberger les Arabes et les Ouzbeks après 2001 a permis à certains de s'enrichir. Des entrepreneurs tribaux ont parfaitement compris qu'une économie de l'insurrection existait et qu'ils pouvaient en bénéficier.

Ces nouveaux acteurs ont donc créé des réseaux de clientélisme. Ils disposaient en effet de ressources en capital social grâce aux liens noués dans les années 1990. Ils ont eu progressivement des ressources financières. Ils ont pu ainsi s'équiper en armes, en véhicules...

¹⁰ NDLR – Le MMA est une coalition de partis religieux (dont la faction de Maulana Fazlur Rehman de la *Jamaat-e-Ulema-e-Islami* (JUI-F), la *Jamiat Ulema-e-Pakistan* – JUP, la *Jamaat-i-Islami* et la *Jamiat Ahle Hadith*). Cette coalition s'est formée au Parlement pour s'opposer au gouvernement de Pervez Moucharraf après qu'il ait accepté que le Pakistan s'engage dans la « guerre globale contre le terrorisme ».

Certains d'entre eux disposent également d'un réel charisme. Ils bénéficiaient d'une certaine légitimité par le fait d'avoir combattu en Afghanistan et, pour certains, d'avoir été détenus à Guantanamo. Ils ont pu ainsi compenser leur manque initial de légitimité tribale et religieuse.

Ces jeunes acteurs sont parvenus à construire symboliquement un espace culturel et politique. Ils ont su profiter du vide. Il s'agit donc bien d'un mouvement social et identitaire qui fonctionne.

Ces entrants n'ont pas rejeté les structures anciennes. Ils les ont réinterprétées. Ils ont notamment redéfini ce que devait être la *Jirga*. Cette institution n'est plus ce qu'elle était traditionnellement. Ces acteurs font appel à un certain passé. Ils se replacent dans l'histoire de la région, en particulier dans sa tradition de *Djihad*.

Les populations des Zones tribales les soutiennent pour plusieurs raisons :

- La peur, l'intimidation
- L'argent
- L'« ascension sociale »

Des lignages mineurs ont ainsi l'opportunité d'instrumentaliser des populations pour affronter un ou plusieurs lignages dominants.

- Les différences générationnelles
- L'autorité morale alternative créée

Les Taliban locaux constituent une alternative morale et religieuse efficace et accessible. Ils rendent la justice rapidement et gratuitement (ce qui n'est pas le cas du gouvernement).

- Les incursions américaines

Elles ont également renforcé l'idée que le gouvernement n'est pas capable d'assurer l'ordre et d'affirmer sa souveraineté. Ces nouveaux acteurs ont exploité la situation en affirmant qu'il n'était pas capable de protéger les populations.

- Les valeurs pachtounes

Ces acteurs se présentent comme les véritables défenseurs des valeurs pachtounes.

- L'exode de la population

À l'heure actuelle, au moins 10 000 personnes venues de Waziristân sont réfugiées à Peshawar. Toutes les villes de la Province frontrière débordent de populations issues des Zones tribales. Cet afflux pose de nombreux problèmes (en particulier de logement). Ces populations constituent bien évidemment des viviers de recrutement.

- La dimension sectaire

Elle est particulièrement présente dans l'action des agences au cœur de ces Zones tribales¹¹. Par ailleurs, il existe des problèmes intra-sunnites dans la province de Khyber. Enfin, le nord

¹¹ NDLR – Depuis la période de domination anglaise, les Zones tribales disposent d'un statut autonome. Les assemblées de notables locaux, les *Jirga*, ont notamment des fonctions législatives et réglementaires reconnues par le pouvoir central. Le droit pénal qui y est appliqué consacre, sur un territoire délimité, la responsabilité

du Bajaur connaît des oppositions entre *déobandi* et *salafti*. Selon les zones, les lignes de clivage changent.

Ces zones ont servi après 2003 de sanctuaire pour les membres des groupes *déobandi* extrémistes interdits (*Jaish-e-Mohammad*, *Lashkar-e-Lankvi*...). Malheureusement, nous sommes parfois incapables d'attribuer les actes, en particulier les attentats, avec certitude, à leurs véritables auteurs. Le personnel de ces différentes organisations est notamment interchangeable.

Il est possible que le phénomène de « talibanisation » s'étende à d'autres régions. Plusieurs raisons pourraient l'expliquer :

➤ Les inégalités sociales

Il s'agit également de la perception que les populations en ont. Le besoin de justice sociale est affirmé dans de nombreuses régions.

➤ L'intolérance et la religiosité de la population pakistanaise

Elles sont de plus en plus grandes. Il est difficile de savoir si une véritable spiritualité les sous-tend. Mais la religiosité est de plus en plus visible. Dans les médias, on constate la multiplication des programmes religieux. Cette religion est très négative en soi. Elle opère une mobilisation dangereuse de la jeunesse.

➤ La jeunesse de la population

Les deux tiers de la population du pays sont constitués de jeunes et d'enfants.

➤ La mauvaise qualité de l'éducation

Le gouvernement consacre relativement peu d'argent à cette problématique. Surtout, il existe de multiples systèmes d'éducation parallèles dans les pays.

➤ Le marché du travail

Le chômage est très élevé au Pakistan.

Tous ces facteurs expliquent le développement d'un ressentiment des habitants « normaux » à l'égard des élites, occidentalisées (produits des écoles anglaises) et perçues comme prédatrices. Mais l'inverse existe également. Ces classes aisées développent un mépris à l'encontre des individus qui ont été formés dans les *madrasas*. Un fossé est ainsi en train de se creuser.

Pour les jeunes vivant dans des villes comme Karachi – dans laquelle plus de la moitié de la population s'entasse dans des quartiers sans existence administrative légale –, rejoindre un mouvement, quel qu'il soit, confère une identité. Une adhésion compense en quelque sorte l'absence de racines. La couleur du turban, la manière dont la barbe est taillée, la coupe du pantalon... sont des marqueurs affirmant que la personne fait partie d'un groupe.

collective (de la tribu) dans un certain nombre de cas. Aucun impôt n'est prélevé dans ces espaces. Un *Political Agent*, représentant du pouvoir central, demeure, comme sous la période britannique, l'autorité politique et judiciaire dans chacune des zones. Pour simplifier leur gestion administrative, les Zones tribales sont divisées en sept agences : Khyber, Kurram, Orakzai, Mohmand, Bajaur, le Nord-Waziristân et le Sud-Waziristân.

Cette adhésion confère également une légitimité religieuse. Il est alors possible de donner des leçons dans ce domaine à des personnes plus âgées. On vous écoute et vous respecte.

La participation à la vie d'une communauté donne du sens à l'existence. Or à Karachi – plus grande ville pachtoune du pays –, 300 000 nouveaux habitants arrivent chaque année. Ces migrants se retrouvent toujours en marge (de la ville, de la société...). Ils constituent donc un vivier potentiel pour les organisations dangereuses.

À Karachi, une nouvelle identité a même été inventée. L'identité pachtoune de Karachi est différente de celle développée dans la Province frontière. On constate désormais les conséquences de cette recreation. Depuis 2007, nous nous trouvons à nouveau dans une situation d'opposition entre les membres du *Muttahida Quami Movement* (MQM) et les pachtoune nationalistes.

1.5 – Débat avec la salle

Questions

- Le problème du Haut-Karabagh doit-il être considéré comme un facteur de trouble pour l'Asie centrale ?
- L'énergie de l'Asie centrale ne suscite-t-elle pas une compétition entre la Russie, les États-Unis, la Chine et l'Inde (extraction, exploitation et transport) ?
- La route du Karakoram a été ouverte avant l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Il s'agissait bien pour Pékin de créer un axe stratégique qui contournait l'Inde. La relation que la Chine entretient avec le Pakistan n'est-elle pas en grande partie déterminée par l'opposition à l'Inde ?
- Si le général Moucharraf ne parvenait pas à se maintenir après les élections, les Américains s'appuieraient-ils sur le nouveau Chef d'état-major pakistanais ?
- La Chine est-elle inquiète du radicalisme ? Risque-t-il de toucher les mouvements musulmans chinois ?
- Certains experts pensent le missile *Brahmos* capable d'emporter des têtes nucléaires. Est-ce crédible ?
- Existente-t-il des signes de retour de la Russie dans le sous-continent ?
- Le gouvernement afghan tente-t-il d'avoir une influence sur la frontière ?

Réponse de Patrick Dombrowsky

Le Karabagh est situé dans le Caucase, de l'autre côté de la Caspienne par rapport aux pays dont j'ai présenté la situation. J'ai tendance à considérer que cette séparation géographique s'accompagne également d'une séparation géopolitique.

La situation dans cette région est claire. Un tiers du territoire de l'Azerbaïdjan est occupé par l'Arménie. De cette manière, cette dernière est parvenue à assurer une continuité territoriale.

Les enjeux ne sont pas les mêmes entre les deux zones. Dans le Karabagh, il ne semble pas encore exister de problématiques liées à une montée de l'Islam radical ou à la fragilisation sociale évoquées pour les pays de l'Asie centrale.

Réponse d'Alain Lamballe

Il existe des grands projets de gazoducs devant relier l'Asie centrale ex-soviétique et le Pakistan. Mais ces installations devront passer par l'Afghanistan. La situation du pays est clairement un frein à ces programmes.

La Chine est par ailleurs intéressée par le pétrole de l'Asie centrale. Elle entre quelque peu en compétition avec le Pakistan dans ce domaine.

Un autre gazoduc est en projet. Il doit relier l'Iran à l'Inde en passant par le Pakistan. Les négociations se poursuivent. Les Indiens hésitent à cause des Américains. Ces derniers font pression pour que ce projet n'aboutisse pas. Ils veulent continuer à isoler Téhéran. Les discussions se prolongent toutefois entre Iraniens et Pakistanais. Nous ne savons pas si le gazoduc rejoindra l'Inde ou s'il prendra finalement le chemin du Xinjiang.

L'énergie peut venir également du Moyen-Orient et de l'Afrique. C'est une des raisons expliquant l'intérêt de la Chine pour le port de Gwadar. Cette plaque tournante permettrait à Pékin d'importer des minerais et des hydrocarbures de ces zones. Grâce à la route du Karakoram, le Xinjiang est déjà désenclavé. L'amélioration des infrastructures de transport confortera cette situation. Le Sud de la région se situe à 4 500 kilomètres des côtes chinoises et à 2 500 des côtes pakistanaises. Les distances sont donc plus courtes par Gwadar (même s'il faut franchir de hautes montagnes).

La Chine est effectivement préoccupée par la situation au Xinjiang. Il existe des mouvements autonomistes et même sécessionnistes. Cette région autonome fait 1 600 000 km². Elle est peuplée d'environ 20 millions d'habitants. Elle a connu une arrivée massive de Hans, des Chinois de souche. Désormais, ils sont majoritaires. La proportion d'Ouïgours va probablement encore baisser à l'avenir.

Les Chinois se préoccupent du phénomène islamiste. Des contacts existent entre les islamistes pakistanais et ouïgours. Il faut donc une coopération entre les deux pays pour lutter contre cette menace. La Chine la souhaite.

Si le Pakistan basculait vers un régime encore plus radical, ce serait évidemment catastrophique pour la Chine. Elle ne pourrait plus avoir accès aussi facilement à l'océan Indien. De plus, des répercussions se feraient sans doute sentir au Xinjiang.

D'autres musulmans se trouvent en Chine (les *Hui*). Ils sont dispersés dans tout le pays. Ils représentent une part relativement faible de la population totale (20 millions sur 1 300 000 000 habitants). Ils s'intéressent au Pakistan. Ces populations passent par le pays – de manière légale ou illégale – pour aller en pèlerinage à la Mecque. Il n'existe pas de consulat d'Arabie Saoudite à Urumqi, la capitale du Xinjiang. Ils tentent donc d'avoir des visas à Islamabad.

Les missiles de croisière indiens et pakistanais n'ont pas de capacité d'emport de têtes nucléaires. Les vecteurs qui en disposent sont uniquement des missiles balistiques.

Réponse de Patrick Dombrowsky

Je ne pense pas que la rivalité autour des hydrocarbures soit véritablement déstabilisatrice pour l'Asie médiane anciennement soviétique. Tous les États intéressés ont en effet besoin de stabilité pour les transporter. Probablement aucun ne souhaite une importation des conflits.

Actuellement, l'instabilité de l'Afghanistan est en effet un des principaux obstacles à l'exportation des hydrocarbures.

Mais évidemment la présence de réserves suscite la concurrence entre les pays. Nous sommes donc face à un paradoxe. S'il n'y avait pas d'hydrocarbures dans la région, personne ne s'y intéresserait. Mais puisqu'il y en a, la concurrence existe. Tous les pays doivent cependant promouvoir la stabilité pour pouvoir les exploiter.

Pour moi, d'autres raisons peuvent amener l'instabilité à se développer. La Russie, comme d'autres puissances extérieures, peut sans doute être un des facteurs l'engendrant. Mais je ne suis pas certain que Moscou soit le principal danger. La Russie a eu dernièrement un rôle stabilisateur dans la région : elle a imposé la fin de la guerre civile au Tadjikistan. Elle a forcé les belligérants à se mettre autour de la table pour communiquer et trouver une solution. Moscou a mis en place, de manière plus ou moins forcée, un gouvernement d'union nationale qui réunissait les anciens communistes et les courants islamistes. Cette solution ne fonctionne apparemment pas si mal.

La Russie reste évidemment la principale puissance économique de la zone. Environ 80 % du commerce avec ces pays transitent par son territoire. Elle est par ailleurs vigilante à ce que les hydrocarbures ne puissent pas être totalement évacués par d'autres voies que celles passant entre ses frontières. Elle ne peut plus y mettre d'opposition majeure. Elle sait ne plus en avoir les moyens. Mais elle fait attention à ne pas être totalement « court-circuitée ».

Les Russes n'ont pas besoin d'instaurer d'instabilité dans une région qui se tourne naturellement – même si c'est un peu malgré elle – vers eux. Lorsqu'en 2001, les Américains ont demandé à tous les États de la région le droit de survoler leurs territoires dans le cadre des opérations en Afghanistan, tous les présidents des anciennes républiques soviétiques ont appelé Moscou. Il ne s'agissait pas d'obtenir une autorisation mais de savoir si cela ne serait pas considéré au Kremlin comme un *casus belli*. Il n'y a pas eu d'opposition. Moscou avait déjà autorisé le survol de son propre territoire.

De même, lorsque les Américains se sont rendu compte que le gouvernement de l'Ouzbékistan n'était pas démocratique (ce que tout le monde leur expliquait depuis longtemps), ils ont découvert que celui-ci pouvait leur tourner le dos. Ils avaient sans doute sous-estimé cet élément. Tachkent, conformément aux accords signés, leur a donné six mois pour quitter la base de Khanabad. L'Ouzbékistan s'est alors tourné à nouveau vers Moscou.

J'ai tendance à considérer que les États-Unis sont le seul pays extérieur à la région qui ait intérêt à maintenir un certain degré d'instabilité, voire de conflictualité. Une certaine fragilisation de tous les États de la zone leur serait utile.

Réponse d'olivier Guillard

Si des élections présidentielles avaient lieu au Pakistan demain dans un cadre constitutionnel proche du nôtre, le Président Moucharraf obtiendrait entre 10 et 15 % des suffrages. Sa légitimité est au plus bas. Depuis deux ans, nous entendons des « *Go Moucharraf, Go* ». Son sobriquet habituel est d'ailleurs « Boucharraf ». Il est sans doute temps pour lui de penser à prendre sa retraite.

Moucharraff cumulait les fonctions militaires et exécutives présidentielles. Lors d'un très grand moment de théâtre, il a transféré au général Kayani la responsabilité de Chef d'état-major des armées, après une demande de la communauté internationale et des citoyens pakistanais. Cette décision a été perçue comme un geste fort, certes contraint mais bienvenu.

Son successeur fait pratiquement l'unanimité à l'intérieur des frontières, au sein de l'armée et à l'extérieur du territoire national. C'est un interlocuteur avec lequel la communauté internationale pense pouvoir travailler au rétablissement des grands indicateurs.

Un des traits caractéristiques, structurants des relations entre le mentor et son élève au Pakistan est l'émancipation rapide du second. Aujourd'hui, le général Kayani est, semble-t-il, fidèle à Moucharraff, qu'il connaît très bien depuis une vingtaine d'années. Mais l'histoire pakistanaise moderne nous enseigne qu'il vaut mieux ne pas trop espérer de fidélité de la personne que l'on a soi-même nommée.

Nous pouvons penser que cet interlocuteur développera une vision moins politique de l'armée sur la scène pakistanaise. Nous en sommes quasiment certains. Mais l'exercice des responsabilités peut changer les idées initiales.

Réponse de Mariam Abou Zahab

Il y a relativement peu de sujets de consensus au Pakistan. Mais une très large majorité de la population considère que le cabinet qui sortira des élections (et des manipulations qui les accompagneront) ne pourra gouverner et lutter contre le militantisme religieux qu'avec le soutien de l'armée. Le rôle politique de celle-ci est assez largement institutionnalisé. C'est donc un fantasme occidental que d'affirmer que des élections peuvent être organisées avec des militaires renvoyés dans leurs casernes. Sans intervention de l'armée, le Pakistan serait probablement dans une anarchie totale.

Mais à l'inverse, si l'armée se retrouvait seule au pouvoir, le pays serait rapidement dans l'impasse. Il faut donc parvenir à une situation intermédiaire. C'est la seule voie pragmatique à rechercher.

Le gouvernement afghan a des intérêts dans la Province frontière et dans les Zones tribales. Il y exerce une influence. Il lui est utile, jusqu'à un certain point, que l'agitation demeure dans ces régions. Les problèmes sécuritaires garantissent notamment la présence américaine.

Certaines tribus du Waziristân entretiennent, depuis le début du XX^{ème} siècle, des relations complexes avec le gouvernement afghan. Leurs membres sont plus nombreux du côté afghan de la ligne Durand que du côté pakistanais. Par ailleurs, il existe une économie de l'insurrection. Des *lobbys* de transporteurs, des tribus, d'entrepreneurs du secteur du bois... influencent le gouvernement afghan. Hamid Karzaï a rétabli de façon extrêmement discrète le versement d'allocations à certaines tribus (supprimées dans les années 1980), notamment au Waziristân. Des tribus Shinwaris (Agence de Khyber) ont des intérêts des deux côtés de la frontière. Dans l'Agence de Bajaur, les choses sont encore plus claires.

Par ailleurs, le gouvernement afghan a développé des relations avec les nationalistes pachtoune. Il a d'ailleurs été soutenu dans cette démarche par les Américains. Il s'agit de créer à nouveau un contrepoids aux islamistes en « nationalisant » les Pachtoune. C'est un jeu extrêmement dangereux. À Karachi, cette politique a relancé la pratique des massacres ethniques.

À Kaboul, on reçoit donc, avec tous les honneurs, les dirigeants de l'*Awami National Party*. De la sorte, le gouvernement cherche à faire pression sur le Pakistan. Les discours de l'ANP rejoignent ceux des autorités afghanes pour dénoncer la frontière et expliquer que la ligne Durand est fictive. Ces considérations correspondent à l'imaginaire développé par les populations pachtounes vivant des deux côtés de la frontière depuis 2001 (notamment celles des Zones tribales). Cet imaginaire repose notamment sur l'idée qu'existe une communauté des croyants, une *Oumma*. C'est ce qui explique que certains vont combattre avec les Taliban, qui sont des Pachtounes.

2 – Deuxième table ronde – Crises structurelles et conflits aigus

PRESIDENCE : *Guillaume Schlumberger, Directeur, FRS*

Pour cette seconde table ronde, nous allons nous déplacer vers l'Ouest, et notamment nous concentrer sur l'Afghanistan. Par ailleurs, nous avons choisi une lecture alliant des sujets traités habituellement (l'intervention militaire et le rôle des Organisations non gouvernementales dans le pays) et des thématiques pour lesquelles les travaux sont moins nombreux en France. Nous avons ainsi réuni des personnes capables de nous proposer des éclairages sur les problématiques de la sécurité et du développement.

2.1 – L'eau, facteur d'instabilité en Asie centrale

Intervenant : Alexandre Taithe, Chargé de recherche, FRS

Il existe malheureusement peu de données sur les pays de cette zone, bien que le sujet soit très intéressant à étudier. À l'inverse, de nombreuses recherches ont porté sur les problèmes de la mer d'Aral. Mais on oublie que l'Afghanistan est le pays en amont du fleuve Amou Daria¹². Il participe entre 8 et 12 % à son débit, même s'il l'utilise finalement très peu.

Le cas pakistanais est plus connu. Il est intéressant car une coopération exemplaire a été développée avec l'Inde pour la gestion de l'Indus, malgré les trois conflits ouverts qui ont opposé ces deux pays depuis 1947. Par ailleurs, des tensions communautaires fortes secouent le Pakistan. L'eau vient les renforcer.

Bilan hydrique des deux pays

Je ne suis pas convaincu par les indicateurs de crise existants. Ils reflètent en général assez peu la réalité de terrain. Ils apportent toutefois des indications utiles.

Dans le cas du Pakistan, ces indicateurs – notamment la ressource en eau par an et par habitant et le taux d'utilisation des ressources non renouvelables – sont tous au rouge. Le pays est en situation de stress hydrique¹³. En moyenne, la population ne peut utiliser que 1 420 m³ d'eau par an et par habitant. Par ailleurs, le Pakistan utilise ses ressources renouvelables à 76 % (223 km³/an). De même, le pays est dépendant aux trois quarts de ressources provenant de l'extérieur de son territoire (en particulier de l'Indus).

Le Pakistan connaît un problème de salinité des sols. Environ 2 millions d'hectares sont ainsi touchés. Il existe également un phénomène de saturation des terres en eau. En période de mousson, près de 5 millions d'hectares (sur 30 cultivables) sont inexploitable faute de drainage¹⁴.

¹² NDLR – La mer d'Aral reçoit les eaux de deux fleuves : l'Amou Daria et le Syr Daria. L'Amou Daria naît dans les montagnes du Pamir, traverse l'Hindou Kouch puis le désert du Karakoram, avant de former un delta se jetant dans la mer.

¹³ Le stress hydrique se situe en dessous des 1 700 m³ d'eau par an et par habitant.

¹⁴ Leurs nappes souterraines sont en effet à moins de 1,5 m de profondeur.

Les indicateurs de crise sont particulièrement inadaptés pour décrire la situation de l'Afghanistan. Ils donnent l'illusion d'une ressource presque abondante. Or, si statistiquement chaque Afghan bénéficie de 2 610 m³ d'eau par an, une grande partie du territoire est à la limite de l'aridité. Il s'agit notamment des districts au sud et au sud-est du pays. Plus de la moitié des terres reçoit moins de 300 mm de précipitation par an. Le pays a d'ailleurs connu une sécheresse extrême entre 1998 et 2004.

En Afghanistan, l'accès à l'eau potable est limité. Pour la Banque mondiale, seuls 39 % de la population en bénéficient (31 % dans les campagnes et 63 % dans les villes)¹⁵. Les taux de connexion aux réseaux d'assainissement sont également très bas. Cette situation engendre une surmortalité, en particulier infantile.

Près de 99 % de l'eau prélevée servent en effet à l'agriculture. Le ministère de l'Agriculture afghan précise ainsi que le pays dispose de 8 millions d'hectares de terres cultivables. Sur les 4 millions mis effectivement en culture, 2,7 le sont sous irrigation.

La gestion de l'Indus

Il s'agit davantage d'un partage que d'une gestion commune. L'Inde et le Pakistan, les deux pays riverains en aval, se sont vus attribuer l'intégralité du fleuve et certains de ses affluents. Ils ne sont donc pas tributaires des décisions d'autres acteurs. Ils n'ont pas à redouter des modifications du cours à cause d'éventuelles augmentations de prélèvement du ou des pays en amont. Chacun des deux États a ainsi pu développer une certaine autonomie quant à ses politiques de gestion des ressources en eau. C'est d'ailleurs ce qui fait la réussite de cette solution.

Un autre élément ayant assuré sa réussite fut l'intervention d'un acteur tiers, le Président de la Banque mondiale, Eugene Black, au moment de la signature de l'accord sur la gestion de l'Indus (1960). Il exigea l'abandon de toutes les revendications antérieures formulées par les deux pays, complètement incompatibles. Il a ainsi réussi à opérer une remise à plat totale et rationnelle¹⁶.

De nouveaux types de litiges sont toutefois apparus récemment. L'Inde cherche à aménager, à des fins hydroélectriques, des affluents réservés au Pakistan (notamment la rivière Chenab). Cette possibilité n'est pas incompatible avec l'esprit du traité de 1960. En 2005, le Pakistan a cependant, pour la première fois, sollicité l'arbitrage de la Banque mondiale. Celle-ci a nommé un médiateur tiers. Il a rendu une décision à propos d'une retenue d'eau. Il a permis à l'Inde de construire un grand réservoir (même s'il a imposé la modification de certaines données techniques).

¹⁵ Ces taux semblent en réalité optimistes. L'UNICEF estimait, en 2001, qu'ils se situaient autour de 11 % (milieu rural) et 19 % (ville).

¹⁶ Un premier accord provisoire avait été conclu en 1947. Dès 1948, les deux pays en signaient un second (le *Simla Agreement*). Il prévoyait que l'Inde ne procéderait qu'à des limitations progressives de flux, pour permettre au Pakistan de développer des solutions alternatives pour assurer son approvisionnement. En échange, Islamabad prenait financièrement à sa charge les coûts engendrés pour Delhi.

Les négociations furent relancées par Blake au début des années 1950. Elles furent fondées sur deux principes : la gestion en coopération des ressources du bassin de l'Indus et l'adoption de solutions fonctionnelles et non politiques, sans tenir compte des négociations et réclamations passées.

Ces conditions ont permis de faire accepter une répartition purement géographique des ressources : les affluents situés à l'Est du bassin reviennent à l'Inde (rivières Beas, Sutlej et Ravi), ceux situés à l'Ouest au Pakistan (Jhelum, Chenab et Indus).

Nous pouvons constater que, même si de nouveaux litiges apparaissent, ils peuvent être réglés dans le cadre de la coopération. Ils ne sont pas véritablement inquiétants.

Le Pakistan est toutefois hostile à ce genre de constructions puisque l'Inde prétend bâtir plus d'une dizaine d'autres infrastructures¹⁷. Celles-ci ne sont pas liées à des projets d'irrigation. Mais le Pakistan a peur de perdre son autonomie hydrique, clé du succès du traité de 1960.

Les bassins de l'Amou Daria et de l'Helmand

En Afghanistan, quatre zones hydrologiques peuvent être distinguées :

- Le bassin du Nord

Il s'agit du bassin de l'Amou Daria et de ses affluents.

- Le bassin de l'Ouest
- Le bassin du Sud-Ouest

C'est essentiellement le bassin de l'Helmand, fleuve qui rejoint l'Iran après son passage en Afghanistan.

- Le bassin de l'Est

Il s'agit du bassin d'un des principaux affluents de l'Indus, la Kaboul. C'est le seul cours d'eau d'Afghanistan à se jeter dans la mer (*via* l'Indus).

Le bassin de l'Amou Daria s'étend sur un tiers du territoire afghan, aire rassemblant environ un tiers de la population. Il s'agit d'un bassin potentiellement à risques. Les ressources de l'Amou Daria ne sont quasiment pas exploitées à l'heure actuelle dans le pays. Il existe des projets de dérivation partielle vers Mazar-e-Charif.

L'irrigation peut paraître assez répandue dans le pays. Mais en réalité, les systèmes utilisés sont anciens. Les plus modernes datent de l'époque pré-soviétique. De nombreux programmes internationaux cherchent à refonder l'agriculture afghane. Mais le type de culture à privilégier pose problème. L'opium réagit malheureusement très bien à l'irrigation.

Des litiges relativement anciens entre l'Afghanistan et l'Iran concernent le bassin de l'Helmand. Ils remontent pour certains au XIX^{ème} siècle. Les débits sont cependant faibles (2 000 millions de m³ par an). Ils ont d'ailleurs chuté en 2001 (à 48 millions de m³). Le cours de l'Helmand est régulièrement à sec. L'Iran ne demande en réalité qu'un quota extrêmement faible (de 26 m³/s au niveau de la frontière)¹⁸.

¹⁷ Le projet indien comporte en effet 11 barrages, dont la retenue Wuller, qui a fait l'objet de nombreuses négociations bilatérales. L'Inde espère reprendre sa construction, suspendue en 1987.

¹⁸ Un accord entre les deux pays daté de 1973 assure un débit de 26 m³/s à l'Iran. Mais il n'a toujours pas été ratifié. Il a toutefois été réaffirmé en 2002. La sécheresse a toutefois empêché à plusieurs reprises son application.

Le débit de la Seine représente environ 330 m³/s.

Les tensions internes au Pakistan

Le Sind est la province qui est la plus affectée par la diminution de la ressource en eau. Le delta de l'Indus y est de plus en plus réduit. De 350 km² au moment de la partition, il est désormais de 25 km². Sur les neuf bouches du fleuve qui rejoignaient la mer en 1947, il n'en existe aujourd'hui plus que deux.

Le Sind est frappée par une pénurie d'eau. Cette situation est aggravée par des remontées d'eau salée jusqu'à 150 km en amont dans le bassin. Ces remontées compromettent l'exploitation des terres et l'utilisation des ressources souterraines.

Il y a régulièrement des manifestations à Karachi sur cette question. En 2006, une quinzaine de personnes sont mortes lors de manifestations d'agriculteurs du Sind qui protestaient contre les usages domestiques et agricoles de l'eau en aval du fleuve, notamment au Pendjab. Les tensions liées à l'eau viennent s'ajouter aux accusations de pratiques hégémoniques du Pendjab, en politique et dans différents secteurs de l'économie.

Il existe une institution chargée de gérer ces problèmes, l'*Indus River System Authority* (IRSA). Elle comprend un représentant de chaque province. L'État dispose également d'un représentant, censé accélérer les projets. En 1991, un accord avait été conclu, qui allouait paritairement des quotas au Sind et au Pendjab (37 % pour chacune des deux provinces, 14 % pour la Province frontière du Nord-Ouest et 12 % pour le Baloutchistan). Mais pour être respecté, il exigeait la construction de barrages de retenue en amont. Toutes les provinces s'y sont opposées et continuent de le faire. Ces barrages sont pourtant jugés nécessaires pour régulariser le cours du fleuve, notamment dans son delta où l'eau de mer s'infiltrerait un peu plus chaque année. En 2005, le président Moucharraf a exigé la réalisation du barrage de Kalabagh. Mais cette décision a provoqué de nombreuses manifestations. Environ 20 000 Pachtounes ont ainsi montré leur désaccord dans la Province frontière du Nord-Ouest.

Les perspectives démographiques semblent confirmer l'idée que la pression va s'accroître dans les années à venir. Les analystes envisagent pour certains un triplement de la population afghane d'ici 2050 (qui se situerait autour de 80 millions d'habitants). Mais les précipitations baissent. À Kaboul, elles sont ainsi passées de 350 mm par an dans les années 1960 à 250 mm dans les années 1990.

La problématique pakistanaise est très proche. Le pays se situe déjà à la limite de ses capacités d'exploitation des ressources en eau. La population risque pourtant de doubler d'ici 2050.

Si le traité de l'Indus est un facteur de stabilité entre les pays de la région, en particulier l'Inde et le Pakistan, son application risque de compliquer la situation interne de ce dernier. Le partage du fleuve va continuer de susciter des tensions entre les provinces pakistanaises, entretenant les oppositions ethniques.

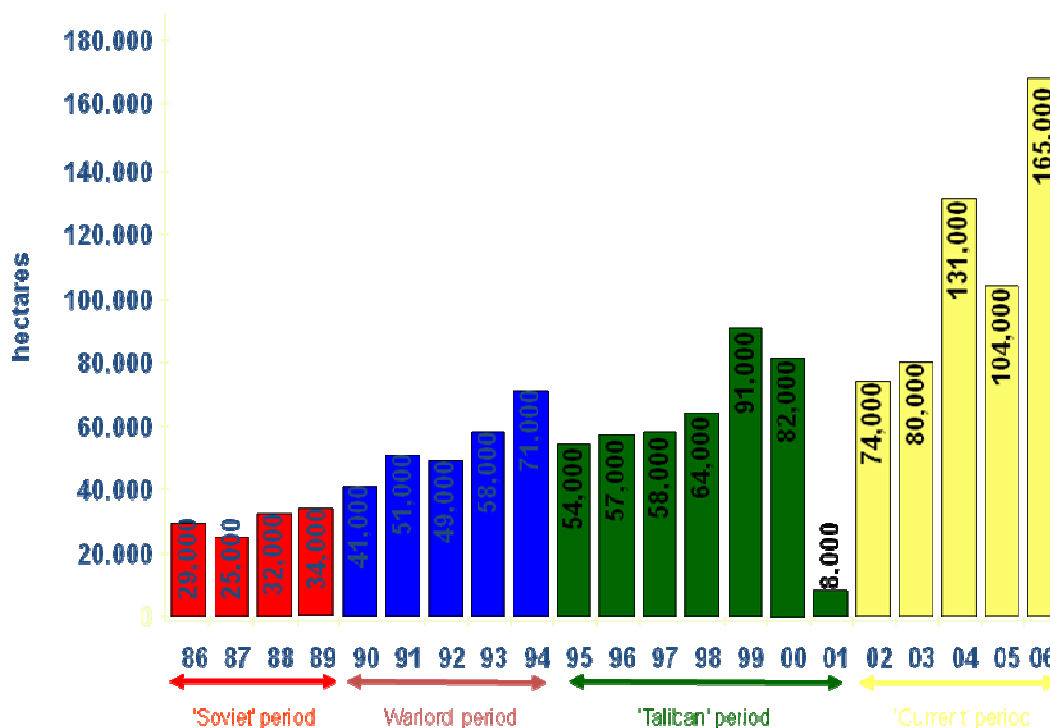
2.2 – *La drogue en Afghanistan : une nouvelle économie mondialisée* Intervenant : Georges Estievenart, ancien directeur de l'Observatoire européen de la drogue

Le thème de la drogue est l'un de ceux qui expliquent la situation du pays. Il permet même, dans une certaine mesure, de faire des pronostics sur son avenir. Malheureusement, il est souvent oublié.

Repères

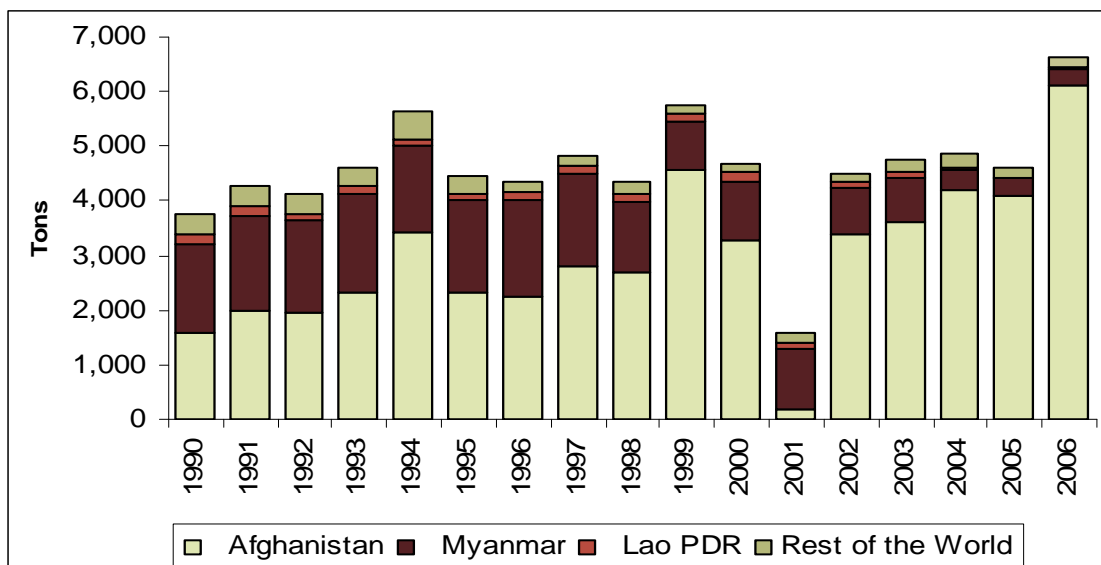
Les données que j'utilise proviennent de l'organe des Nations Unies qui s'occupe des thématiques de la drogue et des crimes (*United Nations office on drugs and crime*). Elles sont relativement anciennes, puisqu'elles datent de 2006, mais permettent de rendre compte de tendances déjà amorcées. Je les ai complétées lorsque des chiffres plus récents étaient disponibles.

Opium cultivation in Afghanistan



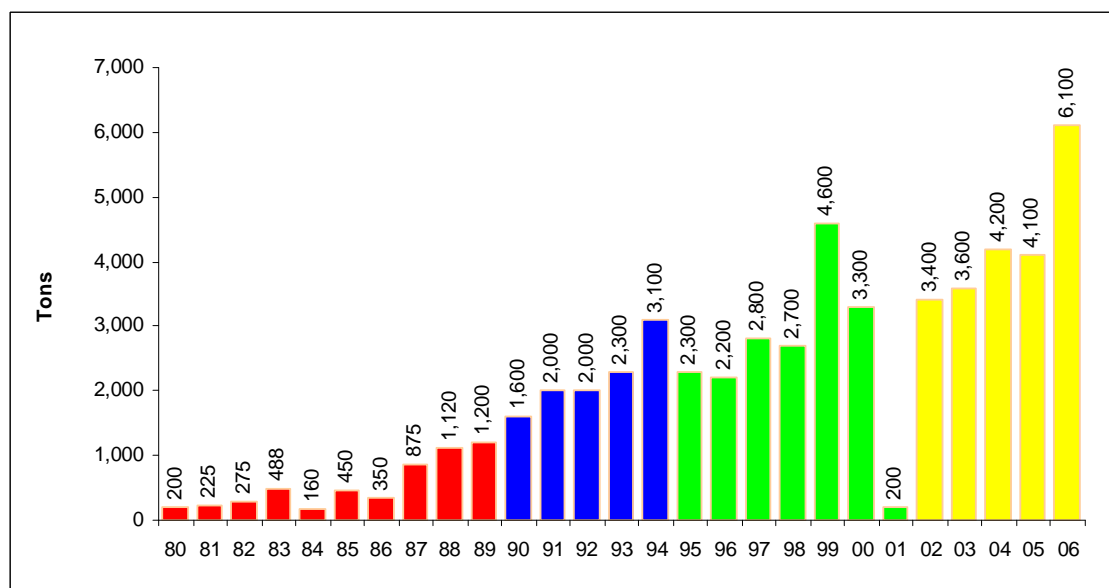
Ce tableau présente l'évolution de la superficie de culture de l'opium en Afghanistan, entre 1986 et 2006. La dernière tranche correspond à la période actuelle, celle qui a suivi la chute des Taliban en 2001. Cet événement s'était à l'époque accompagné d'un arrêt quasi-total de la production.

Il existe une solide tradition de culture de l'opium en Afghanistan. Après 2001 – contrairement à ce que nous aurions pu attendre –, elle a immédiatement repris. La production continue même de croître. En 2006, la culture concernait une superficie de 165 000 hectares. En 2007, elle se situe à 193 000, ce qui représente une augmentation de près de 30 % en une seule année. La tendance se maintient, voire s'accélère.



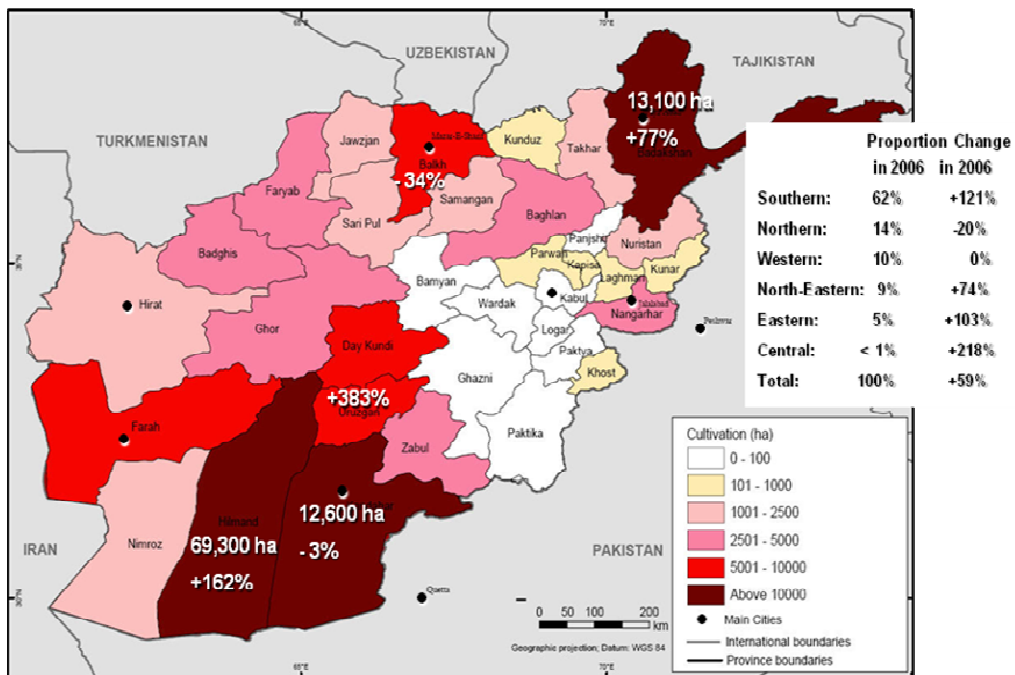
Ce tableau représente l'évolution de la position relative de l'Afghanistan parmi l'ensemble des pays producteurs d'opium.

La production se développe dans le pays. Celui-ci devient en quelque sorte mono-exportateur de ce produit. Par ailleurs, il se situe quasiment en position de monopole sur ce marché. En 2006, l'Afghanistan représentait en effet 92 % de la production mondiale.



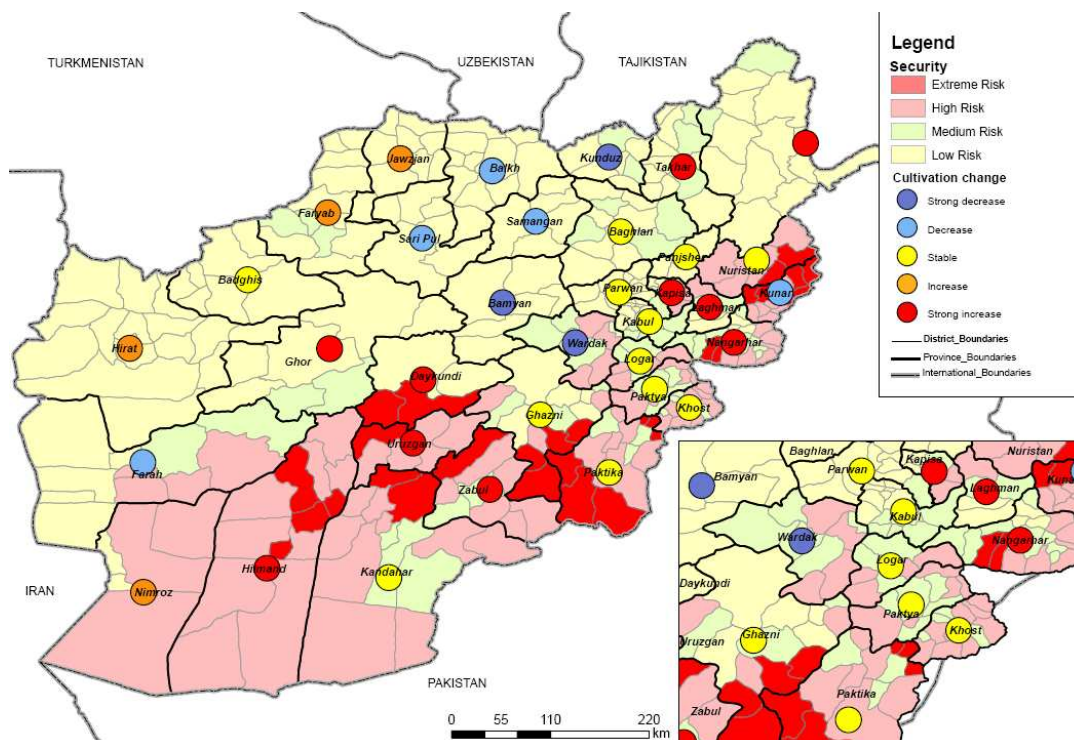
Ce tableau présente la production d'opium exprimée en tonnes. En 2001, « seulement » 200 tonnes ont été produites. Il s'agissait toutefois d'une très brève interruption. Nous atteignons désormais un total de 8 200 tonnes pour l'année 2007. L'augmentation est encore très importante d'année en année.

Opium cultivation in Afghanistan in 2006

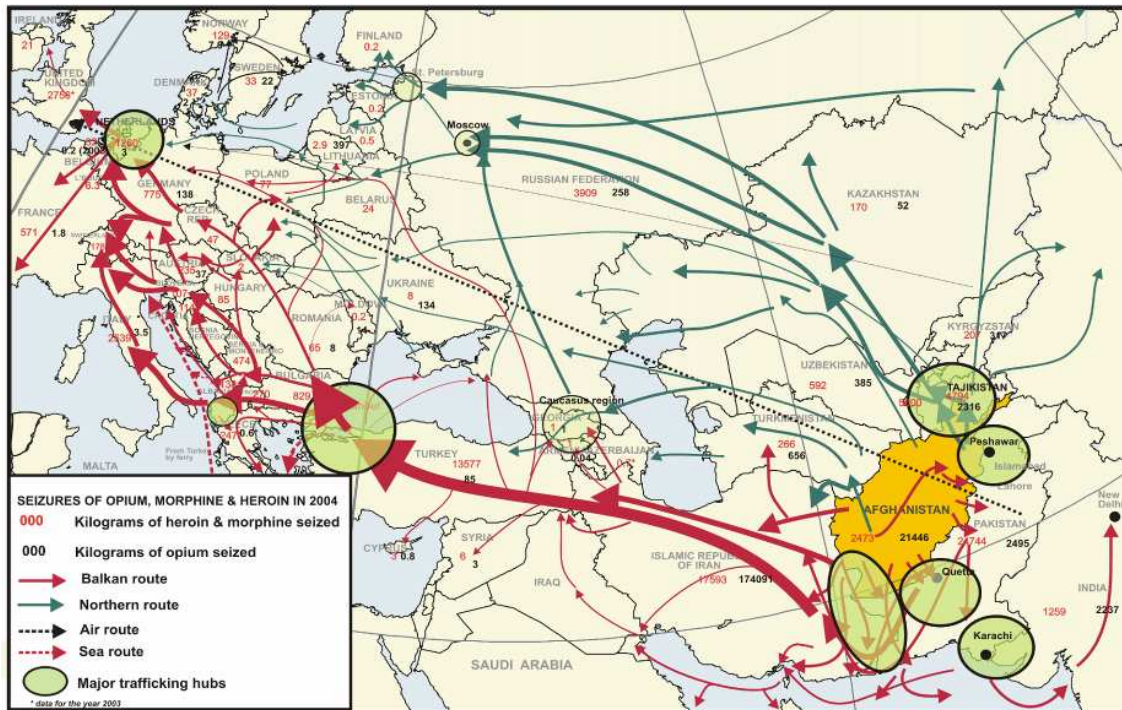


L'augmentation rapide de la production d'opium constitue un premier facteur d'inquiétudes. L'évolution suivie correspond à celle qui nous a été décrite dans le domaine de la sécurité lors de la première table ronde. Les zones de l'Est étaient traditionnellement celles qui concentraient la production. Mais en 2006 et 2007, on a pu observer un basculement. D'autres zones sont désormais concernées, essentiellement au centre et au sud du pays.

Cette carte met en parallèle la croissance de l'insécurité et celle de la production de drogue.



Les zones dans lesquelles l'insécurité croît sont celles dans lesquelles la production tend également à croître. Ce développement parallèle n'est pas surprenant. Il s'agit en effet d'une économie illégale. Dès que la production prend des proportions importantes, le trafic contribue à l'augmentation des troubles.



Il s'agit d'une carte permettant d'expliquer comment se déploie le trafic d'opium à partir de l'Afghanistan.

Au moins 90 % de la production du pays suivent des circuits eurasiatiques. Ils empruntent la route du Sud, en passant par la Turquie puis par les Balkans. Les flux jusqu'à l'Europe sont ainsi très importants. Une seconde route passant par le Nord s'est beaucoup développée ces dernières années. Elle traverse la Fédération de Russie, pour rejoindre notamment Saint Petersburg. Entre ces deux chemins existent deux bretelles. La première passe par le Caucase, l'autre directement par les Balkans. Toutes ces routes constituent un circuit quasiment intégré.

L'Afghanistan est donc un pays qui s'est retrouvé en quelques années en position d'approvisionner en opium quasi-intégralement l'Europe et les États sur son pourtour. La consommation de dérivés opiacés, notamment d'héroïne, augmente dans la plupart de ces pays. Dans certains d'entre eux, la hausse correspond, au cours des cinq ou six dernières années, à une véritable explosion (Russie, Ukraine...). Sur le flanc Nord de ces routes, nous constatons l'apparition de pôles de consommation exclusivement alimentés par la production en provenance d'Afghanistan. Des situations très difficilement réversibles ont ainsi été créées.

La consommation en Extrême-Orient, aux États-Unis et en Amérique latine est négligeable par rapport à celle de ces zones. Il s'agit bien d'un problème eurasiatique.

Le poids de la drogue en Afghanistan

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Afghanistan était de 6,9 milliards de dollars en 2006 (ce qui est peu et montre la faiblesse de l'aide internationale). En 2007, il est passé à 7,5 milliards. L'augmentation n'a pas été très importante. La croissance du pays a été très forte durant les premières années de la reconstruction. Mais elle se situe désormais autour de 7 %. Elle n'a donc pas « explosé ».

La valeur de la production d'opium était, au niveau des exploitations agricoles, de 760 millions de dollars en 2006. Les paysans qui cultivaient de l'opium ont donc reçu ces sommes. En 2007, ces revenus ont encore augmenté pour se situer à un milliard de dollars.

À la sortie du pays, la valeur de la production était de 4 milliards de dollars en 2007, soit plus de la moitié du PIB officiel du pays. L'économie est donc alimentée par les fonds de la drogue à plus de 50 %.

Tous les participants à ces trafics bénéficient de ces sommes, pas seulement les paysans qui produisent. En réalité, ces derniers ne gagnent pas beaucoup. Ils sont toutefois très nombreux. On estime qu'au moins trois millions d'Afghans sont concernés par la culture de l'opium. Les personnes qui profitent le plus du trafic sont les intermédiaires. Ils acheminent la drogue des producteurs à la frontière. Il s'agit des seigneurs de la guerre, qui exercent le pouvoir au niveau provincial. Grâce à l'opium, ils disposent de moyens considérables pour maintenir leur domination.

Ces trafics ont rapporté un milliard de dollars aux paysans en 2007. Mais les intermédiaires en ont gagné trois grâce à eux. À la fin du circuit, lorsque toute la drogue a été acheminée et vendue aux consommateurs, elle représente 200 milliards de dollars. Profitent de ces circuits d'autres acteurs à l'extérieur des frontières afghanes.

Réflexions sur le problème de la drogue

Je crains qu'il n'y ait aucune solution au problème de la drogue. Il m'est difficile d'affirmer que nous allons pouvoir le régler dans les années à venir. Ce problème n'est que le reflet du reste de la situation, c'est-à-dire du vide qui s'impose dans le pays. Ce vide concerne le développement économique, le renforcement du pouvoir des autorités centrales, l'amélioration de la sécurité... Le pouvoir d'Hamid Karzaï est notamment faible et contesté.

À ces nombreux handicaps s'ajoute le problème de la multiplicité des acteurs. Il existe finalement presque autant de stratégies que d'intervenants, intérieurs comme extérieurs. Cette multiplicité rend les actions incohérentes et inefficaces.

Des résultats ont été obtenus sur le plan militaire. Pourtant, ce domaine n'échappe pas à ce constat. Les pensées stratégiques des principaux acteurs sont éloignées. Les États-Unis demeurent dans la logique de l'opération *Enduring Freedom* et de la chasse aux terroristes. Au sein de l'Europe existent également de grandes divergences de vues sur ce que l'on peut et doit faire pour l'Afghanistan. Les Allemands, pour de nombreuses raisons, sont cantonnés dans la partie Nord du pays et ne participent pas aux opérations lorsque des coups durs éclatent dans le Sud ou à l'Ouest. Ceux qui sont dans ces régions sont, à l'inverse, surexposés (Canadiens, Américains, Néerlandais). Les Italiens, les Espagnols et les Français sont stationnés dans des districts où ils ne participent pas vraiment à une stratégie d'action intégrée cohérente. Ils exécutent simplement les missions liées à leurs mandats.

L'Afghanistan est donc un pays exsangue, qui tente de se reconstruire. La seule économie qui progresse véritablement est celle de la drogue. Il faut traiter ce problème en développant de la cohérence, ce qui est réclamé par de plus en plus d'acteurs, en particulier les Canadiens.

Il s'agit peut-être d'une fenêtre d'opportunité pour la France. Le président de la République souhaite repenser la participation de la France aux opérations en Afghanistan. Mais nous ne savons pas avec quel contenu.

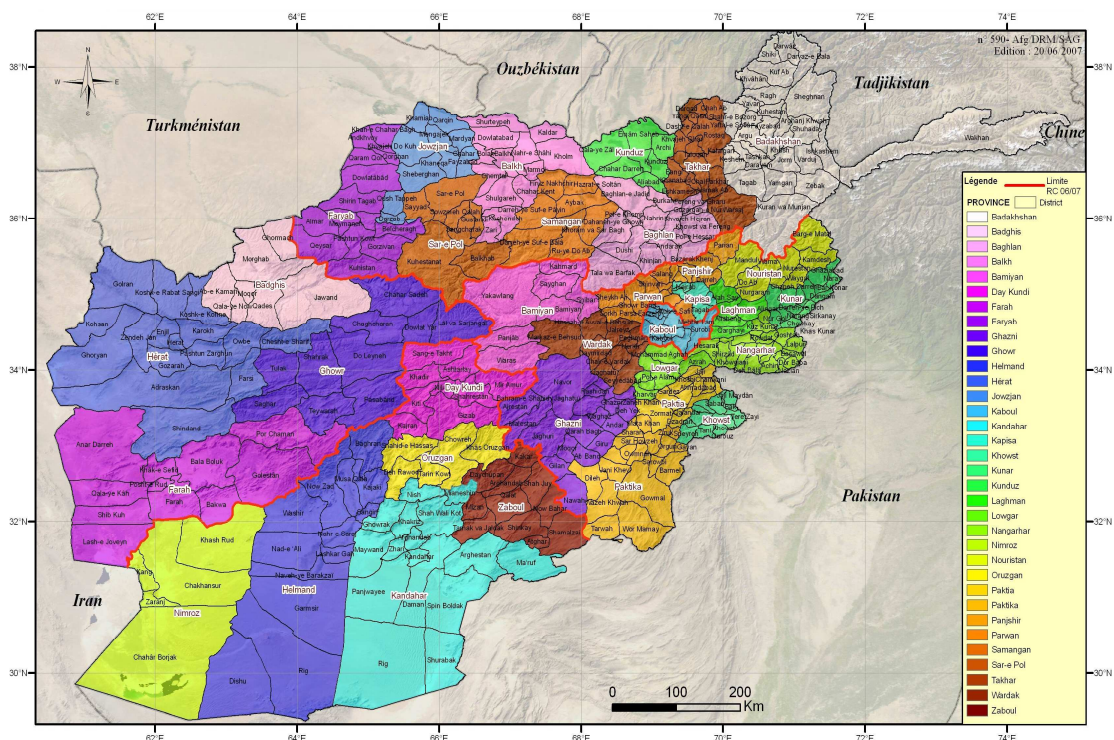
L'Europe a enfin compris qu'il faut rechercher une dimension véritablement intégrée pour ce type d'actions. Elle est en train de se doter des instruments pour le faire. Le Traité modifié va permettre de faire des progrès dans ce domaine. Mais ces évolutions risquent de se faire très lentement. Or, nous aurons très probablement en 2008 des chiffres encore supérieurs concernant la drogue en Afghanistan.

2.3 – Le conflit en Afghanistan, un point de situation

Intervenant : Commandant Frédéric Lefèvre, ministère de la Défense

L'Afghanistan : aspects géographiques et politiques

L'Afghanistan est un pays d'Asie centrale. Il dispose de frontières avec l'Iran, le Pakistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Son territoire est de plus de 650 000 km². Il est organisé et structuré en 34 provinces, elles-mêmes subdivisées en 397 districts.



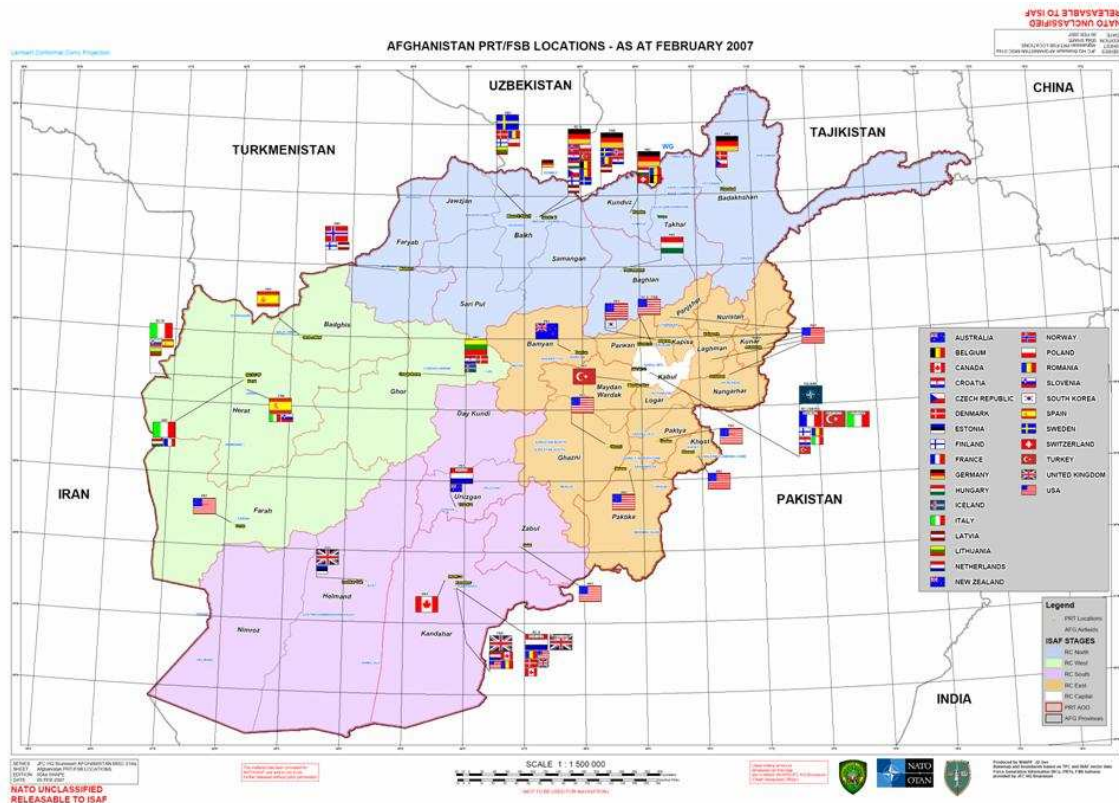
Le président Hamid Karzaï a été élu en 2004.

Le pays dispose d'une armée nationale. Elle est en train de monter en puissance.

Les forces en présence

- Le dispositif coalisé

Il comprend deux entités : la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et le dispositif de l'opération *Enduring Freedom* (OEF).



La FIAS a été créée à la fin de l'année 2001, après le vote par le Conseil de sécurité de la résolution 1381. Son mandat est d'aider dans le domaine de la sécurité le gouvernement afghan à reconstruire le pays. Elle doit lui fournir une aide.

La FIAS était localisée initialement sur Kaboul. Son mandat ne comportait que la capitale afghane. Avec l'évolution de la situation dans le pays, il a été décidé de modifier ce mandat et d'étendre progressivement son domaine de compétence. La FIAS s'est ainsi déployée dans le *Regional Command* nord (en bleu sur la carte). Elle a pris le contrôle de cette zone à la fin de l'année 2003. Auparavant, cette région était sous la responsabilité des forces de l'opération *Enduring Freedom*.

Le mandat de la FIAS a continué d'être étendu. Désormais, il existe cinq *Regional Command* :

- Capitale

Il comprend Kaboul et ses treize districts.

- Nord
- Ouest
- Sud
- Est

Les drapeaux présents sur la carte ci-dessus figurent les implantations militaires. Il s'agit plus précisément de ce que l'OTAN appelle les « fers de lance de la reconstruction », c'est-à-dire les Équipes provinciales de reconstruction (*Provincial reconstruction teams*–PRT), armées par différents pays.

Dans le *Regional Command* nord, la présence allemande est forte. L'Allemagne y arme deux PRT. Les Suédois et les Danois sont également présents.

Dans le *Regional Command* ouest, se trouvent notamment des forces italiennes et espagnoles.

Dans le *Regional Command* sud, les Britanniques sont présents, en particulier dans la province du Helmand. Les Canadiens ont positionné des troupes dans celle de Kandahar, les Néerlandais dans l'Orozgân.

Dans le *Regional Command* est, l'implantation des États-Unis est forte. Les militaires américains dirigent une dizaine de PRT.

La FIAS dispose actuellement de 25 PRT. Toutes les provinces afghanes n'en bénéficient donc pas. Il existe des « trous » dans la couverture que permet le dispositif. Cette situation devrait évoluer afin de permettre à la Coalition de proposer un soutien aux autorités locales de toutes les provinces.

L'opération *Enduring Freedom* était à l'origine une mission antiterroriste. Elle ne concernait pas uniquement l'Afghanistan. Un dispositif a également été mis en place dans la Corne de l'Afrique, à Djibouti.

Les éléments militaires de l'opération *Enduring Freedom* ont été les premiers à être mis en place dans le pays. Ils ont été progressivement, en fonction de l'évolution du dispositif de la FIAS, remplacés par cette dernière.

Les Américains participent à l'opération *Enduring Freedom* sur le territoire afghan. Ils y conduisent les opérations antiterroristes essentiellement avec des unités des forces spéciales. Mais ils ont également des troupes placées sous le commandement de la FIAS.

Le dispositif ennemi s'articule autour d'un certain nombre de personnes.

➤ Gulbuddin Hi kmatyar

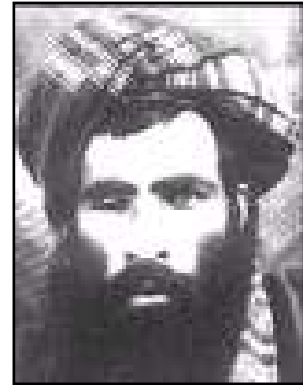
Il est le plus ancien de ses *leaders*.

Il est à la tête du *Hezb-i-Islami Gulbuddin Hi kmatyar* (HIG), groupe faisant partie de la rébellion. Il a la particularité d'être un opportuniste. Il a ainsi pu faire face aux différents soubresauts de l'histoire afghane, notamment au passage des Taliban.



➤ Le *Mollah Omar*

Le mouvement des Taliban n'est pas une entité homogène. Il rassemble différents courants. Des luttes d'influence existent donc en son sein.



➤ Les Haqqani

Un courant est dirigé par les Haqqani.

Jalaluddin Haqqani est décédé (photo ci-contre). Mais son fils lui a succédé.



➤ Mansour Dadullah

Certains de ces courants sont intéressés par *Al-Qaeda* et les méthodes radicales. Parmi les personnes qui se sont rapprochées de l'organisation, on trouve notamment Mansour Dadullah, arrêté au début 2008 par les autorités pakistanaises.

Il faisait en quelque sorte de l'ombre au *Mollah Omar*.

Ces oppositions de personnes attestent de la division interne du mouvement Taliban.

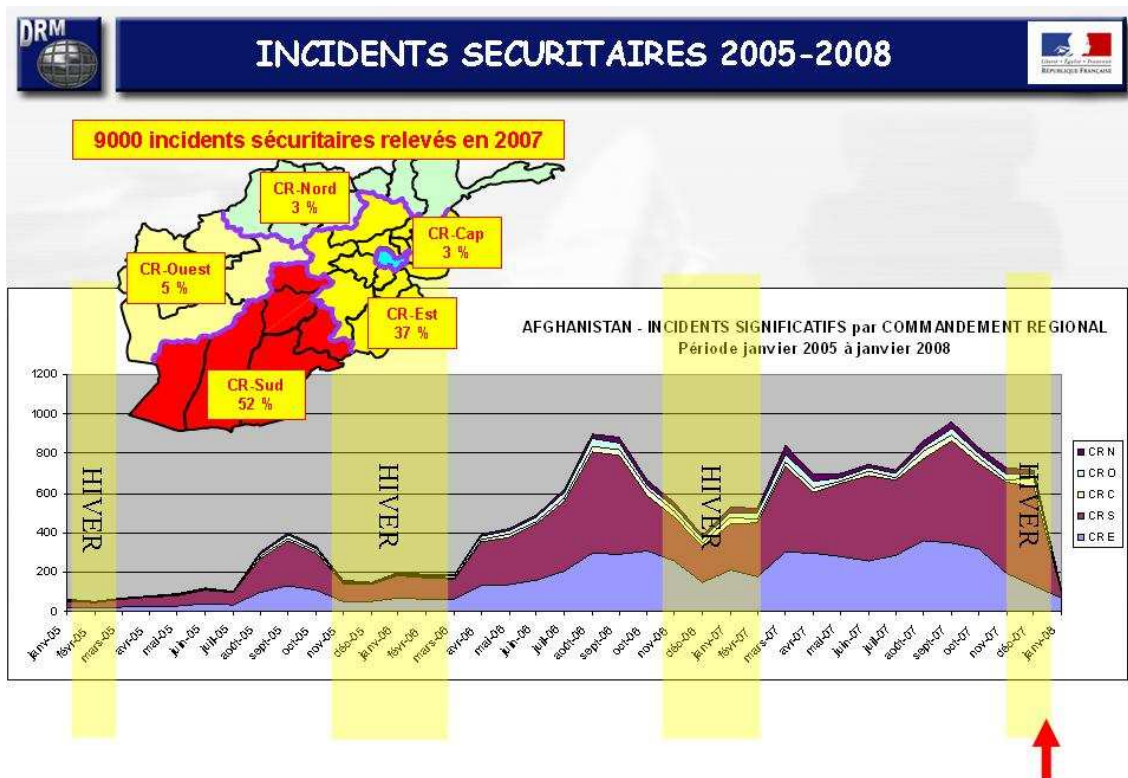


Le dispositif ennemi comprend un noyau dur d'environ 10 000 personnes. Certaines ne participent aux opérations que de manière occasionnelle. Il s'agit d'Afghans qui ne rejoignent la rébellion que de manière ponctuelle. Ils veulent souvent se venger d'une action de la Coalition, notamment des dégâts collatéraux qu'elle a pu engendrer.

Il faut également prendre en compte la dimension « grand banditisme ». Le trafic de drogue représente des enjeux financiers tellement importants qu'ils peuvent justifier des actions contre la Coalition. Ces opérations n'ont rien à voir avec les objectifs initiaux de la rébellion, c'est-à-dire essentiellement de faire partir les troupes occidentales, mais doivent permettre à certains Afghans de préserver leurs trafics.

Les tendances récentes

Ce graphique présente de manière simplifiée la situation sécuritaire.



En abscisse, les incidents sont répertoriés de janvier 2005 à janvier 2008. Ils sont répartis par commandements régionaux.

On constate que l'Est et le Sud sont beaucoup plus touchés que le reste du pays. Cette tendance s'est développée à partir de juillet 2005. Les troupes de l'OTAN se sont déployées dans des zones à partir de cette époque. Elles ont dérangé les Taliban dans leur sanctuaire. Auparavant, les forces de l'opération *Enduring Freedom* menaient des opérations beaucoup plus ciblées contre les terroristes.

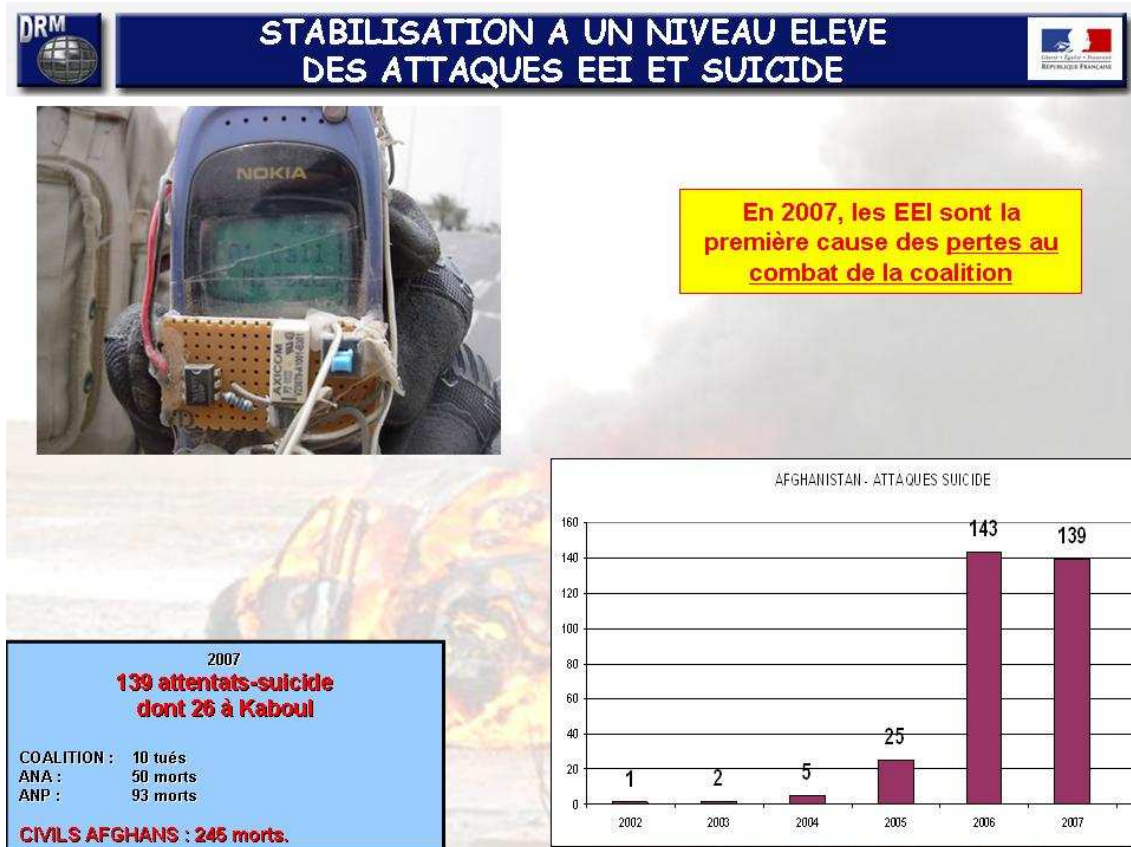
En 2007, année record, près de 9 000 incidents ont eu lieu. Ils se concentrent essentiellement dans le *Regional Command* Sud. Celui-ci rassemble 52 % des incidents. Le *Regional Command* Est en concentre pour sa part 37 %.

Seulement 3 % des événements ont concerné le *Regional Command* Capitale. Mais il s'agit toutefois de la capitale du pays. Le gouvernement, l'état-major de la FIAS et de nombreuses administrations y sont présents. Les faits qui s'y produisent connaissent toujours une certaine médiatisation. Cette zone constitue donc une véritable caisse de résonance pour les actions de la rébellion.

Les problèmes du *Regional Command* Ouest semblent marginaux. Mais si le dispositif de la FIAS évolue en développant une implantation plus lourde dans cette zone, il n'est pas exclu que ce niveau de violence augmente. Les Taliban doivent faire face à une pression de la Coalition dans le Sud. Ils pourraient donc faire basculer leur centre de gravité, notamment une partie de leurs structures de commandement et de logistique, dans la partie Ouest du pays.

L'OTAN serait alors obligée de modifier son dispositif. Le risque serait une augmentation de l'insécurité dans ces provinces.

La stabilisation à un niveau élevé des attaques suicides et par engins explosifs improvisés (EEI) est la tendance principale qui se dessine en 2007. Elle ne devrait pas être démentie en 2008.



Les EEI sont des dispositifs de circonstance. Ils utilisent par exemple des obus ou des roquettes auxquels est ajouté un dispositif de mise à feu « bricolé » (sur la photo un téléphone portable). Généralement, ces dispositifs sont enterrés sur un chemin emprunté fréquemment par la Coalition.

L'avantage de cette méthode est de ne pas exposer les combattants. Ils disposent en quelque sorte d'une distance de sécurité puisque la mise à feu se fait par radio ou téléphone. Ils ne sont donc pas à côté de l'engin. Ils permettent de développer une logique de harcèlement.

En 2007, les EEI ont été la première cause de pertes au combat pour la Coalition. Depuis 2001, les Taliban ont compris que l'affrontement direct au sol se traduit généralement par des pertes dans leurs rangs. La solution pour mener la campagne de guérilla passe donc par des moyens indirects comme les EEI. Les roquettes tirées sur les emprises de la Coalition sont une autre méthode indirecte.

Dès 2005, des attentats suicides ont été organisés. Le recours à ce type de technique ne correspond pas aux *modus operandi* traditionnels des Afghans. Il s'agit plutôt d'un procédé utilisé par le djihadisme international, notamment *Al-Qaeda*.

En 2007, nous avons eu la confirmation que cette tendance se renforçait. Il y a bien eu une appropriation par la rébellion afghane de méthodes d'*Al-Qaeda*. Le nombre des attentats suicides s'est stabilisé autour de 140 par an.

En réalité, cette technique pose de nombreux problèmes à la rébellion. Tout d'abord, il faut parvenir à recruter. Ensuite, il faut être capable de mettre en œuvre. Certains attentats suicides sont peu élaborés, une personne portant un gilet explosif par exemple. Mais d'autres sont plus complexes. Il y a parfois recours à un véhicule équipé d'explosif. Il faut nécessairement plus de logistique.

En 2007, 27 attentats ont eu lieu à Kaboul. La rébellion a pleinement joué sur l'effet d'amplification de la capitale.

Les principales victimes de ces attentats suicides sont des civils afghans.

Prédictions

➤ La Coalition

L'OTAN est une coalition formée d'armées modernes, capables de soutenir un rythme opérationnel élevé. Elle dispose de différentes composantes (terrestre et aérienne). Le dispositif fonctionne. Il n'y a ainsi pas eu d'offensive de printemps des Taliban. Cette absence s'explique par la pression militaire de l'OTAN.

Mais l'Organisation va rester confrontée à l'une de ses limites : son manque de permanence sur le terrain. La Coalition ne dispose pas d'assez de troupes. Dès que ses forces se retirent d'un district, le vide est immédiatement comblé par la rébellion. Ce phénomène ne changera pas en 2008.

➤ Les insurgés

Ils vont continuer leurs actions de harcèlement. Leurs techniques, notamment l'emploi des EEI, fonctionnent. Il n'y a donc pas de raison qu'ils modifient leurs manières de procéder.

Ils vont tenter de s'étendre vers l'Ouest. Ils subissent en effet une importante pression dans le Sud.

Ils vont également chercher à organiser des actions de plus en plus médiatiques. Le 14 janvier 2008, un attentat visait l'hôtel Serena, à Kaboul. Il est révélateur de l'appropriation des techniques d'*Al-Qaeda* par les Taliban. Un commando suicide composé d'Afghans a utilisé des uniformes de la police. Fort d'au moins quatre hommes, deux de ses membres portaient des gilets de charges explosives. Un autre binôme, équipé de kalachnikovs et de grenades, a forcé le passage du service de sécurité pour que les kamikazes puissent pénétrer au cœur de l'hôtel. L'établissement accueillait le ministre des Affaires étrangères norvégien et des membres de différentes ONG. Il abritait également l'ambassade d'Australie.

Cette opération a eu un très fort impact médiatique. La tendance à l'utilisation de ces techniques devrait perdurer en 2008.

➤ L'Armée nationale afghane (ANA)

Nous sommes confrontés à un retard dans la montée en puissance de l'ANA. L'objectif initial était de 70 000 hommes. Il a été porté à 82 000, puis à 86 000 (juin 2007).

Dans l'esprit des Afghans, une armée nationale crédible doit être une force de 150 000 hommes. Une telle dimension pose de nombreux problèmes (financement, recrutement, fidélisation...). Actuellement, l'Armée nationale rassemble 30 000 hommes. Malgré les déclarations du ministre de la Défense afghan sur la montée en puissance de cette force, nous sommes très loin d'avoir atteint les objectifs. Ce constat n'évoluera pas en 2008.

➤ Le processus de négociation

Il a été entamé dès 2002 par le Président Karzaï. Il s'agit d'un processus de réconciliation nationale. Plus le temps passe, plus le Président fait de gestes d'ouverture en direction des Taliban les plus modérés, les moins impliqués dans les actions violentes et les moins proches d'*Al-Qaeda*.

Je pense que ce processus n'évoluera pas significativement en 2008. Il n'y aura pas de succès rapides de cette politique de réconciliation nationale. Les Taliban et, plus largement, la rébellion rejettent la présence internationale. La légitimité d'Hamid Karzaï est contestée. Dans la presse de la région, il est décrit comme une marionnette de l'Occident. C'est une rhétorique désormais habituelle. Ce jugement négatif ne changera pas.

2.4 – Les ONG dans la tourmente

Intervenant : Alain Boinet, Président de Solidarités

Solidarités est une association d'aide humanitaire internationale. Nous sommes aujourd'hui présents dans quinze pays (Soudan, Darfour, République démocratique du Congo, Afghanistan...). Nous intervenons dans des États en guerre ou victimes de catastrophes naturelles. Nous agissons pour de l'urgence humanitaire. Mais nous prolongeons nos actions par des programmes de reconstruction, pour accompagner les processus de sortie de crise. Nos opérations sont réalisées au profit des populations. Nous disposons à l'heure actuelle de 170 expatriés qui y participent sur le terrain. Nous pouvons compter également sur 1 500 nationaux. Notre siège se situe à Paris. Bien que peu connue, Solidarités est sans doute la cinquième association d'aide humanitaire française (en termes de volume).

L'évolution de la situation des ONG en Afghanistan

Les ONG sont en réalité dans la tourmente en Afghanistan depuis l'origine (1980). J'ai réalisé une première mission en décembre 1980. Cette mission et la suite que nous lui avons donnée ont été les fondements de Solidarités. La dimension humanitaire de l'association est en quelque sorte apparue en Afghanistan.

En près de trente ans, les ONG ont connu cinq périodes sur le terrain :

- L'occupation soviétique et la résistance afghane (1979-1988)
- La période Najibullah (1989-1992)¹⁹

¹⁹ NDLR – Pachoune né en 1947, Mohammed Najibullah a rejoint très tôt le Parti démocratique du peuple afghan (PDPA-communiste). Exilé et destitué de sa nationalité à la fin des années 1970, il revient dans son pays au moment de l'invasion soviétique. Il devient chef de la police secrète afghane que le gouvernement de Babrak Karmal a créée. Il est désigné chef de l'État en 1987 par une *Loya Jirga*, peu après le départ des troupes soviétiques du pays. Il ne parvient pas à fuir Kaboul lorsque celle-ci tombe entre les mains des Taliban et reste enfermé dans le bâtiment des Nations Unies. Il sera finalement exécuté d'une façon horrible en 1996.

➤ Une période intermédiaire (1992-1996)

À partir de novembre 1994, le pays connaît la montée en puissance des Taliban. Cette tendance s'est confirmée avec la prise de Kaboul en septembre 1996.

➤ La période des Taliban (1996-2001)

➤ La période actuelle

Ces périodes de tourmente se sont enchaînées. Nous sommes en Afghanistan pour aider les populations qui en sont victimes. Dès 1980, les Afghans ont subi une guerre qu'ils n'avaient pas choisie. Ils l'ont faite.

Le pays est en effet l'un des plus pauvres du monde. L'espérance de vie est très faible (autour de quarante ans). Un enfant sur quatre y meurt avant l'âge de cinq ans.

Tous les problèmes du pays viennent de la période née de l'invasion soviétique. Au cours des cinq ères, il y a toujours eu les mêmes acteurs (afghans et internationaux). Ils sont encore présents aujourd'hui. Mais les rôles ont parfois évolué.

L'aide humanitaire a débuté en 1980 avec quelques associations. Entre juillet et décembre, les premières missions ont été organisées par Médecins sans frontières, Médecins du monde, Action contre la faim et Solidarités. À l'époque, il n'y avait que des ONG françaises présentes en Afghanistan. Il s'agissait de la période où la notion de devoir d'ingérence est apparue. Nous nous sommes effectivement ingérés dans les affaires afghanes pour aider les populations à faire face à une guerre dont elles étaient les victimes.

En 10 ans, les conflits et les violences ont fait environ un million de morts dans le pays.

L'Afghanistan est composé de populations très rudes mais très hospitalières et combatives. Ces traits n'ont pas changé.

Durant la période des Taliban, il a été très difficile de mobiliser des ressources financières pour développer l'aide humanitaire. Comme environ les neuf dixièmes du territoire afghan étaient sous leur contrôle, il y avait peu de ressources du côté institutionnel²⁰.

Une cinquantaine d'ONG agissait effectivement sur le terrain. Nous intervenions à la fois dans les zones contrôlées par Massoud et dans celles aux mains des Taliban. Nous n'avions quasiment aucun problème à franchir les lignes de front. Les différents camps acceptaient parfaitement que les ONG travaillent des deux côtés.

Après le départ des Taliban du pouvoir, la mobilisation de la communauté internationale a été bien supérieure. De nombreuses autres ONG se sont alors déployées sur le terrain. Il y en a environ 300 aujourd'hui. Certains ont parlé de plus d'un millier d'associations afghanes. En réalité, en termes de volume d'action, il existe sans doute une centaine d'ONG véritablement significatives.

²⁰ Seuls 15 % du territoire échappaient à leur contrôle, au Nord du pays. Cette zone était protégée par les forces du commandant Massoud et de l'Alliance du Nord.

Les agences des États-Unis et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sont également présents. D'autres acteurs sont aussi sur le terrain, notamment des entreprises. Leur champ d'action englobe plutôt la reconstruction et le développement.

Des moyens considérables ont été mobilisés pour l'aide à l'Afghanistan. Mais paradoxalement, dans les zones rurales, qui sont majoritaires dans le pays, les populations ne perçoivent pas véritablement les dividendes de la paix en matière de reconstruction. Il y en a cependant. Des routes ont été reconstruites, des pistes tracées, des écoles ouvertes...²¹. Mais le sentiment qui prévaut dans ces zones rurales est que la reconstruction n'a pas beaucoup d'effets concrets en dehors de Kaboul et des capitales régionales.

Le ratio des aides par habitant est évidemment sans commune mesure avec ce qu'il a pu être pour le Kosovo ou la Bosnie. Il est bien plus faible que ceux consentis pour les pays des Balkans.

La progression de l'influence des Taliban

Les membres des ONG présents sur place constatent depuis plusieurs années une progression de l'influence des Taliban. Cette influence remonte progressivement du Sud vers le Nord. Ce mouvement est pour nous évident.

Les provinces du Wardak et de Ghazni, au centre du pays, essentiellement pachtounes (mais également hazâras²²) en sont des illustrations. Les mouvements qui les concernent sont progressifs. Ils ne sont pas visibles. Ils ne se matérialisent ni par des incidents ni par de véritables combats. Des événements surviennent toutefois dans ces provinces. Lorsque le général Georgelin s'est rendu dans le Wardak, des roquettes ont ainsi été tirées. De même, lorsque le Président Karzaï est allé inaugurer des écoles dans la province de Ghazni, des roquettes sont tombées à quelques dizaines de mètres de lui. Les Afghans de ces régions expliquent que si les capitales des provinces sont contrôlées – l'ANA et les administrations y étant présentes –, le reste de ces zones est aux mains des Taliban.

Contrôler par les Taliban ne signifie pas que des détachements organisés venant de Kandahar sont installés dans ces régions. Ce sont des personnes qui faisaient partie du mouvement Taliban avant 2001 et qui ont gardé leurs armes. Ils vivent dans leurs villages avec leurs familles. Mais progressivement ils reprennent les armes.

Il ne s'agit donc pas d'unités militaires au sens où nous l'entendons. Ces mouvements naissent et se développent directement dans la population. Lorsque je discute avec un responsable afghan et qu'il me demande de venir en Wardak pour aider les paysans, je lui réponds que nous ne pouvons pas nous y rendre car les Taliban sont présents. Il me dit alors que cela ne pose pas de problèmes et qu'il va leur demander l'autorisation.

Récemment, des diplomates britanniques et irlandais ont été expulsés du pays à la demande des autorités afghanes. Ils négociaient en effet avec les Taliban. Beaucoup d'acteurs parlent en réalité aujourd'hui avec eux. Dans certaines régions, des campagnes de vaccination ont été organisées à l'initiative de l'UNICEF avec leur accord.

²¹ Six millions d'enfants sont ainsi scolarisés, dont deux millions de filles.

²² NDLR – Populations d'origine mongole, les Hazâras vivent dans le centre de l'Afghanistan. Musulmans chiites et parlant le Farsi, ils représentent un peu plus de 25 % de la population totale du pays.

Ces évolutions vont en réalité plus loin. Nous avons des programmes dans les quartiers périphériques de Kaboul, qui ont accueilli beaucoup de réfugiés venant du Pakistan (accès à l'eau potable, assainissement...). Nous en développons également dans la province de Samangân et dans celles peuplées d'Hazâras. Un tir de roquette a visé Bâmiyân, qui est en plein pays hazâra. Les Hazâras n'ont aucune envie que les Taliban, pachtoune, reviennent. Les affrontements entre eux ont été sévères par le passé.

Les problèmes remontent même encore plus au haut dans le Nord.

Il ne faut toutefois pas systématiquement assimiler Taliban et Pachtoune. J'ai vu des unités composées de Taliban hazâras. Nous savons que des Taliban tadjiks se situent dans la région de Faizâbâd. Par rapport à l'ensemble de la répartition ethnique, ces cas sont évidemment marginaux. Mais ils existent, montrant que la réalité est plus complexe que l'on ne l'a décrite.

Les Taliban ne sont pas un mouvement unitaire. L'ensemble n'est pas radical dans sa totalité. Jean-François Deniau indiquait ainsi, lors d'un débat télévisé avec Bernard-Henri Lévy, qu'il n'existait sans doute pas de Taliban modérés mais qu'il y avait bien des Afghans modérément Taliban. Je pense que cette vision est juste.

Même dans les zones hazâras, l'influence des Taliban se fait désormais sentir. Beaucoup de Tadjiks, qui étaient pourtant proches de Massoud pendant la guerre contre les Soviétiques, se sont rapprochés des Taliban lorsque des combats sont survenus entre les Hazâras et eux. Les individus défendent leurs intérêts immédiats. Les Tadjiks sont minoritaires dans les zones hazâras. Mais ils peuvent être majoritaires dans certains districts, vallées et villages. Ils se sont alliés aux Taliban contre les Hazâras qui les menaçaient.

Cette tendance à une extension de l'influence des Taliban s'est matérialisée par une série d'enlèvements, en particulier dans la zone de Konduz. Numériquement, ils ne sont pas très nombreux. Mais ils ont eu lieu. Pour les ONG, ces enlèvements constituent un problème très délicat. Céline Cordelier et Éric Damfreville, de Terre d'Enfance, ont ainsi connu 38 jours de détention²³. Des Allemands et des Sud-Coréens ont également été enlevés. Les premiers étaient pourtant accompagnés d'une équipe de la police afghane. Mais ce sont les policiers qui les ont remis à des Taliban, dont le chef exerçait d'ailleurs des fonctions dans des structures gouvernementales à Kaboul. Il ne faut toutefois pas en conclure que tous les policiers ont recours à ce type de pratiques.

Par ailleurs, les attentats, comme l'attaque de l'hôtel Serena, sont également des signaux. Nous sommes contraints de prendre des mesures de sécurité. Mais plus nous en prenons, plus nous nous isolons des Afghans. Les contacts sont moins nombreux. Les populations ont tendance à nous percevoir comme des personnes extérieures à leur vie quotidienne.

Depuis 2002, il n'y a quasiment plus d'expatriés humanitaires dans les zones du Sud et de l'Est, où se trouvent l'essentiel des forces Taliban et où se déroule la majorité des incidents. Les derniers sont basés dans quelques villes. Celles-ci leurs permettent d'être protégés. Nous recourons donc à des Afghans, qui mènent les programmes parce qu'ils ont directement accès aux populations. Malheureusement, certains d'entre eux ont été tués parce qu'ils travaillaient pour des ONG.

²³ NDLR – Les deux travailleurs humanitaires ainsi que leurs trois accompagnants afghans avaient été enlevés le 3 avril 2007 dans la province de Nimroz. Ils ont été libérés les 28 avril et 11 mai suivants.

Dans le Laghmân et la Kounar, les Taliban sont allés dans les villages, de maison en maison, pour dire aux Afghans qu'il ne fallait plus qu'ils travaillent avec nous. Il faut bien distinguer leur activité militaire de leurs activités sociale et politique. Avant de passer à l'action, ils commencent toujours par travailler dans ces domaines. C'est sans doute ce qui se passe à l'heure actuelle.

J'ai fait de nombreuses missions dans le pays. Dans les années 1980, nous partions du Pakistan, accompagnés de groupes de *Moudjahidin*. Habillés comme des Afghans, nous passions par les villes frontalières, notamment dans le Waziristân. Ces zones nous étaient interdites. Mais nous étions accompagnés d'Afghans. Aujourd'hui, ce type de pratiques est inconcevable.

En 1988, dans la *Khyber Pass*, les officiers pakistanais nous indiquaient que la tribu pathane de la zone rassemblait un million de personnes et qu'elle disposait de 50 000 fusils. Aujourd'hui, ses membres reçoivent des lance-roquettes antichars, des mitrailleuses... ce phénomène concerne toutes les autres tribus pachtones.

En 1998, lorsque le 20 août des frappes américaines ont touché différents objectifs à Khartoum mais également en Afghanistan, un de nos amis afghans nous a dit que toutes les Zones tribales étaient contrôlées par les Taliban. Le mouvement que nous découvrons en ce moment a commencé il y a très longtemps. Il est très profond. Il s'étend. Il ne s'agit pas de modifications récentes liées à l'arrivée des membres d'*Al-Qaeda*. Mais la jonction entre les Taliban et ces acteurs pose un vrai problème. Elle a changé la donne.

Pour les ONG, l'accès aux populations qui ont besoin de secours est l'élément le plus important. Dans ce domaine, nous sommes face à un constat d'échec. C'est pourquoi nous prenons des risques. Mais en réalité, la question de l'aide aux populations n'est pas seulement un enjeu pour les humanitaires. C'est le problème-clé de la situation afghane.

Nous ne faisons pas face à une guerre totale. Dans ce conflit, il n'y aura jamais de victoire totale. De plus en plus d'acteurs considèrent qu'il ne peut y avoir de victoire militaire. Il faut donc une alternative. Pour nous, l'approche la plus pertinente est communautaire. Dans l'aide humanitaire comme dans la reconstruction, il faut travailler avec les villages. C'est la population qui nous protège. Mais cette réalité concerne en fait tous les acteurs.

Nous devrions donc être un peu moins ethnocentriques et faire un peu plus d'anthropologie et d'ethnologie pour comprendre le pays. Si nous ne comprenons pas les personnes qui détiennent la réponse à long terme, nous ne pouvons pas réellement progresser.

La solution à long terme est bien l'« afghanisation ». Mais nous en percevons bien toutes les difficultés. Cet objectif est notamment difficile à mettre en relation avec les demandes du Président Karzaï. Celui-ci voudrait une présence militaire étrangère pour les dix prochaines années. Pourtant, nous semblons aux limites de nos capacités, alors que l'insurrection progresse manifestement. Je suis donc assez inquiet pour le pays, notamment pour les populations. Je crains que le titre de l'ouvrage d'Olivier Roy, *L'Afghanistan, l'éternité en guerre*, ne se vérifie, même si je ne le souhaite pas²⁴.

²⁴ Roy (Olivier) : Textes, Guerillot (Philippe) : Photographies, *L'Afghanistan, l'éternité en guerre*, Montrouge, Éditions de la Nef, 1986.

2.5 – Débat avec la salle

Questions

- Existe-t-il actuellement des recherches visant à trouver des maladies ou des insectes permettant d'éradiquer le pavot ?
- Des techniques sont-elles développées pour lutter contre les engins explosifs improvisés ?
- Quelles sont les raisons expliquant la difficile montée en puissance de l'Armée nationale afghane ?
- Le retour des Taliban au pouvoir en Afghanistan n'aurait-il pas comme conséquence de faire chuter la production de drogue du pays ?

Réponse de Frédéric Lefèvre

Un effort est réalisé pour lutter contre les engins explosifs improvisés. Cette démarche repose sur un volet technologique. Un des systèmes de déclenchement privilégié est le téléphone portable. Il s'agit d'un moyen radioélectrique contre lequel nous pouvons agir. Si nous parvenons à le brouiller, nous empêchons le déclenchement de l'engin. Les forces de la coalition sont équipées de brouilleurs.

Mais cette technique n'est pas un remède universel. Les Taliban ont compris que nous disposions de la technologie de notre côté et que nous étions capables d'équiper nos véhicules de brouilleurs. Ils sont donc revenus à des systèmes plus rustiques, avec des fils à traction par exemple. La lutte contre les EEI est en quelque sorte sans fin.

Par ailleurs, des efforts ont été réalisés pour renforcer les protections, en particulier le blindage. Nous continuons de progresser, par exemple avec l'adjonction de céramique. Au Liban en 2006, les combattants du *Hezbollah* sont toutefois parvenus à arracher les tourelles de certains chars Merkava en utilisant des charges de plus de 200 kilos d'explosif²⁵. Même avec des modifications significatives, l'ennemi trouvera toujours les moyens de venir à bout de nos protections.

L'ANA est actuellement composée de cinq corps d'armée. La différence entre l'objectif et la réalité a plusieurs causes. Le recrutement a été initié en 2002-2003. Les premiers contrats duraient cinq ans. La première vague de contractuels va donc partir de l'institution car beaucoup ne veulent pas se réengager.

Par ailleurs, l'ANA est un ensemble disparate. Certains officiers ont été formés à l'école soviétique. D'autres sont d'anciens *Moudjahidin* qui ont, à l'inverse, combattu contre les troupes soviétiques.

De même, il n'existe pas de corps de sous-officiers.

Enfin, les concepts de logistique et d'organisation sont assez largement étrangers aux Afghans. La rigueur des armées occidentales leur est inconnue. Lorsque l'on observe les membres de l'ANA à l'instruction ou au combat, on constate qu'ils sont de bons combattants. Les actes élémentaires du

²⁵ NDLR – Le Merkava est le principal char d'assaut israélien. Entièrement de conception nationale, il pèse plus de 60 tonnes.

combat sont maîtrisés. Mais dès que des opérations complexes doivent être menées, mêlant actions de fantassins, de l'artillerie et de l'aviation, les manques apparaissent très rapidement. De même, lorsqu'il faut concevoir des missions qui durent, le besoin de logistique est présent.

Réponse de Georges Estievenart

Des méthodes éprouvées existent pour lutter contre la culture de la drogue. Elles ont été expérimentées dans d'autres parties du monde. Elles donnent des résultats. J'imagine qu'il existe des études sur ces questions. Il y en a toujours.

Parmi ces méthodes, on trouve l'éradication par des moyens chimiques. C'est la solution que les Américains prônent pour l'Afghanistan (comme ils l'ont prônée pour la Bolivie et la Colombie).

Une autre méthode est la reconversion de la matière première vers des produits légaux. Le Conseil de Senlis a ainsi fait une proposition pour l'Afghanistan allant en ce sens²⁶. Elle vise à créer un véritable marché de la morphine dans le Tiers-monde. Cette morphine serait produite à partir du pavot afghan. Cette solution permettrait de maintenir cette production sous une forme légalisée.

Toutes ces méthodes peuvent avoir techniquement une pertinence. Dans certaines circonstances, elles peuvent même être appliquées avec succès. Mais vouloir en faire la solution à l'ensemble des problèmes du pays est illusoire. Utiliser des produits chimiques ou des insectes pour éradiquer les cultures peut fonctionner techniquement, surtout si vous disposez de forces de l'ordre en nombre. Mais que ferez-vous des paysans ?

La survie de la population est bien la question fondamentale en Afghanistan. Il faut pouvoir proposer des solutions économiques et sociales. Il existe une panoplie d'actions « de substitution ». Il s'agit de remplacer la culture du pavot par celles de l'amande, de la pistache du haricot... Il existe des traditions de culture dans le pays. Mais ces substitutions ne vont pas résoudre le problème de la survie des populations. L'Afghanistan est à la 174^{ème} place (sur 177) du palmarès du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Pour inverser la mécanique, il faut se donner les moyens de recréer une véritable économie en Afghanistan. Pour y parvenir, il faut beaucoup plus de ressources externes. Les financements apportés jusqu'à maintenant n'ont pas été suffisants. Les opérations pour la reconstruction économique du pays ont été conçues pour ne pas coûter très cher. De plus, les efforts financiers vont d'abord à l'amélioration des moyens militaires.

Réponse d'Alain Boinet

La communauté internationale a investi deux milliards de dollars pour lutter contre la production de pavot. Un responsable français affirmait il y a quelques temps que la meilleure solution serait sans doute d'acheter la production. Le coût serait d'environ un milliard de dollars.

À l'heure actuelle, le président Karzaï s'oppose aux épandages de produits chimiques. Il considère que les destructions de culture pousseraient dans les bras des Taliban des centaines de milliers de personnes. Cette analyse est largement partagée. Certains militaires au sein de l'OTAN

²⁶ NDLR – Le Conseil de Senlis est un *think tank* traitant des questions internationales. Il dispose de bureaux à Kaboul, Londres, Ottawa, Bruxelles, Paris et Rio de Janeiro.

affirment même que l'Organisation n'a aucun mandat dans ce domaine. Les Britanniques ont ainsi clairement fait savoir qu'ils ne voulaient pas s'engager dans cette voie.

Il faut massivement investir dans le domaine agricole. La Banque mondiale a ainsi redécouvert récemment que l'agriculture était une vraie composante des politiques de développement. En Afghanistan, c'est particulièrement le cas.

Des efforts existent déjà. Des politiques d'aides financières ont été mises en place dans quatre ou cinq provinces, dans lesquelles il y a très peu de culture de pavot. Elles permettent de développer la production de certaines cultures particulières. Mais ces moyens sont encore insuffisants.

La problématique démographique est par ailleurs fondamentale. Lorsque nous sommes arrivés en Afghanistan en 1980, la population du pays était évaluée à 17 millions de personnes. Les prévisions tablent désormais sur un total de 80 millions en 2050. À l'heure actuelle, malgré les morts de la guerre contre les Soviétiques (estimés à un million de personnes), les Afghans sont entre 26 et 30 millions.

La croissance démographique des jeunes générations (les moins de 30 ans) est très forte. Il faut mesurer ses conséquences, en particulier dans le domaine économique. Les bras seront nombreux pour l'agriculture. Mais ils le seront également pour les activités combattantes. Le pays a en quelque sorte une capacité considérable à remplacer ses combattants tombés.

Ces communautés ont une tradition guerrière très ancienne. Nous devons faire face à un véritable paradoxe. Plus nous leur faisons la guerre, plus nous entretenons la mobilisation combattante des populations et donc la dynamique de l'affrontement. Mais il est très difficile de savoir ce qui arrivera dans le pays si nous stoppons nos opérations militaires.

Réponse de Jean-François Daguzan

En 2001-2002, la Coalition avait promis au Président Karzaï de soutenir les efforts concernant les cultures de substitution. Cet effort devait concerner des moyens financiers, en matériels et en semences. Lors de la récolte de 2003, rien n'avait été mis en place. La hausse de la production d'opium a immédiatement suivi.

3 – Troisième table ronde – Les risques majeurs

PRESIDENCE : *Jean-François Daguzan, Maître de recherche, FRS*

Nous avons utilisé un titre très générique pour intituler cette table ronde. Il s'agit, après des analyses essentiellement sectorielles, de présenter les grandes tendances à l'œuvre en Afghanistan et au Pakistan. Ces mouvements sont inquiétants. Ils concernent notamment la stabilité du Pakistan. Les interventions précédentes ont en effet montré que l'équilibre actuel des forces dans le pays était très instable et qu'il fallait être relativement pessimiste pour l'avenir. Nous allons donc chercher à déterminer si les problématiques déjà évoquées se cristallisent en une véritable situation de crise.

3.1 – *Pouvoir, acteurs et guerre en Afghanistan, de la victoire éclair à la défaite possible*

Intervenant : Gilles Dorronsoro, Professeur à l'Université de Paris I Sorbonne

Il est intéressant de constater le changement de discours au sein de l'OTAN depuis quelques mois. Ce discours se caractérise en réalité par son incohérence. Au sein de l'Organisation, il n'y a pas une voix mais plusieurs, proposant des visions souvent différentes de la situation afghane. Ainsi, des communiqués affirment parfois que des coups majeurs ont été portés aux Talibans. Mais les représentants politiques expliquent dans le même temps que la guerre est en passe d'être perdue. Une série de rapports extrêmement pessimistes a ainsi été rendue publique. De même, parmi les experts, un consensus presque total s'est progressivement développé. Quasiment tous affirment que la situation est de plus en plus grave.

Nous avons donc assisté à un retournement dans les discours. Il est significatif. Pendant des années, la politique concernant l'Afghanistan a reposé sur un déni de la réalité. Je pense que le conflit est perdu depuis décembre 2001. Dès cette époque, je parlais déjà de « néo-Taliban ». La situation a évolué de manière relativement constante. Son aggravation a connu un rythme assez régulier.

En réponse, l'OTAN a multiplié le nombre de ses troupes sur le terrain par trois entre 2003 et 2008. Mais elle continuait à user d'un discours de déni, qui affirmait que la situation n'était pas si mauvaise que certains pouvaient le dire. La crise irakienne a eu évidemment une influence sur l'absence de débats.

Les raisons de l'échec en Afghanistan

L'incohérence occidentale dans la gestion de la situation afghane a plusieurs causes :

➤ La faillite de l'expertise

De décembre 2001 à 2004, une série de déclarations (de journalistes, d'experts du pays, des questions de défense...) est proposée au public. Elles sont d'un très grand optimisme. Certains affirment ainsi qu'« il est peu probable qu'une résistance résiduelle s'installe » et que l'on va assister à « la probable disparition des mouvements radicaux en Afghanistan ».

Cette faillite de l'expertise s'explique par un malentendu : l'extériorité des Taliban à la société afghane. Ce contre-sens a amené à un déni de l'ennemi. Lorsque vous considérez que l'ennemi n'existe pas, vous ne pouvez pas développer de stratégies pour le contrer.

➤ L'absence de stratégie cohérente

Il n'y a donc pas eu de stratégie cohérente mise en place par l'OTAN entre 2001 et 2004. Les troupes américaines étaient durant cette période en nombre trop faible. Les forces de l'ISAF étaient cantonnées à Kaboul et ne pouvaient pas jouer un rôle sécuritaire majeur dans l'ensemble du pays. Les Américains ont par ailleurs accéléré la fragmentation du pays en utilisant des segments tribaux.

Un mouvement prévisible de division des populations s'est donc développé. Il se dessine clairement dès l'été 2002.

➤ Le problème du renseignement

Du fait de la faiblesse des troupes au sol, la stratégie de l'OTAN était fondée avant tout sur le contrôle aérien. Or ce contrôle est complexe, surtout lorsque le renseignement n'est pas toujours de bonne qualité. Une des caractéristiques des opérations de l'Organisation en Afghanistan est la faiblesse du renseignement qu'elles utilisent.

Les bombardements sont effectués à haute altitude, avec des engins extrêmement puissants. Depuis 2003, les pertes civiles significatives sont systématiques. Elles vont mettre les Occidentaux dans une position extrêmement difficile sur le plan des relations publiques. Elles vont également engendrer une rupture avec les populations locales. Cette rupture va s'accroître, d'abord dans le Sud et l'Est du territoire, puis dans l'ensemble du pays.

La stratégie adoptée a donc été de traiter ponctuellement quelques groupes, qui étaient pour certains au Pakistan. Il y a eu une véritable incapacité à comprendre la situation.

➤ L'incapacité à concevoir la reconstruction du pays

La reconstruction a été l'un des éléments les plus révélateurs de cette incapacité à penser une véritable stratégie. Les sommes promises n'ont jamais été allouées. Ces manques ont amené à se poser la question du véritable intérêt de l'Occident pour l'Afghanistan. Des fonds non négligeables ont été transférés. Mais ils ne permettent en aucun cas de reconstruire un pays.

Il y a par ailleurs une absence de cohérence dans la politique de reconstruction. Ce manque concerne les ONG entre elles, mais également les rapports entre les associations et les autorités afghanes et ceux entre les ONG et les gouvernements occidentaux.

La reconstruction a été tellement fragmentaire et ponctuelle qu'il n'existe toujours pas de véritables structures d'État en Afghanistan. Contrairement aux discours officiels – « la reconstruction progresse malgré quelques problèmes » –, nous constatons une dés-institutionnalisation du pays. Le pouvoir est moins centralisé et moins fort qu'avant 2001. Les Taliban avaient ramené le pays au Moyen-âge. Mais ils contrôlaient 80 à 90 % du territoire. Ils sont parvenus à des résultats que nous sommes incapables d'atteindre à l'heure actuelle. Ils ont par exemple interdit la culture du pavot dans de très nombreuses régions.

Ces questions de fond ne vont pas disparaître. Personne ne s'attend à ce que la reconstruction du pays soit plus efficace dans les mois à venir.

➤ L'échec du reformatage de l'armée afghane

Il s'agissait d'un point clé de la stratégie de reconstruction. Or dans ce domaine, l'échec est cinglant. Malgré les milliards de dollars alloués par les pays occidentaux, les soldes des militaires afghans sont demeurées très basses. Cette incohérence explique partiellement les taux significatifs de désertion (entre 20 et 30 %).

Par ailleurs, il existe un véritable problème de qualification de ces soldats. Aujourd'hui, des opérations sont ponctuellement organisées, au cours desquelles les troupes afghanes opèrent seules. Mais elles sont parfois douteuses. Surtout, elles sont extrêmement limitées.

Les perceptions des Afghans évoluent. Ils ne voient pas les Occidentaux gagner sur le long terme. Recruter de manière stable une armée devient donc de plus en plus difficile.

La dynamique actuelle de la guérilla

Les Taliban constituent un groupe solide, fondé sur des solidarités religieuses. Il s'agit d'un élément particulièrement significatif. Ils sont ainsi souvent passés au sein des mêmes *madrasas*. Ce groupe ne s'est jamais véritablement divisé. Il existe des personnes qui font individuellement partie du mouvement. Mais il n'y a jamais eu de scissions véritables en son sein.

Depuis 1978, il y a très rarement eu en Afghanistan un mouvement politique parvenant à fonctionner de la sorte. C'est finalement un cas très spécifique.

Par ailleurs, les Taliban jouissent d'une très grande popularité dans le pays, en particulier dans l'Ouest.

Le mouvement s'appuie sur des réseaux transnationaux solides.

Il dispose d'une hiérarchie, d'une organisation et de ressources. Il a également un sanctuaire.

Il n'y a donc pas de raison que ce mouvement s'effondre à court terme. La guérilla qu'il mène ne va pas s'arrêter dans les mois à venir.

Il existe de plus un problème concernant les cadres d'interprétation de la guerre. Il s'agit de la question du sens donné au combat actuel.

En 2001, deux systèmes s'opposaient :

➤ Celui des Occidentaux et de leurs alliés afghans

Ils affirmaient que les derniers Taliban étaient des terroristes pachtounes, agents de l'impérialisme pakistanais.

➤ Celui de nombreux Afghans

Ils considéraient le combat comme un *Djihad*, une guerre sainte. Ils affirmaient qu'il ne s'agissait pas d'une lutte uniquement pachtounes et que tout le pays devait y participer.

Entre 2001 et 2008, nous avons pu observer une homogénéisation de l'Afghanistan comme territoire. C'est une évolution particulièrement inquiétante. Deux dynamiques sont à l'œuvre :

➤ La réimplantation du mouvement Taliban

Ce mouvement est progressif. Des embuscades sont désormais organisées à proximité de Kaboul. Par ailleurs, plusieurs groupes conséquents (plusieurs dizaines de personnes) ont également été interceptés ces derniers temps à quelques dizaines de kilomètres au Nord de la capitale. Ce sont des signes.

Les zones conflictuelles ont tendance à s'étendre. Les Taliban envoient des troupes, en passant notamment par les zones du centre. En théorie, ces provinces sont neutralisées. Mais en pratique, les populations qui les occupent font de plus en plus souvent alliance avec les Taliban.

Par ailleurs, des groupes autonomes sont apparus dans le Nord. Ils sont notamment liés au trafic de drogue. De même, l'action de groupes fondamentalistes s'est également développée dans ces zones. Il ne faut pas confondre les deux réalités : le fondamentalisme n'est pas limité, ne se réduit pas aux Taliban en Afghanistan.

Ces ensembles s'engagent dans le combat. Le cadre d'interprétation du *Djihad* est donc celui qui domine désormais en Afghanistan. Cette guerre est de plus en plus perçue comme une guerre sainte. Celle-ci suppose des ressources spécifiques, en particulier la mobilisation de réseaux religieux.

Les personnes qui soutiennent la Coalition et le régime sont en quelque sorte perçues de la même manière que les collaborateurs des Soviétiques dans les années 1980. Les Occidentaux s'appuient d'ailleurs sur des groupes sociaux qui sont un peu les mêmes que ceux qui soutenaient l'Armée rouge à cette époque (bourgeoisies de Kaboul et des régions du Nord).

Il y a donc une transformation idéologique.

➤ L'introduction d'innovations tactiques

Dans les combats, les Taliban ont commis des erreurs majeures au niveau tactique en 2001. Ils ont notamment cherché à tenir les villes, en particulier pour des raisons politiques. Ils voulaient en effet montrer qu'ils contrôlaient le pays. Ils sont désormais revenus à ce qu'ils savent faire : la « petite guerre ».

Ces derniers mois, ils ont intégré certaines innovations à leur manière de combattre. Tout d'abord, ils ont développé des techniques de combat indirectes. C'est un véritable changement dans la culture « militaire » des Afghans. Dans les années 1980, les combattants faisaient le coup de feu. Ils montraient de la sorte leur courage. Désormais, des hommes avec des ceintures d'explosif sont utilisés pour des attentats suicides et des bombes sont posées sur les routes. Il ne s'agit plus d'une culture guerrière mais d'une culture de la guérilla.

De même, ils utilisent de plus en plus souvent des systèmes de communication technologiquement développés. Contrairement à l'image souvent utilisée d'une population vivant dans un pays moyenâgeux immuable, les Afghans disposent de téléphones portables. Ils peuvent ainsi communiquer à un niveau transfrontalier.

Bien que très souple dans son organisation, le mouvement est donc structuré. Les Taliban construisent un nouveau modèle de guerre. Cette évolution n'était pas possible dans les années 1980-1990.

L'idée qu'il est possible de saper le support local des Taliban en passant des accords dans certaines zones est donc dangereuse. C'est pourtant la stratégie adoptée par les Britanniques. Ils pensent que les techniques de contre-insurrection traditionnelles (en s'entendant avec les chefs de guerre locaux) peuvent fonctionner. Mais aujourd'hui, il existe bien une gestion centralisée du mouvement Taliban au moins dans le Sud et l'Est du pays.

Les stratégies des membres de la Coalition

L'économiste Galbraith avait expliqué que les banques gardent les bénéfices lorsqu'elles parviennent à en faire mais qu'elles cherchent toujours à mutualiser les pertes. La stratégie américaine ressemble un peu au fonctionnement bancaire qu'il a décrit. Lorsque les opérations sont couronnées de succès, ils cherchent à en tirer seuls les dividendes. Lorsqu'elles échouent, ils font le tour des capitales européennes en affirmant que toutes les démocraties occidentales sont concernées et qu'elles doivent envoyer plus d'hommes en Afghanistan.

Mais ces demandes ne sont pas couplées avec un changement de stratégie sur le terrain. Les forces déployées en Afghanistan sont ainsi passées de 20 000 à 60 000 hommes. Mais les résultats demeurent catastrophiques. Pourtant, les Américains demandent encore plus de troupes. Les Européens enverront probablement 15 000 hommes au maximum. Je crains que cela ne change pas le cours de la guerre.

En réalité, plus vous avez de soldats sur le terrain, plus les combats sont nombreux et plus la montée de violence est accélérée. Dans des sociétés de type segmentaire comme l'est celle de l'Afghanistan, les réactions engendrées par une présence accrue de militaires ne sont jamais bonnes.

Au lieu de diminuer le niveau de conflictualité en Afghanistan, il est augmenté. La stratégie américaine ne fonctionne pas. Je ne vois pas comment nous pourrions obtenir, avec des envois marginaux de troupes supplémentaires, un résultat dans les cinq ans. Beaucoup de membres de la Coalition semblent d'ailleurs parfaitement conscients que la stratégie américaine ne fonctionnera pas. S'ils acceptent d'accéder aux demandes des États-Unis, c'est pour éviter une pression diplomatique.

La stratégie britannique repose sur des accords locaux. Un des objectifs poursuivis est probablement de diminuer le niveau de conflictualité. Baisser l'intensité de la conflictualité permettrait d'éviter de provoquer un scandale perpétuel avec les morts de civils, les prisonniers maltraités... La société afghane serait également moins facilement mobilisée contre l'occupant. Surtout, cela permettrait de mettre les Taliban face à leurs contradictions par rapport aux Afghans, qui sont loin de leur être totalement favorables.

Cette stratégie était celle poursuivie par Najibullah après le départ des Soviétiques. Elle n'est évidemment pas très spectaculaire. Elle suppose de connaître parfaitement les mécanismes de contrôle développés par les Taliban sur les campagnes. Elle demande donc du temps.

Malheureusement, nous ne sommes pas sûrs que le régime de Karzaï soit assez fort pour l'appliquer. Sa faiblesse empêche à l'heure actuelle le passage à une véritable phase de négociations. Les Taliban ne veulent même pas parler avec le Président ou ses représentants. Ils considèrent qu'il n'est pas pertinent de le faire.

3.2 – *Le risque nucléaire*

Intervenant : Bruno Tertrais, Maître de recherche, FRS

Le nucléaire pakistanais est le sujet fantasmagique par excellence. C'est en quelque sorte le concentré de tous les cauchemars de l'Occident, souvent résumé par l'expression « la Bombe et les barbus ». J'ai beaucoup travaillé sur le sujet ces dernières années, y compris sur place. Ma conclusion est extrêmement ferme : il n'y a pas lieu de s'inquiéter à court et moyen termes de la question nucléaire pakistanaise.

Il y a, pour schématiser, trois grands types de risques. Ces trois familles de scénarios peuvent concerner le nucléaire pakistanais :

➤ Les scénarios sur l'évolution politique du pays

Deux risques principaux sont mis en avant dans ces scénarios : le « coup d'État islamiste » et la perte de contrôle de l'arsenal.

Même si d'autres sont plus compétents que moi pour porter un avis sur cette question, je pense que l'idée d'un possible coup d'État islamiste n'a pas de sens. Il n'y a pas de courant islamiste suffisamment puissant et unifié au sein du pays pour que ce scénario ait quelque chance que ce soit de se réaliser. Ce constat concerne l'armée comme la société civile. L'islamiste pakistanais n'existe pas. Il existe une nébuleuse de tendances et de courants. Le mode de sélection des élites au sein de l'institution militaire garantit que les officiers les plus fondamentalistes n'accèdent pas aux plus hautes responsabilités.

Quant à la perte de contrôle de l'arsenal, elle supposerait l'effondrement complet du pays. À nouveau, ceci n'a pas de sens à court et moyen termes. J'ajoute que les dépôts d'armes ne sont probablement pas situés dans les régions les plus troublées. Évidemment, nous ne savons pas où ils se trouvent. Mais il serait étonnant que ce soit dans les Zones tribales.

➤ Les scénarios de vol ou de capture d'une arme

Cette famille concerne également la possibilité de vol ou de capture de matières fissiles ou d'un emploi d'armes non autorisé par les autorités. Ces scénarios me semblent fantasmagiques au vu des systèmes de sécurité qui ont été graduellement mis en place depuis 1998. Cette date marque en effet le début d'une réflexion dans le pays sur les procédures de commandement et de contrôle. Cette démarche a amené une institutionnalisation de ces procédures.

Il y a désormais une organisation unique en charge de l'ensemble de la sécurité du nucléaire pakistanais. Elle est également compétente pour l'organisation et l'emploi des forces. Il s'agit de la *Strategic Plans Division* (SPD), dont le chef relève directement du Président.

Il est d'ailleurs intéressant de constater qu'il s'agit désormais d'un civil puisqu'il a quitté les cadres en même temps que Moucharraf. Dans un pays aussi militarisé que le Pakistan, les échelons les plus élevés de la chaîne de contrôle nucléaire sont donc entièrement civils.

La sécurité des sites nucléaires est organisée en trois cercles concentriques. Il existe d'abord des dispositifs propres aux installations et aux laboratoires. Ces sites disposent notamment de leurs propres forces de sécurité. Le deuxième cercle est le plus important. Il s'agit des équipes de surveillance de la *Strategic Plans Division*, qui rassemblent entre 8 000 et 10 000 hommes spécifiquement affectés à la sécurité des installations nucléaires. Enfin, le troisième cercle est

celui de l'*Interservice Intelligence (ISI)*. Les informations disponibles sur cette organisation semblent contredire la vision d'un État dans l'État. Elle n'est pas ou n'est plus une organisation indépendante, mais fait partie intégrante du pouvoir militaire.

Les États-Unis ont offert leur savoir-faire dans le domaine de la sécurisation physique des installations. La négociation entre Pakistanais et Américains sur le type d'aide a été longue et difficile après 2001. Il existe une certaine paranoïa des premiers, qui craignent de laisser s'approcher trop près du cœur de leur système nucléaire les seconds. Il semble donc que l'aide ait été finalement limitée à la partie non strictement nucléaire, à la sécurité physique des sites.

L'arsenal nucléaire pakistanais est, très probablement, d'une taille limitée (sans doute quelques dizaines d'armes). Il est configuré de telle sorte qu'il n'est pas possible d'avoir accès à la fois au lanceur, à l'arme et à son cœur fissile²⁷. Les risques d'emploi non autorisé ou de vol d'un dispositif en état de marche sont donc quasiment nuls.

Il existe un système de contrôle – que l'on qualifierait en France de « gouvernemental » – qui met en œuvre au moins deux personnes, si ce n'est trois, à chaque maillon de la chaîne d'utilisation de l'arme nucléaire. La SPD a ainsi récemment décrit, dans un briefing aux journalistes étrangers, que des codages physiques étaient utilisés pour mettre en œuvre les armes (codes alphanumériques à douze caractères). Il s'agit de systèmes proches de ceux auxquels ont recours des puissances nucléaires plus anciennes.

Un programme d'évaluation des personnels a été mis en place il y a quelques années, sans doute avec l'assistance des États-Unis. La fiabilité des personnels aux postes les plus sensibles du complexe nucléaire – soit 2 000 à 3 000 personnes sur 10 000 d'après les chiffres donnés par les Pakistanais –, est ainsi régulièrement évaluée. Il s'agit d'un programme qui ressemble beaucoup à celui qu'utilisent les États-Unis (*Personnel Reliability Program* – PRP). Les éléments recherchés ne sont toutefois pas forcément les mêmes. Les Américains se préoccupent beaucoup de l'alcoolisme. Au Pakistan, il s'agit essentiellement du fondamentalisme.

➤ Les scénarios concernant les transferts d'équipements et de savoir-faire

Il s'agit des transferts auxquels nous avons pu assister pendant vingt ans sous l'égide d'Abdul Qadeer Khan. Ils n'ont pu avoir lieu qu'avec une certaine complicité d'au moins une partie de l'appareil d'État (variable selon les époques et les circonstances). Mais je pense que ce scénario n'a plus beaucoup de chances de se réaliser aujourd'hui. Les contrôles mis en place ces dernières années ont précisément pour but d'éviter que ces phénomènes puissent se reproduire. Il y a notamment un système concernant les exportations des biens à double usage.

Par ailleurs, j'imagine mal les plus hautes autorités de l'État pakistanais décider par elles-mêmes d'aider un autre pays à se doter de l'arme nucléaire, du moins tant que l'alliance entre les États-Unis et le Pakistan demeurera.

La seule chose que l'on ne peut pas exclure est une « fuite » de savoir-faire par certains scientifiques ou ingénieurs, notamment à la retraite. Le nombre des personnels impliqués dans le programme est en effet important. Je pense bien sûr à l'épisode de l'été 2001 et à la fameuse

²⁷ Il y a séparation des lanceurs et des armes, et des armes et de leurs cœurs fissiles. Elle complexifie d'ailleurs les procédures de temps de crise. Il faut en effet un certain temps pour disposer d'une arme opérationnelle.

« conversation au coin du feu » qui a eu lieu quelque part en Afghanistan entre Ben Laden et deux scientifiques pakistanais (dont un ancien directeur de la *Pakistan Atomic Energy Commission*). Mais il faut rappeler que les programmes nucléaires, au Pakistan comme ailleurs, sont extrêmement compartimentés. De tels transferts de compétences seraient sans doute très limités, probablement insuffisants pour permettre la fabrication d'une arme.

Ce qui me paraît beaucoup plus dangereux est que le plan d'arme d'origine chinoise que M. Khan avait donné aux Libyens a, semble-t-il, été copié et digitalisé²⁸. Il est donc dans la nature, autrement dit à vendre au plus offrant.

Un épisode très embêtant a eu lieu l'été dernier aux États-Unis. Un bombardier a emporté par erreur plusieurs armes entre les bases aériennes de Barksdale et Minot. Il était prévu qu'il n'emmène que des maquettes. Il faut sans doute y voir un effet de la perte de culture de sécurité et plus généralement de culture nucléaire au sein de l'armée américaine. Les États-Unis ont une armée en voie de dénucléarisation. Les Pakistanais ont une armée qui achève sa phase de nucléarisation. Je suis prêt à parier quelques millions de roupies que cet incident n'aurait pas pu avoir lieu au Pakistan.

3.3 – L'armée pakistanaise au péril de ses contradictions

*Intervenant : Jean-Luc Racine, Directeur de recherche,
École des hautes études en sciences sociales*

Le titre de mon intervention devrait sans doute être légèrement modifié. Je ne pense pas que l'armée pakistanaise soit en péril. En revanche, nous pouvons nous demander si le Pakistan l'est, en raison de l'évolution et des contradictions de son armée.

Les particularités de l'armée pakistanaise

Comme l'armée indienne, l'institution militaire pakistanaise est l'héritière de l'armée des Indes britanniques. Mais elle fonctionne selon des modalités très différentes de celles de son homologue.

Le rapport de l'armée et de la nation est le premier problème qui s'est posé après l'indépendance. Le syndrome de la partition était extrêmement présent dans les esprits. Au moment de la création de l'État pakistanaise, l'Islam fut présenté comme un ciment pour la société. Par ailleurs, l'armée était perçue comme le principal instrument de la défense d'une nation se sentant en permanence menacée.

Ce sentiment a été aggravé avec l'échec majeur qu'a représenté la sécession du Bangladesh. Les autorités pakistanaises en ont rendu l'Inde responsable. Delhi a effectivement joué un rôle, cherchant à faciliter la partition. Mais les causes véritables étaient internes au Pakistan. Elles n'étaient d'ailleurs pas que militaires. Zulfikar Ali Bhutto fut l'un des hommes-clés de l'aggravation du problème.

²⁸ Ces plans étaient contenus dans deux sacs d'un teinturier connu d'Islamabad, « Mr. Good Looks ».

Le premier coup d'État militaire réussi a lieu dès 1958. Auparavant, une tentative ratée avait été organisée par des officiers communistes. De même, du côté civil, l'Assemblée constituante avait déjà connu une dissolution. C'est ce qui explique que la constitution pakistanaise ait été adoptée bien plus tardivement que celle de l'Inde et qu'elle n'ait été en application que deux ans à peine. Ainsi, durant les 60 années d'existence du pays, les militaires ont gouverné plus longtemps que les civils.

L'armée pakistanaise est ethniquement « marquée ». Les Penjâbis et, dans une bien moindre mesure, les Pathanes sont largement dominants. Ce phénomène a sans doute eu une influence sur les modalités de la répression développée à certaines époques dans les autres provinces (le Sind et le Baloutchistan).

C'est une armée puissante. Elle rassemble 620 000 hommes, sans compter les forces paramilitaires. Elle dispose d'un budget officiel de quatre milliards de dollars, ce qui représente 3,5 % du PNB du pays. L'armée indienne a deux fois plus d'hommes. Delhi consacre 22 milliards de dollars pour sa défense, soit 2,5 % du PNB. Cette disparité des chiffres pose évidemment un problème pour les militaires pakistanaïses.

Si l'*Interservice Intelligence* (ISI) ne peut être considéré comme un État dans l'État, l'armée l'est. Elle a notamment joué, en de nombreuses occasions, un rôle d'arbitre des querelles entre les partis politiques.

Moucharraf a été général Président jusqu'en novembre 2007. Il a usé, pour gouverner et manipuler les élections, de divers services. Mais en réalité, une bonne partie des cadres politiques civils s'est volontiers prêtée à ce jeu.

Enfin, l'armée est en empire économique. Ayesha Siddiqâ parlait ainsi d'un *Military Business* (Milbus)²⁹. Celui-ci est très dur à évaluer. L'institution militaire représente bien une force économique majeure, sans même considérer son budget ni l'industrie de défense.

L'évolution du contexte stratégique

La perception de la menace a évolué. Traditionnellement, la principale menace pour les Pakistanais est l'Inde. Elle est souvent perçue par l'armée comme un objet pouvant être instrumentalisé.

Au niveau stratégique, les militaires pakistanaïses ont toujours œuvré pour éviter la prise en tenaille entre l'Inde et un régime pro-indien ou proche de Delhi à Kaboul. Lors de l'invasion soviétique, c'était effectivement le cas. Cette crainte est l'une des deux clés des relations afghano-pakistanaïses. La seconde est la contestation de la ligne Durand, frontière qui n'a jamais été véritablement reconnue et qui coupe en deux les zones pachtones.

²⁹ Siddiqâ (Ayesha), *Military Inc. Inside Pakistan's Military Economy*, Londres, Pluto Press, 2007.

La question du *Djihad* et de son instrumentalisation concerne avant tout le Cachemire. La situation est connue et a été largement décrite. Une interrogation est toutefois importante : l'amplification de l'insurrection d'une partie des Cachemiris du côté indien après 1999 a-t-elle été instrumentalisée pour que la province revienne totalement au Pakistan ou pour « enliser » une partie significative de l'armée indienne dans la zone ?

Depuis 1997 et la visite du Président chinois à Islamabad, Pékin a recommandé aux autorités pakistanaïses de ne pas mettre d'huile sur le feu. Cette demande est liée à la peur d'une éventuelle contagion islamiste à partir de l'Afghanistan et d'un Cachemire encore plus radicalisé.

La nucléarisation voulue par l'Inde n'est pas sans avantages pour le Pakistan. Elle a permis l'application du principe de la dissuasion du faible au fort. En réalité, l'Inde ne s'est pas dotée d'armements nucléaires uniquement pour faire face au Pakistan. Les ambitions de Delhi étaient plus vastes.

Mais dès 1999 (un an après les essais nucléaires), nous avons constaté, lors de l'épisode de Kargil, que – malgré les dénégations du régime du général Moucharraf – la volonté de tester la possibilité d'une guerre limitée sous parapluie nucléaire existait. La communauté internationale a réagi très vite. Cette possibilité a été en quelque sorte refusée par l'Inde lorsqu'elle a mobilisé ses troupes en 2002, à la suite de l'attentat organisé contre son Parlement. Nous sommes arrivés, semble-t-il, à une relative maîtrise du risque de glissement d'un conflit localisé vers une opposition beaucoup plus grave.

La solution face à ce risque semble être en partie technique et donc financière. Elle est coûteuse. Le problème de la dissymétrie des moyens budgétaires entre les deux pays est donc très important dans le domaine nucléaire. Pour le Pakistan, la montée en puissance économique de l'Inde, qui lui permet de dépenser plus pour son armée, a des conséquences inquiétantes.

Cette situation est aggravée par le rapprochement indo-américain, même si les négociations sur l'accord sur le nucléaire civil risquent de s'enliser. Elle l'est également par la normalisation relative des relations entre Pékin et Delhi. La Chine est quasiment devenue le deuxième partenaire commercial de l'Inde (après l'Union européenne). Elle est en train de dépasser les États-Unis dans ce domaine. Vues d'Islamabad, ces évolutions obligent à repenser en partie les cadres d'évaluation de la situation stratégique.

Après les attentats du 11 septembre 2001, la ligne du président Moucharraf a été de comprendre les enjeux. Elle a été conduite avec ambiguïtés. Le Pakistan a effectivement rejoint les États-Unis dans la guerre contre le terrorisme. Mais il avait préalablement soutenu les Taliban. Il a donc fallu expliquer ce revirement aux militaires et à la population.

Après la crise avec l'Inde en 2002, le général Moucharraf a condamné le *Djihad* dans un discours. Mais il a alors dénoncé un problème qui n'était pas censé exister, puisque le Pakistan n'apportait officiellement qu'un soutien politique aux Cachemiris.

Le président a donc mis en place une nouvelle politique vis-à-vis du Cachemire. Ce changement a été accepté lors des séances successives de la Conférence des généraux de corps d'armée. Il s'agit de l'instance qui prend les principales décisions géopolitiques du pays. Cette nouvelle politique plus ouverte s'est traduite très rapidement (dès la fin 2003) par des attentats contre la personne même du général.

L'intervention de l'armée dans les Zones tribales a commencé en 2004. Elle s'est intensifiée en 2005-2006. En Afghanistan, on constate un renouveau Taliban. Par ailleurs, une « talibanisation » des zones pakistanaises se développe. Je me refusais à employer ce mot il y a deux ou trois ans. Désormais, je pense que nous pouvons le faire. Les insurgés des Zones tribales se baptisent eux-mêmes de ce vocable.

L'armée pakistanaise s'est déployée dans des régions dans lesquelles elle n'intervenait traditionnellement pas. Ces zones constituaient un monopole pour les organisations paramilitaires du *Frontier Corps*³⁰. Cette intrusion a provoqué de très nombreux contrecoups. Elle n'a pas permis de régler le problème de la perméabilité des frontières. L'armée a surtout été contrainte de faire face au renforcement de l'insurrection, notamment à la multiplication des attentats suicides.

En juillet 2007, les affrontements de la Mosquée rouge ont été le dernier épisode attestant de la montée en puissance de l'insurrection. Ils constituent un véritable déclic. Il y a ainsi eu entre 800 et 900 morts au cours de l'année 2007, notamment dus à des attentats suicides.

L'armée est donc impuissante dans les Zones tribales. Elle n'a d'ailleurs pas été préparée à la guérilla. Elle a été formée pour lutter contre l'Inde. Sauf en de rares exceptions, elle n'intervient habituellement pas au Cachemire. La répression est déléguée à d'autres organes de l'État pakistanais.

Les attaques se sont ainsi multipliées contre Moucharraf. Nous sommes bien face à un modèle en crise. Ce modèle avait été pensé de longue date. Il a été construit à partir de la période du général Zia, notamment grâce à l'opportunité qu'a constitué la montée en puissance de l'armée pakistanaise lors de l'occupation soviétique de l'Afghanistan. Les financements américains et saoudiens aux *Moudjahidin* afghans ont permis de le développer. Ils ont également permis de faire pression sur l'Inde dès que l'insurrection a débuté dans la vallée de Srinagar.

Aujourd'hui, l'insécurité dans le pays est telle que, depuis plusieurs années, le général Moucharraf affirme que l'ennemi numéro un est interne. Il s'agit d'un véritable changement stratégique. Auparavant, l'Inde était évidemment cet ennemi principal.

La question est dès lors de savoir si cet ennemi interne est également présent au sein de l'armée. On parle ainsi d'islamisation de certains militaires. Mais il faut préciser ce que l'on entend par ce terme. Bien évidemment, il existe des sympathies islamiques parmi les 620 000 hommes de l'armée. Certains attentats, notamment celui perpétré à quelques mètres de l'un des bâtiments de l'ISI, n'ont en effet pu être organisés qu'avec des informations provenant de militaires. Nous savons ainsi que certains sous-officiers ont été compromis dans les attaques contre Moucharraf.

Ces événements signifient-ils qu'il existe une véritable menace d'islamisation de l'armée ?

Je ne le pense pas. Il faut sans doute considérer que la politique de soutien à l'islamisme armé a avant tout été une instrumentalisation du *Djihad* plutôt qu'une véritable adhésion à ses thèses.

³⁰ NDLR – Le *Frontier Corps* est une force paramilitaire fédérale dont les membres sont intégralement recrutés parmi les populations locales. Constitué d'entités autonomes, il est essentiellement stationné dans la Province frontière du Nord-Ouest et au Baloutchistan. Les officiers les plus gradés font partie de l'armée régulière, même si le corps est rattaché au ministère de l'Intérieur. Le nombre total de ses membres est estimé à 80 000 personnes.

Mais le problème survient lorsque les instruments deviennent autonomes par rapport à ceux qui furent leurs maîtres. Nous avons pu observer au cours de l'année 2007 que Moucharraf perdait clairement la main. Les épisodes de la Cour suprême, de la Mosquée rouge, les négociations avec Benazir Bhutto puis son assassinat, la contestation des résultats de l'élection présidentielle et de l'état d'urgence... sont autant de signes de cette tendance. Par ailleurs, la coalition islamiste du MMA est aujourd'hui divisée et le parti du Président très affaibli.

Au cours de l'année 2007, nous avons pu également observer la très grande habileté développée par le Chef d'état-major de l'armée de Terre et Président (jusqu'à ce qu'il abandonne l'uniforme) pour conserver son pouvoir. L'état d'urgence a été décrété avec cet objectif. Mais il a été dans l'incapacité de définir une politique claire face aux défis stratégiques du pays.

L'image de l'armée s'est donc effritée dans l'opinion. Les appels de généraux du cadre de réserve, de tendances très diverses, se sont multipliés pour demander à Moucharraf de se retirer.

Par ailleurs, des interrogations américaines ont émergé. En dehors de la Maison blanche notamment, beaucoup se demandent ce que le Pakistan a fait des milliards de dollars qui lui ont été donnés pour améliorer l'efficacité de la lutte anti-terroriste.

Le scénario actuel

L'abandon par Moucharraf de ses fonctions de Chef d'état-major le 28 novembre 2007 a été contraint. En lui-même, il s'agit d'un signe de faiblesse. En octobre, le Président a pourvu les cadres les plus élevés de l'armée. Le Sous-chef d'état-major, le général Kayani, l'a ainsi remplacé.

Kayani a dirigé successivement le corps d'armée de Rawalpindi et l'ISI³¹. Il est aujourd'hui à la tête de l'armée de Terre. Il a été secrétaire militaire de Benazir Bhutto. Avec l'accord des États-Unis, il a négocié avec elle un éventuel partage du pouvoir avec Moucharraf.

Tariq Majid est un autre homme clé. Il était à la tête du corps d'armée de Rawalpindi lors de l'épisode de la Mosquée rouge. Il est aujourd'hui *Chairman of the Joint Chiefs of Staff Committee*. Il a également été nommé en octobre 2007.

Nadeem Ijaz fut secrétaire militaire de Moucharraf. Il a été Directeur général de l'intelligence militaire (*Military Intelligence – MI*). Il est devenu Directeur de l'ISI.

Ces trois hommes, auxquels il faut ajouter le général Khalid Kidwai, qui est demeuré à la tête de la *Strategic Plans Division* tout en ayant atteint l'âge de la retraite, sont très bien vus de Washington. Ils sont considérés comme sûrs. Ils ont notamment donné de nombreux gages dans la lutte contre le terrorisme.

Avec l'arrivée du général Kayani, il semble bien qu'une nouvelle ligne dans la direction des armées ait été adoptée. Il considère notamment que les militaires qui occupent des postes civils doivent les quitter. La décision de les réintégrer a été prise récemment et le mouvement a déjà commencé. Environ 150 officiers de haut rang ont ainsi quitté leurs fonctions civiles.

³¹ NDLR – Située dans la province du Pendjab, la ville de Rawalpindi s'étend sur le plateau du Potwar. Elle se situe à une quinzaine de kilomètres d'Islamabad. Elle fut la capitale du pays de 1959 à 1969. L'état-major des forces armées pakistanaïses s'y trouve installé. C'est dans cette ville, particulièrement touchée par les attentats, que Benazir Bhutto a été assassinée.

Kayani considère notamment que les militaires ne doivent pas s'occuper des élections autrement que pour des questions de sécurité. Le PPP reconnaît d'ailleurs que les services de renseignement militaire ne sont plus présents à l'arrière-plan de la préparation de la prochaine consultation électorale.

Kayani considère également qu'il faut intensifier la lutte contre l'extrémisme. Ce n'est pas un hasard si, depuis sa prise de fonctions, les grands noms de la sécurité américaine ont défilé à Islamabad. Le dernier en date est l'amiral Mullen, président du Comité des Chefs d'États-majors aux États-Unis (JCS).

Quelques grandes questions demeurent toutefois :

- Quelle est la capacité de l'armée dans le domaine de la lutte anti-terroriste ?
- L'armée va-t-elle poursuivre la politique ambiguë de Moucharraf ?

Je pense que la politique qui va être développée va diverger sur le sort des groupes sectaires (les conflits entre ultra-sunnites et ultra-chiïtes). Des interdictions ont été prononcées. Elles ont été suivies d'un certain effet. On peut considérer que la guerre est déclarée contre les Taliban pakistanais, même si elle est mal menée. Désormais, ils sont une véritable menace pour le régime. Mais contre la machine du *Djihad* au Cachemire, la politique n'est pas encore très volontariste. Si le soutien n'est plus apporté, les groupes n'ont pas pour autant été démantelés. Enfin, certaines décisions ont été prises contre *Al-Qaeda* (probablement plus fermes que celles contre les Taliban pakistanais).

La stratégie reste de rappeler à la communauté internationale que le Pakistan veut être associé aux discussions qui pourraient être organisées pour déterminer une véritable stratégie de stabilisation de l'Afghanistan. Il est difficile d'imaginer que le nouveau commandement de l'armée puisse totalement abandonner cette ligne. Mais il devra se prononcer sur son cadre.

Les États-Unis militent pour un renforcement de la lutte contre la guérilla. Ils sont prêts à l'appuyer techniquement. Mais le nouveau commandement doit faire face à une démoralisation d'une partie des troupes engagées dans cette « sale guerre » dans les Zones tribales.

- Quelle va être la structure du pouvoir à l'avenir ?

L'armée pakistanaise est en quelque sorte prédatrice. Elle a en effet "percolé" au-delà de ses fonctions strictement militaires, notamment dans les domaines politique et économique. Peut-elle vouloir la démocratie ?

L'armée subit une véritable perte de confiance. Son prestige est extrêmement bas dans le pays. Cette situation risque de favoriser des idéologies conservatrices ou contestataires, dont l'Islam politique pourrait être bénéficiaire.

De même, il faut s'interroger sur le concept de Troïka avancé par le général Moucharraf. Il l'a décrite comme le partage du pouvoir entre le Président, le Premier ministre et le Chef d'état-major de l'armée. À l'heure actuelle, ce concept est-il encore crédible ? Peut-il satisfaire les nouveaux responsables de l'armée ?

Une structure plus souple pourrait également émerger, dans le cadre notamment du Conseil national de sécurité. Elle avait été préconisée par Jahangir Karamat, avant qu'il ne se fasse démettre de ses fonctions de Chef d'état-major de l'armée par Nawaz Sharif. Il avait voulu

institutionnaliser un rôle de contrôle de l'armée au sein de ce Conseil que Moucharraf a finalement créé. Ce projet pourrait réapparaître.

- Comment penser la lutte contre le terrorisme avec les civils au pouvoir ?

Je ne peux que souscrire aux propos des intervenants précédents. Même avec une nouvelle configuration, en particulier un pouvoir véritablement civil, la lutte contre le terrorisme aura forcément un volet répressif. L'analyse proposée ce matin par Mariam Abou Zahab sur les zones frontalières a permis de montrer qu'il est du ressort des gouvernements civils provinciaux de mettre en œuvre des politiques de long terme pour résorber les causes profondes du mal-être des populations tribales.

Le Pakistan doit aujourd'hui repenser ces paradigmes intérieurs et extérieurs pour mieux se concentrer sur ses problématiques internes. Est-il véritablement envisageable pour les militaires de faire évoluer la politique vis-à-vis du Cachemire pour trouver un accord avec l'Inde ? D'une certaine manière, ce serait pour eux scier la branche sur laquelle ils ont assis leur prospérité et une partie de leur légitimité. Il faut évidemment que l'armée repense son rapport à l'islamisme radical, sans nécessairement se couper de l'Islam politique, celui des partis. Elle s'en est souvent servie.

Il s'agit d'un ensemble de questions qui n'appellent que des réponses incertaines. Je crois moins à un démembrement du Pakistan qu'à un enlisement dans la gestion de ces problèmes.

Intervention de Mariam Abou Zahab

Dans la lutte contre les groupes sectaires, l'armée a connu de faibles résultats. Des interdictions ont été prononcées contre certains mouvements. Mais ils ont continué d'exister sous d'autres noms. Le problème s'est déplacé géographiquement, en particulier dans la Province frontière. Mais il demeure toujours entier.

3.4 – Débat avec la salle

Questions

- La communauté internationale pourrait, un jour, considérer que la situation en Afghanistan ne pourra s'améliorer et décider de partir. Que se passerait-il dans cette hypothèse ?
- Moucharraf n'est jamais parvenu à convaincre les Pakistanais que la guerre dans les Zones tribales était menée dans l'intérêt national. Est-il possible de faire accepter cette idée à la population ?
- Le Baloutchistan continue de préoccuper l'armée. Il s'y déroule une « sale » guerre. Comment doit-on l'interpréter ?
- Comment évaluer le probable renforcement du dispositif militaire déployé par la France en Afghanistan ?
- Il ne semble pas y avoir de solutions militaires au conflit afghan. Quelles sont les alternatives politiques ?

- Quelle peut être l'influence des élections de 2009 sur la situation afghane ?
- Les Taliban, lorsqu'ils étaient au pouvoir, n'avaient pas de programme de gouvernement. Le mouvement néo-Taliban est-il plus avancé dans ce domaine ?

Réponse de Jean-Luc Racine

Moucharraf n'est effectivement pas parvenu à « vendre » la guerre à ses compatriotes. Pourtant, ses discours ne cessaient de répéter que ses choix n'étaient pas dictés par la pression américaine mais bien par l'intérêt national.

Mais en réalité, deux questions, largement imbriquées, se posent aux forces de sécurité si elles veulent repenser leur ligne directrice. Tout d'abord, il faut convaincre les populations des Zones tribales que la montée en puissance de cet extrémisme est délétère. Mais il faut également parvenir à convaincre plus largement l'opinion nationale. Je pense que rien n'évoluera tant que la situation afghane sera aussi complexe. Il ne sera pas possible de la faire évoluer tant que les troupes de la Coalition seront aux portes du pays. Les militaires occidentaux ont envoyé des drones au-delà de la frontière. Ils ont provoqué des dégâts collatéraux au Pakistan. Il existe un lien entre les situations des deux côtés de la ligne Durand.

Le discours de dénonciation du contrôle américain sur la politique de Moucharraf est ambigu. Il laisse entendre que les États-Unis utilisent les mêmes procédés en Afghanistan qu'en Palestine et qu'ils développent une stratégie mondiale anti-musulmane. En réalité, ces dénonciations ont peu à voir avec l'islamisme le plus radical. Mais cette ambiguïté constitue un véritable défi pour l'armée.

Le Baloutchistan représente 6 % de la population. Il dispose de grandes ressources minérales et de l'infrastructure portuaire de Gwadar. Sa population demande à ne pas être exploitée. La question est de savoir s'il est possible d'envisager une meilleure redistribution des fruits de l'exploitation des ressources de la province. Il s'agit d'une question d'équilibre économique et de gouvernance. Mais ce combat renvoie à des problèmes beaucoup plus larges (corruption, avantages acquis, mauvaises répartitions des richesses entre les élites et le reste de la population...).

Réponse de Gilles Dorronsoro

La guerre semble être une affaire assez sérieuse. Il faut donc éviter de faire n'importe quoi lors de la phase « de définition du conflit », c'est-à-dire la phase initiale. Les Américains considèrent qu'il s'agit de la période durant laquelle les enjeux du conflit sont définis. Il s'agit bien évidemment d'une phase cruciale.

Désormais le problème est de savoir ce que l'on fait puisque tout a été raté. La réponse est évidemment complexe. De très nombreux facteurs ont une influence ambiguë, en particulier le temps. À l'heure actuelle, il joue très clairement pour les Taliban. Il faut donc réfléchir aux conditions pour qu'il joue pour la Coalition.

Les Taliban avaient un projet politique (même s'il pouvait nous paraître irraisonnable). Ils avaient reconstruit un embryon d'État. Ils disposaient notamment d'un gouvernement plus centralisé que celui qui existe à l'heure actuelle.

Il est absolument nécessaire de diminuer le niveau de conflictualité pour éviter l'extension du conflit à l'ensemble du pays. Aujourd'hui, les combats concernent essentiellement certaines provinces. Le niveau de conflictualité dans le Nord est plus faible. Il est militairement gérable. Mais si la tendance se poursuit, Kaboul risque de devenir une ville très dure à contrôler. Surtout, le conflit pourrait s'étendre véritablement au Nord. Les troupes de la Coalition ne sont pas capables, avec 60 000 hommes, de contrôler le Sud et l'Est du pays. Si le Nord s'embrase, les militaires occidentaux seront débordés.

La diminution de la conflictualité est donc une question centrale. C'est la seule solution, non pour gagner le conflit, mais pour stabiliser la situation. Il faut éviter la montée des troubles, qui engendrent la violence et permettent la radicalisation.

Dans ce cadre, la politique française est doublement inadaptée. Tout d'abord, aucun compte n'est demandé aux Américains. Nous ne les interrogeons pas sur leurs résultats, leur stratégie, ses modifications éventuelles... Or nous pourrions essayer de discuter avec eux. Il s'agit donc d'une politique de négation de l'autonomie potentielle de l'acteur militaire national.

En réalité, les Français ne sont pas véritablement intéressés par le sort de l'Afghanistan. Ils veulent avant tout améliorer leurs relations avec les États-Unis. Pourtant, le gouvernement Bush sombre, à la fois en politique interne et dans les relations externes. Il serait sans doute plus raisonnable d'attendre qu'il quitte le pouvoir.

Ensuite, la France n'a pas d'intérêts stratégiques en Afghanistan. Mais elle dispose de quelques atouts, notamment d'une image de marque plutôt bonne (en partie grâce au travail des humanitaires). Si nous envoyons des troupes dans le Sud du pays, des bombardements vont avoir lieu. Les risques d'erreurs vont être plus grands. Surtout, les possibilités de pertes seront augmentées pour nos forces. Personnellement, je considère que cette question devrait être débattue politiquement. Nous risquons d'altérer notre image. Si la France a un rôle à jouer, c'est plus dans la négociation et dans la mise en contact des différents acteurs. Elle doit notamment chercher à recréer une autonomie de l'humanitaire par rapport aux militaires.

Dans ce dernier domaine, la politique américaine a d'ailleurs été d'absorber les structures humanitaires. Ce processus a été désastreux. Désormais, de nombreuses ONG ne peuvent plus travailler dans certaines régions. Or, c'est dans ces zones que leur travail est le plus attendu par les populations. Il s'agit d'espaces dans lesquels il ne faut pas tout considérer en blanc ou en noir, mais bien au contraire fournir du gris.

Il faut donc limiter, voire abaisser, le niveau de conflictualité. Il faut notamment éviter les manipulations, un peu simples, du social (par exemple armer des tribus). Il ne s'agit pas non plus d'embaucher des anthropologues pour aller faire la guerre. Mais il faut que ces questions soient posées au sein de l'OTAN.

L'Organisation atlantique traverse une crise majeure, parce qu'elle est en train de perdre la guerre. L'OTAN était pourtant censée devenir le gendarme du monde. Progressivement, nous

perdons politiquement une guerre que nous aurions pu gagner si nous l'avions tout simplement prise au sérieux.

La diminution de la conflictualité et la recréation de zones intermédiaires doivent être accompagnées d'une nouvelle réflexion sur le système régional. Pour moi, l'Afghanistan ne constitue pas le problème central de cette zone. C'est en réalité Ben Laden et *Al-Qaeda*.

Nous n'allons pas partir immédiatement. Mais, si au bout de quelques années de ce conflit d'usure (avec des centaines de morts parmi nos militaires), nous parvenons à tuer Ben Laden, le seul élément connectant l'Afghanistan à l'Occident disparaîtra. Ce serait probablement l'occasion qu'utiliserait le gouvernement américain pour se sortir de la crise. Cet événement permettrait d'affirmer une victoire, alors qu'en réalité les États-Unis ne peuvent gagner ce conflit. La conséquence de ce départ serait très probablement une guerre civile, du type de celle que le pays a vécue dans les années 1990.

Par ailleurs, il faut prendre en compte que l'Afghanistan n'est qu'un sanctuaire parmi d'autres pour *Al-Qaeda*, mouvement très largement transnational. Sa perte ne serait probablement pas catastrophique pour l'organisation. Elle dispose en effet de structures au Pakistan, en particulier dans les Zones tribales. Mais bombarder ces régions, comme le font d'ailleurs les Américains à l'heure actuelle, est une stratégie extrêmement dangereuse.

Avant 1998, Ben Laden n'était pas un personnage très important. Ce sont les bombardements américains dans les Zones tribales qui lui ont apporté un immense capital de sympathie parmi les populations et l'ont fait connaître. Les projets actuels visant à intervenir directement au Pakistan à partir de l'Afghanistan sont très dangereux. Ils reposent sur une négation de la frontière. Or tout ce qui nie cette ligne ne fait qu'étendre le problème.

Réponse de Bruno Tertrais

Affirmer que les États-Unis partiront le jour où Ben Laden sera tué est, à mon avis, méconnaître les ressorts profonds de l'intervention américaine en Afghanistan.

Par ailleurs, dire que la France aurait dû attendre que Bush ne soit plus au pouvoir pour augmenter le niveau de ses forces est révélateur de la méconnaissance de la manière avec laquelle les Américains perçoivent notre implication.

Les modalités de l'implication américaine en Afghanistan restent relativement consensuelles aujourd'hui aux États-Unis (même entre les différents candidats à l'élection présidentielle).

L'idée que la France n'a pas d'intérêts stratégiques en Afghanistan n'est pas sans fondements. Mais nos responsables pensent le contraire depuis trente ans, puisque nous sommes intervenus dans le pays discrètement, par l'intermédiaire de nos services de renseignement, dès les années 1980.

Réponse de Gilles Dorronsoro

Le désengagement des États-Unis auquel j'ai fait mention ne se conçoit que dans un contexte précis. Je pense que les Américains seraient tentés de quitter l'Afghanistan à la mort de Ben Laden, si la guerre s'était éternisée durant de nombreuses années, provoquant la mort de centaines de soldats occidentaux. Le gouvernement serait très probablement usé par le conflit.

Des personnes raisonnent déjà de la sorte. Ils ne sont pas marginaux dans le système décisionnel américain.

Je pense que l'implication militaire française dans le Sud du pays est une erreur. Ce choix se fait sans négociations sur la stratégie suivie. Or, à l'évidence, celle-ci est mauvaise. Les Canadiens sont les premiers à reconnaître que la situation est catastrophique à Kandahar. Ils menacent d'ailleurs de partir si personne ne les aide. Mais ils ont un débat public beaucoup plus développé que le nôtre.

Lorsque j'affirmais que nous n'avons pas d'intérêts stratégiques bien définis en Afghanistan, je parlais au présent et non au passé. Dans les années 1980, nous voulions que les Soviétiques soient battus. Mais aujourd'hui, cet objectif n'existe plus. Je ne suis pas le seul à penser que nous n'avons plus réellement d'intérêts dans le pays.

Questions

- Comment le projet d'accord indo-américain sur le nucléaire civil a-t-il été perçu au Pakistan ? Islamabad demande-t-elle une égalité de traitement ?
- Des troubles au Pakistan ne permettraient-ils pas de voir resurgir des réseaux comme celui du Dr Khan ?
- Comment réagit le Pakistan à l'alliance irano-indienne ?
- Quel est le niveau de répression du mouvement indépendantiste au Baloutchistan ?
- Quel est aujourd'hui le niveau de coopération militaire entre la France et le Pakistan ?
- Les pouvoirs politiques des pays de la Coalition n'ont-ils pas oublié dans leur stratégie les aspects civils (administratif et économique) ?

Réponse de Bruno Tertrais

Face au possible accord entre Indiens et Américains, les Pakistanais demandent effectivement une égalité de traitement. Mais ils ont compris que ce n'est pas l'accord lui-même qui est le plus important. C'est ce qu'il révèle. Il est en effet un des signes de l'approfondissement du partenariat de plus en plus solide entre l'Inde et les États-Unis. Ce partenariat va impliquer des transferts de technologies dans les domaines du nucléaire et de la défense comme dans d'autres secteurs.

Les principaux opérateurs pakistanais du réseau Khan étaient impliqués, au niveau politique, d'un point de vue financier. Le réseau lui-même était non pakistanais. Il était largement international. Les acteurs les plus efficaces étaient d'ailleurs suisses et allemands.

Le risque principal de prolifération, si ce réseau venait à renaître ou à se reconstituer, se situerait à mon avis en dehors du Pakistan. Certains acteurs pourraient avoir par exemple la possibilité de mettre sur pied une usine fabriquant des parties de centrifugeuses. Ce type de montage peut se faire sans aucune connexion pakistanaise.

À l'inverse, la fuite de cerveaux constitue bien un risque propre au pays. Un haut responsable de laboratoire au Pakistan ne peut pas voyager où il veut à l'étranger. Mais dès que les personnes partent à la retraite, il n'est plus possible de contrôler toutes leurs communications. Ces risques demeurent toutefois limités.

Le problème tient au fait que la « recette » de l'arme est probablement déjà dans la nature. Toutefois, en disposer n'est pas suffisant pour développer un engin opérationnel, fiable.

Réponse de Jean-Luc Racine

Il n'existe pas d'alliance, au sens plein et étroit du terme, irano-indienne. Les rapports entre les deux pays sont plus subtils. L'histoire des relations entre Téhéran et Delhi est marquée par le fait que le Pakistan se situe entre ces deux États. Il y a donc effectivement l'idée, dans ces capitales, qu'il vaut mieux bien s'entendre avec « le voisin de mon voisin », afin de développer des stratégies de prise à revers. Cette logique est toujours d'actualité.

Mais nous constatons une différence de stratégie depuis qu'Ahmadinejad est au pouvoir. Khatami avait été invité le 26 janvier 2003 à Delhi, pour la fête de la République. Il s'agissait d'un véritable signal.

L'Iran est reconnu par l'Inde comme un État majeur de la zone. Il a un rôle à y jouer. La lecture indienne s'éloigne de celle des États-Unis, qui semble notamment oublier l'histoire de l'Empire perse.

Par ailleurs, Delhi est en train de développer une politique de repositionnement par rapport à l'« Asie occidentale » (c'est-à-dire le Moyen-Orient), dans lequel l'Iran est un pilier essentiel, au-delà du futur d'Ahmadinejad.

Les Indiens ont toutefois précisé qu'ils n'étaient pas favorables à un Iran militairement nucléarisé. Comme Téhéran a signé le TNP, la gestion des programmes civils doit se conformer aux règles que le traité pose. La crise entre les États-Unis, certains pays européens (dont la France) et l'Iran n'a amené qu'un seul commentaire à New Delhi : il faut négocier. Le recours à la force est perçu comme une solution catastrophique.

Nous ne savons pas si le projet de gazoduc reliant l'Iran, le Pakistan et l'Inde se matérialisera. Les Indiens ont cédé partiellement à la pression de Washington. Dans ce dossier, la vision américaine semble, pour Delhi, mettre de côté ce qui est perçu comme une possibilité d'apaiser les tensions (y compris celles entre le Pakistan et l'Inde).

L'Inde entend donc avoir avec l'Iran de bonnes relations. Elle étudie d'ailleurs avec intérêt les politiques russe et chinoise vis-à-vis de Téhéran. Elle n'a aucune réticence fondamentale à leur égard.

La minorité baloutche est au Pakistan, mais également dans les marges iraniennes et afghanes. Après l'arrivée de l'Ayatollah Khomeiny en 1979, la pointe pakistanaise du Baloutchistan avait servi de point de départ pour des opérations secrètes contre le nouveau régime. Aujourd'hui, il s'agit d'une histoire « ancienne ».

Il est difficile d'envisager que les mouvements séparatistes baloutches puissent se coordonner, à l'heure actuelle, dans les trois pays. Il s'agit donc plutôt d'un problème pakistanaise. La question est donc de savoir si Islamabad est en mesure de gérer le « désamour » baloutche, crise de plus en plus sérieuse.

Réponse d'Alain Lamballe

La France a vendu dans le passé des avions aux forces armées pakistanaises. Islamabad a également acheté en 1994 trois sous-marins (de type Agosta). Ce programme continue. Ces bâtiments sont partiellement construits en France et à Karachi. Nous avons d'ailleurs perdu dans cette ville une équipe d'ingénieurs et de techniciens, victimes d'un attentat. La coopération prend également la forme d'exercices navals.

La France cherche en réalité des coopérations avec d'autres pays de l'océan Indien. Dans ce domaine, la priorité est d'ailleurs devenue l'Inde. C'est sur ce pays qu'est portée une part significative de nos efforts. Delhi renouvelle en effet dans une très large mesure ses matériels militaires. La France a donc intérêt à se positionner.

Réponse de Gilles Dorronsoro

Je pense qu'il n'aurait pas fallu s'occuper du développement économique de l'Afghanistan en 2002-2003. Il fallait avant tout recréer une armée nationale, au besoin en y dépensant un ou deux milliards de dollars. De la sorte, il aurait été possible de prendre le contrôle de la dizaine de villes essentielles du pays. En deux ou trois ans, la coalition aurait pu obtenir de vrais résultats dans le domaine sécuritaire. La reconstruction ne peut pas fonctionner si la sécurité n'est pas présente. Il y a donc un problème séquentiel.

Mais il aurait été difficile d'expliquer ce type de stratégies aux opinions publiques. Je ne crois pas que le statut des femmes, l'implantation d'écoles... et même l'agriculture aient été des priorités à cette époque. Il fallait avant tout de la sécurité. Le pays avait besoin de postes frontières, d'une véritable police et d'une armée en état de fonctionner.

Il est impossible de faire du développement en se faisant tirer dessus comme c'est le cas actuellement.

Réponse de Bruno Tertrais

Le problème est que, malheureusement, il faut cinq années pour faire une police et une dizaine pour avoir une armée opérationnelle.

Réponse de Gilles Dorronsoro

Recréer une armée prend effectivement du temps. Mais ce n'est pas un argument pour démarrer ce processus avec du retard.

Réponse de Jean-François Daguzan

Il faut surtout prendre en compte que les promesses de financements n'ont jamais été tenues. À la conférence de Tokyo de 2006, quatorze milliards avaient finalement été alloués à la seule reconstruction du pays. Or, à ce jour, un tiers à peine a été versé.

Par ailleurs, le point d'application de l'effort américain s'est déplacé de l'Afghanistan à l'Irak.